



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FEVRIER - MARS 2022

N°212

TOME II

SOMMAIRE

RAA DE FEVRIER – MARS 2022

N°212

TOME I

PAGES

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 22 mars 2022*)

2

TOME II

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 22 mars 2022*)

2

PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (*février - mars 2022*)

472

PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS (*février - mars 2022*)

508

PARTIE 2 DECISIONS

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-398	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries dans le lotissement Val Paradis - Commune de Grabels	18
MD2021-548	Décision relative au réaménagement de 31 prêts contractés par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Maintien de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	21
MD2021-878	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 26 logements sociaux, résidence ' Quatro ', ZAC de Roque Fraisse lot 29 B2, à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature	24
MD2021-945	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 32 logements sociaux, résidence ' Eden Roch ', ZAC Nouveau Saint-Roch à Montpellier - Autorisation de signature	27
MD2021-947	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 15 logements sociaux, résidence ' Sky Lodge ', 616 rue Georges Denizot à Montpellier - Autorisation de signature	30
MD2021-970	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM ERILIA pour la construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Rue du Docteur Malabouche ', rue du Docteur Malabouche à Cournonterral - Autorisation de signature	33
MD2021-999	Décision relative à une convention de servitude entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS- Autorisation de signature	36
MD2021-1022	Décision relative au déclassement du domaine public des parcelles LR 336 et LR 339 avenue de Louisville - Commune de Montpellier	39
MD2021-1027	Décision relative au marché N°G1D0038CO - Fabrication, Pose et Dépose d'articles de Pavoisement	41
MD2021-1076	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	43
MD2021-1077	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	46
MD2021-1079	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	49
MD2021-1080	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	52

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-1084	Décision relative au marché n°2926S17.01 - Maitrise d'œuvre pour la construction du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier - Avenant n°3 - Autorisation de signature	55
MD2021-1085	Décision relative à l'avenant n°2 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 2 : Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le point propreté de Pignan - Autorisation de signature	58
MD2021-1108	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de fournitures de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.) - Autorisation de signature	61
MD2021-1118	Décision relative à la signature par traité d'adhésion à Ordonnance d'Expropriation des parcelles AL 241, AL 243, AL 244 - Route de Mende - Commune de Montpellier	64
MD2021-1131	Décision relative aux avenants de transfert des marchés n°4962AT17 et n°4826AT17 - Aménagements paysagers de Castries et Prades-le-Lez de la SAS CMEVE à la SERPE SASU à la suite d'une fusion-absorption	67
MD2021-1144	Décision relative au don de Dominique Gauthier de trente-cinq de ses œuvres	69
MD2021-1150	Décision relative à l'attribution du marché N°G1B0093CO - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets d'amélioration urbaine - Autorisation de signature	71
MD2021-1151	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la Communauté Emmaüs Montpellier pour la collecte d'objets et de meubles dans l'espace réemploi de la déchèterie de Baillargues/Castries	73
MD2021-1156	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault (OCCE 34) dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	75
MD2021-1164	Décision relative au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 : Achat de torchères - Avenant n°1 - Autorisation de signature	77
MD2021-1166	Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 2 : tuyauteries et raccordement des torchères - Autorisation de signature de l'avenant n°1	80

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-1167	Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 3 : charpente métallique et installation des torchères - Autorisation de signature de l'avenant n°1	83
MD2021-1170	Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 4 : Électricité et automatismes - Autorisation de signature de l'avenant n°1	86
MD2021-1183	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée AV 3 Association du Scoutisme Français de l'Hérault - Commune de Jacou	89
MD2021-1186	Décision relative au protocole d'accord transactionnel entre Mme DURIOT et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	91
MD2021-1191	Décision relative au marché n°M0B0058EP - Utilisation et maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement - Avenant n°1 - Autorisation de signature	93
MD2021-1196	Décision relative au dépôt de demandes de subventions dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire	95
MD2021-1197	Décision relative à l'avenant n°1 au marché global de performance - conception et réalisation du process de tri et exploitation et maintenance du centre de tri DEMETER	97
MD2021-1202	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Ancienne Gare ' avec la société ' SNC IP1R ' sur la Commune de Fabrègues.	100
MD2021-1211	Décision relative au marché n°M0D0037DS - Prestations de nettoyage et d'entretien des équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 à 6 - Attributions	103
MD2021-1219	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F OCCITANIE pour la construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Claret ', rue de Claret à Montpellier - Autorisation de signature	106
MD2021-1225	Décision relative au marché n°M0B0035RI - Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING	109
MD2021-1229	Décision relative à l'acquisition de 273 m ² de bien immobilier (cadastré BT n°2) au lieudit LAURIOL à CLAPIERS appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	112

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-1230	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de la copropriété « le domaine de la coustaude » à Saint Jean de Védas pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	115
MD2021-1232	Décision modificative au marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - lot 1 - Jacques Coeur	118
MD2021-1235	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AT 460 - Propriété des époux PETEL - Rue du Chèvrefeuille - Commune de Pérols	120
MD2021-1240	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 72 - Commune de Castries	122
MD2021-1242	Décision relative à l'avenant n°1 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 4 : Équipement de mise en sécurité des quais sur les points propreté de Villeneuve-lès Maguelone et Pignan	124
MD2021-1244	Décision relative à l'acquisition à M. et Mme Abdelkader HADDADI des lots de copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38	126
MD2021-1246	Décision relative au marché n°M0C0008EP - Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét - Attribution du marché	129
MD2021-1247	Décision relative à l'acquisition foncière de 31 m² du bien immobilier sise 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, propriété de M. MERIEUX pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	132
MD2021-1248	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°134 (volume B1) au sein de la copropriété ' le domaine de la Coustaude ' située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	135
MD2021-1249	Décision relative au marché de Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations Biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché public de maîtrise d'oeuvre - Autorisation de signature de l'avenant n°3	138
MD2021-1250	Décision relative à l'attribution du marché en groupement de commande n°G1D0006MG Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène - Autorisation de signature	141
MD2021-1252	Décision relative au marché n°G1D0039CO - Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour des prestations vidéos - Lots 1 et 2 - Attributions	144

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-1256	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 - Marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains	147
MD2021-1257	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 45 m² issue de la parcelle DV522 - Avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier	150
MD2021-1258	Décision relative à la signature d'un avenant n°2 - Marché n°4775MG17 "travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains" - Autorisation de signature	152
MD2021-1259	Décision relative à l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets 2021 Réduction des déchets ménagers assimilés - Approbation - Autorisation de signature	155
MD2021-1260	Décision relative au renouvellement de la convention de partenariat avec le Secours Populaire - Fédération de l'Hérault	157
MD2021-1262	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la SCI LOGISTRI AGRITECH - Parcelle TY 294 - rue du Pilory - Commune de Montpellier	159
MD2021-1264	Décision relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer les parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL 65 et OM 1 dans le domaine public métropolitain - Commune de Montpellier	162
MD2021-1267	Décision relative à une Convention constitutive de Groupement de Commandes entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole - Raccordement AEP et EU du Parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues	165
MD2021-1269	Décision relative au renouvellement de la convention avec l'association Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale (SOMIS) pour le maintien d'une permanence hebdomadaire d'écrivain public à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU	167
MD2021-1271	Décision relative à l'acquisition à Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE Née PASTEAU de la parcelle cadastrée BT 10 située 4 rue du Pergasan à JUVIGNAC	169
MD2021-1272	Décision relative à la mise en place d'une convention entre les médiathèques Jean Jacques ROUSSEAU, William SHAKESPEARE et Federico GARCIA LORCA avec le Domaine d'O pour la saison 2021/2022	172
MD2021-1274	Décision relative au marché n°4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2	174

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-1275	Décision relative au marché subséquent n°M1D0080EP - Travaux d'aménagement de l'Avenue du 8 Mai 1945 sur la commune de Vendargues - Autorisation de signature	177
MD2021-1276	Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Opéra Orchestre National de Montpellier	180
MD2021-1277	Décision relative à l'accord-cadre n°M1B0059DS - Achat de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	182
MD2021-1278	Décision relative au renouvellement de la mise à disposition d'un agent de catégorie A auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	185
MD2021-1279	Décision relative à une contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues	187
MD2021-1280	Décision relative au marché n°OT 8M14H - Coordonnateur environnement dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Attribution	189
MD2021-1281	Décision relative à la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Association des Amis du musée Fabre pour la souscription publique du triptyque de Yan Pei Ming, l'Impossible Rencontre - Autorisation de signature	192
MD2021-1282	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre attribuée à Pauline Gauffier (Rome, vers 1775 - Florence, 1801), L'Oiseau volé	195
MD2021-1283	Décision relative à l'acquisition d'un immeuble à usage commercial - 42 et 44 rue Frédéric Bazille - Parcelle EX 469 - Commune de Montpellier	197
MD2021-1284	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles portant sur la concertation, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée - Marché M1B0119VI - Autorisation de signature	201
MD2022-001	Décision modificative relative à l'agrément de candidature de la société J&M BUILDING dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	203
MD2022-003	Décision relative au classement dans le domaine public des emprises "voirie" Lotissement les Jardins d'Hélios commune de Cournonterral	205
MD2022-004	Décision relative à la cession de la parcelle AK 262 - Le Clos des Oliviers - Commune de Vendargues	208
MD2022-005	Décision relative à la concession Parc Marianne à Montpellier (SERM) - Projet Urbain Partenarial (PUP) Mas Combelle - Convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le lot MC2 (REAL PROMOTION / LES VILLAGES D'OR) - Autorisation de signature	210

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-006	Décision relative au marché n°M1C0009CG d'audit externe - Analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST - Attribution	213
MD2022-007	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) pour l'année 2022	216
MD2022-008	Décision relative aux renouvellements d'adhésions à des organismes économiques extérieurs - Autorisation	218
MD2022-009	Décision relative à l'acquisition et au classement dans le domaine public métropolitain - Impasse Guizard - Commune de Grabels	220
MD2022-010	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AA26, AA27, AA28, AA29, AA46 à Montferrier-sur-Lez	222
MD2022-011	Décision relative à l'agrément de candidature de la société YNOV sur la Zac Cambacérès à Montpellier	225
MD2022-012	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 450 - Impasse des Aramons - Commune de Juvignac	227
MD2022-013	Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo	229
MD2022-014	Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SAEML-SFMA)	231
MD2022-015	Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès du Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole	233
MD2022-016	Décision relative au marché subséquent n°M1D0074AT - Travaux de la rue Emile Combes à Castelnau-le-Lez - Attribution du marché	235
MD2022-017	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de l'Office de Tourisme Métropolitain à compter du 1er janvier 2022 pour une durée de 3 ans	238
MD2022-018	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie B auprès de La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022	240
MD2022-020	Décision relative à une mise à disposition partielle de Montpellier Méditerranée Métropole de 3 agents de la Commune de Pignan	242
MD2022-022	Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 1447 - Avenue de Nîmes - Commune de Saint-Brès	244

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-024	Décision relative au marché n°05MOE18 - Maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère - Avenant n°1 - Autorisation de signature	246
MD2022-025	Décision relative au marché n°M1D0087DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis - Open Sud de France 2022 - Attribution	249
MD2022-026	Décision relative à une convention de dépôts de biens culturels maritimes appartenant à l'Etat (DRASSM) au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades - Autorisation de signature	252
MD2022-027	Décision relative au marché subséquent n°M1C0021EP - Création d'un espace piéton rue Lino Ventura à Montpellier - Attribution du marché	255
MD2022-028	Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec Ville de Roanne - Autorisation signature	258
MD2022-029	Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Chalon-sur-Saône - Autorisation de signature	261
MD2022-030	Décision relative à une convention de prêt d'un mobilier archéologique dans le cadre de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" au Site archéologique Lattara - Musée Henri-Prades avec la Ville de Châteauroux - Autorisation de signature	264
MD2022-031	Décision relative à la prise en charge des frais liés à la résidence littéraire de l'autrice Annie Ferret et à l'autorisation de dépôt des demandes de subventions afférentes	267
MD2022-032	Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 37ème Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation	269
MD2022-033	Décision relative à un avenant n°2 dans la convention d'occupation pour une station radioélectrique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TDF - Rond-point de Girac à Clapiers - Autorisation de signature	271
MD2022-034	Décision relative à l'acquisition foncière du lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de la copropriété ' le domaine de la Coustaude ' à Saint-Jean-de-Védas pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	273
MD2022-035	Décision relative à l'acquisition de 273m ² de bien immobilier (cadastré BT n°2) au lieudit LAURIOL à CLAPIERS appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	276

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-036	Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public Tabac TPL le Campus - 5ème ligne de tramway	279
MD2022-038	Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent portant sur des missions d'avant-projet dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle	281
MD2022-039	Décision relative à un marché M1B0085EA - Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	283
MD2022-040	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AZ 161 - Avenue Justin Bec - Commune de Saint Georges d'Orques	285
MD2022-041	Décision relative au dépôt et à l'octroi d'autorisations d'urbanisme sur la parcelle cadastrée SI n°132 à Montpellier - Réalisation d'une centrale géothermique - secteur CAMBACERES	287
MD2022-042	Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - ASTIER MOINE"	289
MD2022-045	Décision complémentaire à la décision n°MD2021-1160 de préemption de la Propriété CUADRADO - Villa - Parcelle BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de Juvignac	291
MD2022-047	Décision relative à l'attribution d'un marché n° M1D0059MG - Travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	294
MD2022-048	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) - Autorisation de signature	297
MD2022-049	Décision relative au marché subséquent n°M1D0027AT - Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels - Avenant n°1 - Autorisation de signature	299
MD2022-051	Décision relative à un marché n°M1B0096DE de rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustration de supports de communication et d'infographies et prise de vues - Lots 1, 2 et 3 - Attribution	301
MD2022-052	Décision relative au projet de coopération COOPALIM - Fès (Maroc) - Mission d'expertise - Changement de dates de mission	304
MD2022-054	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch	307

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-055	Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations French régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de Flora), AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art), Club Innovation & Culture France (CLIC) et Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) - 2022 - Autorisation de signature	310
MD2022-056	Décision relative à l'acceptation du legs de Monsieur Alain Bernard PERIO d'un ensemble de biens en meubles, tableaux et bibelots à Montpellier Méditerranée Métropole - Musée Fabre	313
MD2022-057	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR)	316
MD2022-058	Décision relative à une convention de mécénat conclue le 27 juillet 2018 entre le musée Fabre et Altran technologies - Avenant n°3 - Autorisation de signature	318
MD2022-059	Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien Soufflet - Domaine de Viviers à Jacou	320
MD2022-061	Décision relative au don de Monsieur Christian JACCARD de trente-neuf de ses œuvres	322
MD2022-062	Décision modificative relative au marché n° 06/TRAV/20 - Infrastructures et aménagements des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots n° 3 à 6	324
MD2022-065	Décision modificative relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et création d'une voirie provisoire dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France	327
MD2022-066	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ANTIKYTERA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	330
MD2022-067	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues	332
MD2022-068	Décision relative à un marché n°M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues - Attribution	335
MD2022-070	Décision relative à une convention de servitude pour la réalisation d'ouvrages entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	337

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-071	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie data - Autorisation de signature	339
MD2022-072	Décision relative au marché n°9.142 de Mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) Sécurité des personnes et solidité des ouvrages dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le PEM Sud de France - Autorisation de signature	341
MD2022-075	Décision relative au marché n°M1B0074HP - Hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages - Attribution	344
MD2022-076	Décision relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway	346
MD2022-077	Décision relative à une acquisition foncière dans le cadre du projet de cinquième ligne de tramway sise au 5 rue du Pas du Loup à MONTPELLIER - Mme FAULQUIER - UF4930	349
MD2022-079	Décision relative au marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des communes de la Métropole de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 - Attributions	352
MD2022-081	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Grives II ' au sein du périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec le propriétaire foncier Monsieur SABATIER sur la Commune de Saint-Drézéry	355
MD2022-084	Décision relative à un permis de démolir concernant un abri de jardin situé en partie sur le domaine public au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Agrandissement de l'espace voirie	358
MD2022-086	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société KINVENT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	360
MD2022-087	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIALIST WANTED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	363
MD2022-088	Décision modificative de la régie d'avances de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole	366
MD2022-090	Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations Sites et cités remarquables de France, ADMICAL, FNCC et au GIP Cafés Culture pour l'année 2022 - Autorisation	369
MD2022-091	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Cœur de village ' avec la société ' SAS HELENIS ' sur la Commune de Vendargues	371

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-093	Décision relative à la cession d'un fonds de commerce - Salon de toilettage pour chiens - Parcelle KS1 lots 187 et 188 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	374
MD2022-094	Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lot 187 et 188 - Rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	377
MD2022-095	Décision modificative relative à la décision n°D2018-393 concernant l'adhésion au groupement de commande pour la fourniture d'électricité de gaz et de bois - Imputation des dépenses	379
MD2022-096	Décision modificative relative à la décision MD2019-446 concernant le marché n° M8D0018MG18 de prestation de gardiennage pour les bâtiments métropolitains - Imputation des dépenses	381
MD2022-097	Décision modificative de la régie de recettes du CADA	383
MD2022-098	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire de locaux dans l'immeuble "Coupole Sud" sis 329 rue Léon Blum à Montpellier	386
MD2022-099	Décision relative à un accord-cadre à bons de commande pour une mission de géomètre et des prestations de services connexes pour l'implantation d'une halle des sports à Montpellier - Attribution	388
MD2022-102	Décision relative à des travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement à Saint Georges d'Orques - Convention d'occupation temporaire des parcelles privées des époux MASSERNI et de Mme MULA	391
MD2022-103	Décision relative à la cession de 3 véhicules de la régie de collecte immatriculés DZ393EX, AC036BQ et BQ033ZV	393
MD2022-105	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAFEINSIGHT dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels	395
MD2022-106	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGICONIX dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	397
MD2022-110	Décision relative au marché n°G1D0052MG - Groupement de commandes pour l'achat de carburant et électricité pour véhicules - Attributions des lots n°1, 2, 4 et 5	399
MD2022-113	Décision relative à la cession d'un copieur vétuste de marque Toshiba n°CFJF62912	402
MD2022-116	Décision relative à un marché n°G1C0032MG ' Maintenance et réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type ' - Attribution	404

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-117	Décision relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Retrait de la décision n°MD2022-076 du 19 janvier 2022	407
MD2022-121	Décision relative à un avenant n°1 à la Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le marché G0D0065EP de maintenance et travaux de voirie - Autorisation de signature	410
MD2022-123	Décision relative à la construction de 678 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 15 mars 2019 et le 15 septembre 2020 - Délibération n°M2019-182 du 18 avril 2019 - Modification	413
MD2022-124	Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain à la commune de Castries à l'occasion de la vente de la propriété de la SCI LES NECTARINES - 58 rue Redier - Parcelle AH 221 - Commune de Castries	416
MD2022-125	Décision relative à un marché n°M1D0004EA - Études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques	418
MD2022-126	Décision d'ester en justice "Requête SCI VINCI INVESTISSEMENT -Cour d'Appel de Montpellier"	421
MD2022-127	Décision relative à un permis de démolir pour un garage et une clôture situés devant le 45 rue de Triolet à Montpellier - prise de possession du Domaine Public	423
MD2022-128	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5167EA18 de prestation de géo-détection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	425
MD2022-135	Décision relative à un avenant n°1 de prorogation de la convention d'occupation temporaire entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville - Pôle numérique French Tech	428
MD2022-137	Décision d'ester en justice "Requête n°2200325-3 et n°2200326-3 TA - Ressources Humaines"	431
MD2022-140	Décision relative au marché subséquent M1D0100EP - Travaux d'extension et de réhabilitation du parking des Libertés à Castries et aménagement des abords - Autorisation de signature	433
MD2022-142	Décision relative à l'agrément de candidature de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	436

Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-145	Décision relative au marché n°M1B0032RI - Assistance à maîtrise d'ouvrage organisationnelle et fonctionnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	438
MD2022-146	Décision relative à la convention de travaux entre TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE - Réseau de Transport d'Électricité pour la réalisation de travaux de dévoiement de la ligne 63 kV Castelnau - Quatre Seigneurs dans le cadre des travaux de la 5ème ligne de tramway de Montpellier	441
MD2022-150	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault	444
MD2022-152	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LES HAUTS DE LABOURNAC - immeuble à usage industriel - Parcelle AD 54 - 225 route de Nîmes - Commune de Baillargues	446
MD2022-154	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	450
MD2022-161	Décision relative à une convention d'occupation temporaire de l'auditorium du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades par l'association du Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (CINEMED) - Autorisation de signature	452
MD2022-164	Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exposition "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" organisée par la Société Contemporanea Progetti au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes du 15 avril au 23 octobre 2022	454
MD2022-166	Décision d'ester en justice "Requête n°2200453-4 TA Référé précontractuel- Société l'Atelier A/S Marguerit"	457
MD2022-171	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PREDICTCAN dans l'immeuble Cap Delta à Grabels	459
MD2022-181	Décision d'ester en justice "Requête n°2200522-1 et n°2200523-1 TA - Monsieur Franck MERICAN et Autres"	461
MD2022-185	Décision relative au marché n°M1B0117RI - Maintenance et évolution de la gamme ArcGIS d'ESRI pour l'année 2022 - Attribution	463
MD2022-207	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITALOCAL dans une partie de l'Espace Numérique Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech à Montpellier	466



Conseil du 22 mars 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2022-208	Décision relative à l'agrément de candidature de L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech	469



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries dans le
lotissement Val Paradis - Commune de
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, dans le domaine de l'aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU la demande d'intégration au Domaine Public présentée par la société GGL GROUPE le 7 septembre 2021,

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE ou toute société s'y substituant, les parcelles suivantes constituant les voies du lotissement Val Paradis, sur la commune de Grabels :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
AH	34	Voirie	107
	108	Piéton/ parking	354
	111	Piéton / voirie	87
	112	Piéton	602
	128	Voirie	888
	137	Voirie	381
	138	Piéton	101
	139	Transfo	35
	171	Piéton	23
	207	EV	279
	208	OM	26
	209	OM	30
	210	Transfo	35
	211	Piéton/voirie	3014
	212	Voirie	8299
	213	Voirie	1786
	214	Bassin	4231
	215	Bassin	803
	246	Voirie	823
	247	Transfo	3
AI	151	Voirie	1381
		Total	23 288 m2

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **13 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 14 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

14 JAN. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au réaménagement de 31
prêts contractés par la SA d'HLM UN
TOIT POUR TOUS - Maintien de la
garantie de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiel » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,
- VU les avenants de réaménagement N°113240 et N°113204 en annexe signés entre la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dénommée ci-après « l'Emprunteur », demande à Montpellier Méditerranée Métropole de réitérer sa garantie, dans les mêmes quotités qu'initialement soit 75 %, pour le remboursement des 31 lignes de prêt réaménagées d'un montant total de 26 671 269,42 €, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans les avenants de réaménagement n°113240 et n°113204 joints en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson-Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole au bailleurs ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de réitérer la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 26 671 269,42 €, souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des avenants de réaménagement n° 113240 et n° 113204, constitués de 31 lignes de prêt.

Lesdits avenants sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 20 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 20 JAN. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de réaménagement de prêt n°113240
- contrat de réaménagement de prêt n°113204

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour
Tous pour la construction de 26 logements
sociaux, résidence ' Quatro ', ZAC de
Roque Fraisse lot 29 B2, à Saint Jean de
Védas - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiel ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,

- VU le contrat de prêt n°122602 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Un Toit Pour Tous, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise 26 logements locatifs neufs, résidence « Quatro », située ZAC de Roque Fraisse Lot 29 B2 à Saint Jean de Védas. Le programme comprend 19 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Sentein-Brinas Architectes ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 441 736 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°122602 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 441 736 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°122602, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 20 JAN. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 JAN. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par ACM HABITAT, Office
Public de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la
construction de 32 logements sociaux,
résidence ' Eden Roch ', ZAC Nouveau
Saint-Roch à Montpellier - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°127583 en annexe signé entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que ACM Habitat, OPH de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 32 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Eden Roch », ZAC Nouveau Saint Roch à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs Pich & Roxim, comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Paul Chemetov à Paris ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 4 680 840 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat 127583 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 4 680 840 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt 127583, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



20 JAN. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GE_ACM_Convention_EDEN_ROCH_Montpellier.docx
- Contrat de prêt signé EDEN ROCH (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par ACM HABITAT, Office
Public de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la
construction de 15 logements sociaux,
résidence ' Sky Lodge ', 616 rue Georges
Denizot à Montpellier - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n° 127582 en annexe signé entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que ACM Habitat, OPH de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 15 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Sky Lodge », 616 rue Georges Denizot à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Angelotti, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Alagheband & Partner's ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 991 928 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat 127582 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 991 928 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt 127582, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 20 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **20 JAN. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GE_ACM_Convention_SKY_LODGE_Montpellier.docx
- Contrat de prêt signé SKYLODGE.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM ERILIA pour
la construction de 12 logements sociaux -
Résidence ' Rue du Docteur Malabouche ',
rue du Docteur Malabouche à
Cournonterral - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°126010 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la SA d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 12 logements locatifs sociaux neufs, rue du Docteur Malabouche à Cournonterral. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture montpellierain Garcia-Diaz ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 414 152 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°126010 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson-Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 414 152 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°126010, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JAN, 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 20 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JAN. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°126010

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
servitude entre Montpellier Méditerranée
Métropole et ENEDIS- Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace Public » ;
- VU la décision n°2020-125 attribuant le marché M9D0091AT de nettoyage des espaces publics métropolitains des communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols, marché conclu pour une durée de 1 an renouvelable 4 fois par périodes successives de 6 mois, aux entreprises suivantes :
 - Lot 1 « Castelnau-le-Lez » attribué à SMN pour un montant total de 3 485 736€ HT
 - Lot 2 « Pérols – Centre-ville » attribué à OCEAN pour un montant total de 839 868,85€ HT
 - Lot 3 « Lattes – Divers secteurs » attribué à ROCHEBLAVE pour un montant total de 315 252€ HT

- Lot 4 « Lattes – Marché dominical » attribué à OCEAN pour un montant total de 95 919,72€ HT
- Lot 5 « Voirie ex-communautaire » attribué à OCEAN pour un montant total de 339 501,24€ HT

CONSIDERANT :

- qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier *l'article 9.2 – Modalités de variation des prix* du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date d'application de la nouvelle formule ;
- qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants au marché M9D0091AT de nettoyage des espaces publics métropolitains des communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols avec les entreprises suivantes :

- SMN pour le lot 1 « Castelnau-le-Lez »
- OCEAN pour le lot 2 « Pérols – Centre-ville »
- ROCHEBLAVE pour le lot 3 « Lattes – Divers secteurs »
- OCEAN pour le lot 4 « Lattes – Marché dominical »
- OCEAN pour le lot 5 « Voirie ex-communautaire »

Avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv ENEDIS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au déclassement du
domaine public des parcelles LR 336 et LR
339 avenue de Louisville - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12 ;
- VU l'ordonnance n°2017-562 en date du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et notamment les articles 9 à 12 de ladite ordonnance ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de prononcer par anticipation le déclassement de deux parcelles, LR. 336 (134 m²) et LR. 339 (128 m²) à extraire du domaine public viaire avenue de Louisville à Montpellier, avant de pouvoir les céder ;

- que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, dans la mesure où les nécessités du service public justifient le maintien de la coursière piétonne le plus longtemps possible.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce par anticipation le déclassement du domaine public de deux parcelles LR. 336 (134 m²) et LR. 339 (128 m²), situées avenue de Louisville à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole décide que la désaffectation de ces parcelles n'interviendra qu'a posteriori, dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, compte-tenu des nécessités du service public, à savoir une coursière piétonne.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3.01.2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 5.01.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5.01.2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
N°G1D0038CO
Fabrication, Pose et Dépose d'articles de
Pavoisement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2020-639 et la délibération V2020-094 qui autorisent la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

Considérant :

- que le marché utilisé par la direction de la communication mutualisée concernant le pavoisement arrive à échéance le 31/12/2020 et qu'il convient de le renouveler;

- qu'une procédure a été lancée conformément des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec maximum, et un opérateur économique passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée de 1 an renouvelable trois fois par reconduction tacite ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations au regard du montant du DQE 50%
- ° Valeur technique au regard du mémoire technique 40%
- ° Performances en matière de protection de l'environnement 10%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18/11/2021 a classé les offres et choisi le groupement CA C FAIT.COM (34160 CASTRIES) (mandataire) / ABY PRINT présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G1D0038CO "Fabrication, pose et dépose d'articles de pavoisement au groupement CA C FAIT.COM pour un montant maximum annuel de 300 000 € HT.

Le marché prend effet à compter du 01/01/2022, sauf si sa notification est postérieure. Sa durée est de 1 an renouvelable tacitement 3 fois par période d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 27 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COMITI au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 29 novembre 2017 passée entre la Métropole et la société COMITI pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 21 décembre 2020 ;
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 07 octobre 2021 ;
- **CONSIDERANT** que la crise sanitaire impacte fortement les entreprises du secteur de l'économie du sport en souffrance depuis plusieurs mois, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société COMITI a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMITI pour une période de six mois supplémentaires à compter du 1^{er} décembre 2021 jusqu'au 31 mai 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMITI pour la surface totale de 43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 517,72 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 décembre 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SOLEEDGE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2015 passée entre la Métropole et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 31 décembre 2019,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 septembre 2021,
- **CONSIDERANT** que la société SOLEDGE n'a pas trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole, ses recherches immobilières ayant été retardées par la crise sanitaire COVID 19,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de six mois supplémentaires à compter du 1^{er} novembre 2021 jusqu'au 30 avril 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface totale de 104,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 252,76 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/12/2021.

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
BSWEB PriceComparator au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,

- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 mai 2016 passée entre la Métropole et la société BSWEB PriceComparator pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 juin 2021,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 18 octobre 2021,

CONSIDERANT :

- que la convention précitée est arrivée à échéance et que ses recherches immobilières pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ont été retardées par la crise sanitaire COVID 19 et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BSWEB PriceComparator pour une période de six mois à compter du 1^{er} novembre 2021 et jusqu'au 30 avril 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BSWEB PriceComparator pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 754,31 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 décembre 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société E-
TUMBA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,

- **VU** la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 2 octobre 2017 passée entre la Métropole et la société E-TUMBA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 30 novembre 2020,
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 20 octobre 2021,

CONSIDERANT :

- que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial international et de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société E-TUMBA a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de six mois supplémentaires à compter du 1^{er} novembre 2021 jusqu'au 30 avril 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société E-TUMBA pour la surface totale de 64,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 844.63 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 décembre 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 23 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2926S17.01 -
Maîtrise d'œuvre pour la construction du
conservatoire à rayonnement régional de
Montpellier - Avenant n°3 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU la décision n°2017-517 attribuant le marché n° 2926 S17.01 de maîtrise d'œuvre de construction du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier à l'entreprise ARCHITECTURE STUDIO – 10 rue Lacuée - Paris, mandataire du groupement, pour un montant de 4 028 752 euros HT et pour une durée de 42 mois.

- VU la décision n°2018-097 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché suscité ;

- VU la décision n°2019-743 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché suscité ;

Considérant :

- que la rémunération de la maîtrise d'œuvre doit être réajustée en raison de travaux supplémentaires,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier avec l'entreprise Architecture Studio, mandataire du groupement, avenant n°3 d'un montant de 248 276,80 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 4 543 402,16 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

31/1/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 05 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 JAN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MNT19 AVENANT 3_VD signe.PDF
- Rapport Avenant 3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
M9D0148VD - Réhabilitation des Points
Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-
Maguelone - Lot 2 : Terrassement, voirie,
réseaux humides, génie civil et gabions sur
le point propreté de Pignan - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à, Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°MD2021-139 en date du 16 février attribuant à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE, sise Parc de la Lauze – 34434 SAINT JEAN DE VEDAS, les lots n°2 (Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions du Point Propreté de Pignan) et n°3 (Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions du Point Propreté de Villeneuve-Lès-Maguelone) du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone ;

- VU la décision n°M2021-464 en date du 7 juin 2021 autorisant la signature de l'avenant n°1 aux lots 2 et 3 du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone portant sur le transfert d'activités dans le cadre de l'exécution du marché de la société COLAS MIDI MEDITERRANEE à la société COLAS France ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient d'introduire des prix nouveaux au marché pour prendre en compte les adaptations techniques dans le cadre des travaux sur la déchèterie de Pignan et actualiser le montant du marché au regard des quantités réellement exécutées à la fin octobre 2021 ;

- qu'il convient de prolonger en conséquence le délai d'exécution.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone – lot 2 (Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions du Point Propreté de Pignan) avec la Société COLAS France, d'un montant de 14 745,47 € HT, portant le nouveau montant du marché à 189 177,47 € HT, et prolongeant son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 27 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0148VD-LOT2-AVENANT 2-PRIX NOUVEAUX.doc
- ANNEXE A L'AVENANT-DEVIS ENROCHEMENT
- ANNEXE A L'AVENANT2-DEVIS REGARD
- ANNEXE A L'AVENANT2-DEVIS BORDURES
- ANNEXE A L'AVENANT2-DEVIS BALISE
- ANNEXE A L'AVENANT2-DEVISLONGRINE GARDE CORPS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes publiques
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier pour la passation
d'un marché de fournitures de prestations
d'infogérance et de prestations d'assistance
à l'exploitation du Système d'Information
(S.I.) - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°M2021-194 en date du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président du Conseil de Métropole, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature de conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes les modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mme Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;

CONSIDÉRANT :

- la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit de la Commande Publique, à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et du CCAS de Montpellier de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour la fourniture de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.).

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, relative à la passation d'un marché de fourniture de prestations d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.), au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure jusqu'à la notification du marché pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée dans l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 JAN. 2022



Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 13 JAN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JAN 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature par traité
d'adhésion à Ordonnance d'Expropriation
des parcelles AL 241, AL 243, AL 244 -
Route de Mende - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente en date du 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2021 acceptant les termes du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation relatif aux parcelles AL 241, AL 243, AL 244 situées route de Mende sur la commune de Montpellier, pour les besoins de la ligne 5 du tramway ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'accepter les termes du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation des parcelles AL 241, AL 243, AL 244 situées route de Mende MONTPELLIER, précisant les conditions d'indemnisation de la Commune de Montpellier, indemnité fixée d'un commun accord à la somme forfaitaire et définitive d'un euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte les termes du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation des parcelles AL 241, AL 243, AL 244 situées route de Mende MONTPELLIER, précisant les conditions d'indemnisation de la Commune de Montpellier, indemnité fixée d'un commun accord à la somme forfaitaire et définitive d'un euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les besoins de la ligne 5 du tramway.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété résultant de l'ordonnance d'expropriation et du présent traité d'adhésion sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **13 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 14 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 JAN. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Traité d'adhésion - Commune MONTPELLIER - 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de transfert
des marchés n°4962AT17 et n°4826AT17 -
Aménagements paysagers de Castries et
Prades-le-Lez de la SAS CMEVE à la
SERPE SASU à la suite d'une fusion-
absorption**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué « aux Voiries et Espaces Publics » ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les marchés suivants conclus avec la société CMEVE sise Chemin des Canaux Lieudit Gara de Paille à Bouillargues immatriculée sous le RCS n° 322 939 695 ;

- Marché 4826AT17 (lot2) et N° 4962AT17 relatif aux aménagements paysagers sur la commune de CASTRIES et de PRADES-LE-LEZ
- VU l'opération de fusion-absorption de la société CMEVE par la société SERPE sise 130 Allée du Mistral ZA La Cigalière à Le Thor immatriculée sous le RCS n°345 154 694 ;

Considérant :

- que dans le cadre du projet de fusion-absorption au 1er juillet 2021, la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine de la société CMEVE s'opérera automatiquement de plein droit à la société SERPE conformément à l'article L236-3 du Code du Commerce.
- que les fonds de commerce, les activités, les certifications et les qualifications des deux sociétés seront rassemblées au sein d'une seule et unique entité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants de transfert des marchés conclus avec la société CMEVE à la société SERPE, avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°4826AT17.pdf
- AVENANT N°4962AT17.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au don de Dominique Gauthier de trente-cinq de ses œuvres

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que Monsieur Dominique GAUTHIER domicilié 14 rue Gua 34880 Lavérune propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole trente-cinq de ses œuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 129 100 € (cent vingt-neuf mille cent euros) ;
- que ce don a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition du 9 mars 2021 ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Dominique GAUTHIER domicilié 14 rue Gua 34880 Lavérune de trente-cinq de ses œuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 129 100 € (cent vingt-neuf mille cent euros) ;

ARTICLE 2 : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **02 FEV. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 FEV. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation Dominique Gauthier.pdf
- Annexe Don Dominique Gauthier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
N°G1B0093CO - Assistance à maîtrise
d'ouvrage pour l'accompagnement des
projets d'amélioration urbaine -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- que la politique municipale et métropolitaine vise à améliorer les territoires au profit d'une vie urbaine plus apaisée et que la concertation y prend toute son importance à la fois pour que les réponses apportées par les projets soient pertinentes et pour que l'objectif d'un « renouveau démocratique » soit atteint. Elles souhaitent dans ce but faire appel à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage assurée par un professionnel qui aura la double compétence de connaître très bien les processus de transformation urbaine et de savoir analyser les situations locales pour, avec les élus et les techniciens, élaborer des solutions de concertation adaptées.

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 2 ans en groupement de commandes pour lequel la métropole est mandataire;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants) :

- ° valeur technique 40%
- ° prix 60%

- qu'après analyse, l'entreprise **SAS Charbonneau Consultant (93100 Montreuil)** présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché N°G1B0093CO Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des projets d'amélioration urbaine à l'entreprise **SAS Charbonneau Consultant** pour un montant maximum de 90 000 € HT.

Le marché est conclu à compter de la date de notification et se poursuivra sur deux ans jusqu'à fin 2023.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 JAN. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec la Communauté Emmaüs Montpellier
pour la collecte d'objets et de meubles dans
l'espace réemploi de la déchèterie de
Baillargues/Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Moniteur François VASQUEZ, dans les domaines « collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

CONSIDERANT :

- La volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de favoriser le développement d'une filière pérenne de réemploi de son parc des déchèteries et de contribuer au maintien et au développement des structures de l'économie sociale et solidaire locale génératrice d'emploi et engagées dans des démarches de réutilisation des appareils réutilisables au profit des usagers à faible revenu ;
- Que la Communauté Emmaüs Montpellier, personne morale relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire, souhaite s'engager dans l'activité de collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques déposés sur le site de Baillargues/Castries.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et La Communauté Emmaüs Montpellier pour la mise à disposition d'une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés sur le site de Baillargues/Castries comme lieu de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

ARTICLE 3 : Le domaine public et le local dédié au stockage sont mis à disposition à titre gratuit sur toute la durée de la convention.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président François VASQUEZ est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé, l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 27 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'Office Central de la
Coopération de l'Ecole de l'Hérault
(OCCE 34) dans le VEAS Parc 2000 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier : l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault (OCCE 34), représentée par Monsieur Philippe MAHUZIES a pour activité la création de coopératives scolaires et de foyers coopératifs.
- Déjà locataire du lot B05 de 59,51 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte tenu d'une erreur matérielle, la décision MD2021-1102 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de l'Office Central de la Coopération de l'Ecole de l'Hérault (OCCE 34) ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 FEV. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 03 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 FEV. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de conception
et réalisation de travaux d'amélioration
des installations Biogaz de l'unité de
méthanisation AMETYST de la Société
d'Equipement de la Région
Montpelliéraine (SERM), mandataire de
Montpellier Méditerranée Métropole - Lot
1 : Achat de torchères - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°5729 du 26 février 2004 relative à l'autorisation de signature de la convention de mandat avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 relative au marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) concernant des prestations supplémentaires rendues nécessaires suites à des circonstances imprévues, approuvé par la Commission d'Appel d'offres du 20 septembre 2011 ;
- VU la délibération n°11882 du 24 septembre 2013 approuvant le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 2 330 000 € HT, approuvant le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux et autorisant la procédure de consultation négociée restreinte ;
- VU la décision n°MD2018-1129 attribuant le lot 1 fourniture des torchères du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST à la Société FBI BIOME, sise 84 avenue de la Ferté Million à VILLERS-COTTERETS (02600), pour un montant de 506 685 euros HT.

Considérant :

- la nécessité des travaux et fournitures supplémentaires impactant le lot 1 fourniture des torchères du marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- l'avis favorable de la Commission d'Appels d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 novembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de prendre en compte des travaux et fournitures supplémentaires impactant le lot 1 achat de torchères du marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST d'un montant de 38 899,98 euros HT portant le nouveau montant du marché à 545 584,98 euros HT ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Directeur Général délégué de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le -6 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : -7 JAN. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : -7 JAN. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de Conception
et réalisation de travaux d'amélioration
des installations Biogaz de l'unité de
méthanisation AMETYST de la Société
d'Equipement de la Région
Montpelliéraine (SERM), mandataire de
Montpellier Méditerranée Métropole, lot
2 : tuyauteries et raccordement des
torchères - Autorisation de signature de
l'avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°5729 du 26 février 2004 relative à l'autorisation de signature de la convention de mandat avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 relative au marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) concernant des prestations supplémentaires rendues nécessaires suites à des circonstances imprévues, approuvé par la Commission d'Appel d'offres du 20 septembre 2011 ;
- VU la délibération n°11882 du 24 septembre 2013 approuvant le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 2 330 000 € HT, approuvant le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux et autorisant la procédure de consultation négociée restreinte ;
- VU la décision n°MD2019-337 attribuant le lot 2 Tuyauteries et raccordement des torchères du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST à la Société Travaux Métalliques Industriels Sétois (TMIS), sise ZA Frontignan La Peyrade à FRONTIGNAN (34110), pour un montant de 608 860 euros HT.

Considérant :

- la contractualisation des prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché par le mandataire à la société TMIS ;
- qu'il est nécessaire de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot 2 Tuyauteries et raccordement des torchères du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de considérer les travaux supplémentaires ou modificatifs impactant le lot 2 Tuyauteries et raccordement des torchères du marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST d'un montant de 77 749 euros HT portant le nouveau montant du marché à 686 609 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Directeur Général délégué de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : - 7 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de Conception
et réalisation de travaux d'amélioration
des installations Biogaz de l'unité de
méthanisation AMETYST de la Société
d'Equipement de la Région
Montpelliéraine (SERM), mandataire de
Montpellier Méditerranée Métropole, lot
3 : charpente métallique et installation des
torchères - Autorisation de signature de
l'avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°5729 du 26 février 2004 relative à l'autorisation de signature de la convention de mandat avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 relative au marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) concernant des prestations supplémentaires rendues nécessaires suites à des circonstances imprévues, approuvé par la Commission d'Appel d'offres du 20 septembre 2011 ;
- VU la délibération n°11882 du 24 septembre 2013 approuvant le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 2 330 000 € HT, approuvant le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux et autorisant la procédure de consultation négociée restreinte ;
- VU la décision n°MD2019-337 attribuant le lot 3 Charpente métallique et installation des torchères du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST au groupement CMA SARL-DARVER, pour un montant de 546 945,87 euros HT.

Considérant :

- la contractualisation des prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché par le mandataire au groupement CMA SARL-DARVER ;
- qu'il est nécessaire de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot 3 Charpente métallique et installation des torchères du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de prendre en compte des travaux et fournitures supplémentaires impactant le lot 3 Charpente métallique et installation des torchères du marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST d'un montant de 48 148,87 euros HT portant le nouveau montant du marché à 595 084,74 euros HT ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Directeur Général délégué de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : - 7 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de Conception
et réalisation de travaux d'amélioration
des installations Biogaz de l'unité de
méthanisation AMETYST de la Société
d'Equipement de la Région
Montpelliéraine (SERM), mandataire de
Montpellier Méditerranée Métropole, lot
4 : Électricité et automatismes -
Autorisation de signature de l'avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°5729 du 26 février 2004 relative à l'autorisation de signature de la convention de mandat avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 relative au marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) concernant des prestations supplémentaires rendues nécessaires suites à des circonstances imprévues, approuvé par la Commission d'Appel d'offres du 20 septembre 2011 ;
- VU la délibération n°11882 du 24 septembre 2013 approuvant le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 2 330 000 € HT, approuvant le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux et autorisant la procédure de consultation négociée restreinte ;
- VU la décision n°MD2019-337 attribuant le lot 4 Electricité et automatismes du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST à la société INEO MPLR AGENCE INDUSTRIE, sise 10 impasse André Marestan -BP 44795- à TOULOUSE (31047), pour un montant de 166 200 euros HT.

Considérant :

- la contractualisation des prix provisoires notifiés par ordre de service au cours de l'exécution du marché par le mandataire à la société INEO MPLR AGENCE INDUSTRIE ;
- qu'il est nécessaire de prendre en compte les surcoûts liés à des circonstances imprévues et impactant le lot 4 Electricité et automatismes du marché Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet de prendre en compte des travaux et fournitures supplémentaires impactant le lot 4 Electricité et automatismes du marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST d'un montant de 16 775,44 euros HT portant le nouveau montant du marché à 182 975,44 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Directeur Général délégué de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **- 6 JAN. 2022**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : **- 7 JAN. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **- 7 JAN. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de prêt à
usage de terrain - Parcelle cadastrée AV 3
Association du Scoutisme Français de
l'Hérault - Commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'association du Scoutisme Français de l'Hérault représenté par Monsieur Christol Sauvaire, sur une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3 d'une superficie de 53 393m², située sur la commune de Jacou ;

- **CONSIDERANT** que l'association du Scoutisme Français de l'Hérault a demandé à pouvoir occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3, située sur la commune de Jacou, pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année 2022 ;

- **CONSIDERANT** que l'association du Scoutisme Français de l'Hérault est reconnue d'utilité publique et que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage de terrain est signé pour une durée d'un an, du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, entre l'association du Scoutisme Français de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, autorisant l'occupation d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou cadastrée AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m².

ARTICLE 2 : Le présent contrat de prêt à usage est consenti et accepté à titre gratuit. Les frais induits par la consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de l'association.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **14 JAN. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Ressources Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au protocole d'accord
transactionnel entre Mme DURIOT et
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans les domaines des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que Mme Charlotte DURIOT a été recrutée le 1^{er} janvier 2013 par la Communauté d'agglomération de Montpellier en qualité d'adjoint territorial d'animation de 2^{ème} classe non titulaire à temps partiel par un contrat à durée déterminée pour une durée d'un mois, pour répondre à un besoin non permanent de l'Ecolothèque ;
- **CONSIDERANT** que le contrat a été renouvelé constamment jusqu'au 31 mai 2021, date à laquelle Mme Charlotte DURIOT a refusé le renouvellement de son contrat ;
- **CONSIDERANT** que par un recours gracieux en date du 23 septembre 2021, Mme Charlotte DURIOT a fait valoir que Montpellier Méditerranée Métropole aurait commis des fautes tenantes, d'une part, à l'illégalité du motif de recrutement et, d'autre part, à l'absence de requalification de son contrat en contrat à durée indéterminée ;

- **CONSIDERANT** que dans ce recours, elle a considéré que les fautes commises lui auraient causé un préjudice moral et de précarité, ainsi que l'engagement de frais de justice, chiffrés à hauteur de 10 000 € ;

- **CONSIDERANT** que c'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées afin de mettre, amiablement et de manière globale, un terme au litige qui les oppose. Les parties sont finalement parvenues, aux termes de concessions réciproques et sans qu'aucune partie n'acquiesce à l'argumentation développée par l'autre partie, à conclure le présent protocole transactionnel d'un montant de 5 500 euros ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le protocole d'accord transactionnel entre Mme DURIOT et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 01 2022



Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 24 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole DURIOT (004).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0058EP
- Utilisation et maintenance d'un logiciel de
gestion des arrêtés de circulation et de
stationnement - Avenant n°1 - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2020-1001 du 30 décembre 2020 attribuant le marché M0B0058EP – Utilisation et maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement à l'entreprise SOGELINK.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'équiper la Métropole d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement ;
- que certains agents concernés par la rédaction d'arrêtés hors agglomération ont besoin d'une formation ;
- que les contraintes imposées par l'épidémie de Covid 19, notamment la distanciation sociale, ont imposé de réaliser les formations en groupes plus restreints que prévu ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché M0B0058EP – Utilisation et maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement avec incidence financière. Le montant de l'avenant est de 5 900.00 € HT. Le montant du marché après avenant est de 59 300.00 € HT, soit une augmentation de 11 %.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 16 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt de demandes de
subventions dans le cadre du label Pays
d'art et d'histoire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, vice-président délégué à la Culture et au patrimoine historique ,

CONSIDERANT

- Que Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue décerner par le Ministère de la Culture, le 21 novembre 2019, le label Pays d'art et d'histoire ;
- Que ce label est susceptible de donner lieu à des subventions des différents organismes publics ;

DECIDE

Article1 : d'autoriser le dépôt des demandes de subvention les plus larges possible auprès de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Union Européenne, ainsi que de tout partenaire public susceptible d'apporter un soutien financier dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire

Article 2 : de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

18/1/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 19 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
global de performance - conception et
réalisation du process de tri et exploitation
et maintenance du centre de tri
DEMETER**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ, dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet ».
- VU la délibération n°12188 du 6 février 2014 approuvant le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité ;

- VU la délibération n°12712 du 18 décembre 2014 autorisant la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » ;

- VU la procédure de concours pour la maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage pour les marchés de travaux du process d'exploitation et la procédure de consultation des entreprises selon la procédure de dialogue compétitif lancée pour attribuer un marché public global de performance, sans décomposition en tranches ni en lots et revêtant le caractère d'un marché public de travaux ;

- VU la décision D2017-886 autorisant la signature tripartite du marché global de performance, suite à l'attribution du marché par la Commission d'Appel d'Offres, à la Société Montpellieraine de Traitement et Valorisation des Déchets (SMTVD), sise ZAC Garosud, 2549 avenue de Maurin à Montpellier (34070), pour un montant total estimatif de 39 863 499 euros HT, et pour une durée prévisionnelle de 96 mois, dont 72 mois pour l'exploitation du centre de tri modernisé ;

Considérant :

La nécessité de passer un avenant n°1 au marché global de performance pour prendre en compte les modifications intervenues du fait notamment de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et/ou des évolutions des consignes de tri, telles que définies sur le plan national, portant sur les aspects suivants :

- la prolongation du délai de réalisation du nouveau process de tri pour ce qui concerne les opérations de vérifications des performances garanties préalables à la réception des ouvrages, sans incidence financière sur le montant initial du marché mais avec une modification des rythmes de règlement ;
- l'évolution des standards de tri définis par l'éco-organisme CITEO et des demandes des repreneurs de matériaux triés et leurs conséquences sur les performances garanties, avec une incidence financière sur le montant initial du marché ;
- l'augmentation du taux de refus consécutif à l'extension des consignes de tri et les modifications consécutives des conditions d'exploitation du process, avec une incidence financière sur le montant initial du marché sur la partie conditionnement, la correction des engagements sur les conditions de travail des trieurs en découlant étant sans incidence financière ;
- l'éventualité d'ouverture exceptionnelle à la demande de la maîtrise d'ouvrage les après-midis, les dimanches, les jours fériés et/ou les après-midis des lendemains de jours fériés entraînant des prix nouveaux au BPU.

A titre transactionnel, les aspects suivants étant mis à jour :

- les frais de gardiennage et de surveillance des installations engagés pendant une période de dysfonctionnement du système de protection incendie en 2020 ;
- la prise en charge rétroactive au 1^{er} janvier 2021 du défraiement de prise en charge des refus de tri excédentaires de janvier à août 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché global de Performance avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), maître d'ouvrage délégué et la Société Montpellieraine de Traitement et Valorisation des Déchets (SMTVD), titulaire, ayant pour objet de prendre en compte les modifications rendues nécessaires du fait de la pandémie de COVID-19 et des consignes réglementaires avec les incidences financières estimées sur le montant initial du marché suivantes :

- Evolution des standards de tri : 682 702,7 euros HT ;
- Défraiement des refus excédentaires : 9 400 euros HT
- Prise en charge rétroactive depuis le 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 août des refus excédentaires constatés en 2021: 110 068,60 euros HT ;

- Frais de gardiennage et de surveillance des installations 44 546,79 euros HT
- Ouverture exceptionnelle à la demande de la maîtrise d'ouvrage les après-midis, les dimanches, les jours fériés et/ou les après-midis des lendemains de jours fériés :
 - o Les après-midis : 25,34 euros HT de l'heure
 - o Le dimanche et jours fériés : 101,78 euros HT de l'heure.

Soit un montant total de 852 840,63 euros HT, portant le nouveau montant total estimatif du marché à 40 716 339,63 euros HT

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de la SA3M et toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 27 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Ancienne Gare ' avec la société
' SNC IP1R ' sur la Commune de
Fabrègues.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de la commune de Fabrègues en date du 23/11/2021.

Considérant :

- le projet immobilier porté par la société « SNC IP1R » qui projette une opération de construction de 28 logements sur la parcelle AT0195, soit une unité foncière d'environ 5 882 m² ;
- que la réalisation de ce programme de logements nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 458 580.63 € H.T. ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs [assainissement des eaux usées (construction de la STation d'EPuration (STEP) et extension et renforcement du réseau d'assainissement), au service public de défense extérieure contre l'incendie], et est concédante de la concession de distribution publique d'électricité ;
- que la Commune de Fabrègues assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et équipements pour la petite enfance ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Ancienne gare », en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SNC IP1R » ;
- que la participation de la société « SNC IP1R » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Ancienne gare », ci-après figurant en annexe n°1 à la présente décision, s'élève à 347 989.65 € H.T. dont :
 - 320 514.64 € H.T. en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - 27 475.01 € H.T. en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Fabrègues ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Commune de Fabrègues percevront directement la contribution financière de la société « SNC IP1R » permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

DECIDE

Article 1 : Le projet de convention de PUP « Ancienne gare » » annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SNC IP1R » représentée par Monsieur FRANC est approuvé.

Article 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la « SNC IP1R », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 347 989.65 € H.T.

Article 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 320 514.64 €.

Article 4 : La Commune de Fabrègues percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 27 475,01 € H.T.

Article 5 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Ancienne Gare » selon le plan en annexe n°1 à la présente, sera exonérée pendant 5 ans.

Article 6 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0D0037DS
- Prestations de nettoyage et d'entretien
des équipements sportifs de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lots 1 à 6 -
Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le code de la commande publique ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des prestations de nettoyage et d'entretien des équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouverte a été lancée, sous la forme d'un marché alloti à prix mixte, conformément aux articles R. 2124-2 1°, L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, les prestations étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec maximum, pour une durée courant, pour les six lots faisant l'objet de la présente décision, à compter de leur notification, pour une durée initiale de douze mois, reconductible trois fois pour une période de douze mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40% ;
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 2 décembre 2021, a choisi l'offre de :
 - pour le lot n° 1 « Gymnases et Palais des sports René-Bougnol », l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - pour le lot n° 2 « Stade de la Mosson – Mondial 98 », l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), présentant une offre économiquement avantageuse,
 - pour le lot n° 3 « Complexe sportif Yves-du-Manoir », l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), présentant une offre économiquement avantageuse,
 - pour le lot n° 4 « Réseau des piscines », l'entreprise DERICHEBOURG PROPRETE, sise à Boissy-Saint-Léger (94470), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - pour le lot n° 5 « Piscine Olympique Angelotti », l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - pour le lot n° 6 « Façades de la Piscine Olympique Angelotti », l'entreprise ACAD, sise à Saint-Gély-du-Fesc (34980), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer :

- Le lot n°1 « Gymnases et Palais des sports René-Bougnol » du marché n° M0D0037DS à l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 112 500 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de douze mois. Il pourra être reconduit trois fois pour une durée de douze mois.

- Le lot n°2 « Stade de la Mosson – Mondial 98 » du marché n°M0D0037DS à l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 295 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de douze mois. Il pourra être reconduit trois fois pour une durée de douze mois.

- Le lot n°3 « Complexe sportif Yves-du-Manoir » du marché n°M0D0037DS à l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 132 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de douze mois. Il pourra être reconduit trois fois pour une durée de douze mois.

- Le lot n°4 « Réseau des piscines » du marché n°M0D0037DS à l'entreprise DERICHEBOURG PROPRETE, sise à Boissy-Saint-Léger (94470), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 436 000 € HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de douze mois. Il pourra être reconduit trois fois pour une durée de douze mois.

- Le lot n°5 « Piscine Olympique Angelotti » du marché n°M0D0037DS à l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le-Lez (34171), pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 752 000 € HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de douze mois. Il pourra être reconduit trois fois pour une durée de douze mois.

- Le lot n°6 « Façades de la Piscine Olympique Angelotti » du marché n°M0D0037DS à l'entreprise ACAD, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 92 000 € HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de douze mois. Il pourra être reconduit trois fois pour une durée de douze mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 31 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 31 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM 3F
OCCITANIE pour la construction de 14
logements sociaux - Résidence ' Claret ',
rue de Claret à Montpellier - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°124847 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F OCCITANIE, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONSIDÉRANT :

- que la SA d'HLM 3F OCCITANIE, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 14 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Claret », rue de Claret à Montpellier (34000). Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur NEXITY, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture BOYER PERCHERON ASSUS établie à Montpellier ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 501 716 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°124847 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson-Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 501 716 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°124847, constitué de 5 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 20 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°124847
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0035RI
- Utilisation, maintenance et évolution du
logiciel Visual PLANNING**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'acquérir les licences d'utilisation, maintenance et évolutions du logiciel VISUAL PLANNING et les modules complémentaires ;

- qu'une procédure de marché mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables en raison des droits d'exclusivité (article R2122-3-3 du Code), passée en application des articles L2122-1 et R2122-3 du Code de la Commande Publique a donc été lancée ;
- que l'accord-cadre sans mini et avec un maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code la Commande Publique pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois tacitement par période d'un an, soit pour une durée totale de quatre ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - analyse de la valeur technique – 60% ;
 - analyse au regard du prix des prestations – 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SIMPLICITI SAS, 90 rue de la Sauge, 34130 SAINT AUNES, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre à bons de commande n°M0B0035RI d'acquisition des licences d'utilisation, maintenance et évolutions du logiciel VISUAL PLANNING et les modules complémentaires, à l'entreprise SIMPLICITI SAS comme suit :

- pour un montant sans minimum et avec un maximum de 60 000 € HT pour la durée totale du marché ;
- forme de prix : prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible trois fois.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 04 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 273m²
de bien immobilier (cadastré BT n°2) au
lieudit LAURIOL à CLAPIERS
appartenant à l'Indivision CAMMAL-
MICHEL pour la réalisation de la ligne 5
de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que 273 m² du bien immobilier situé lieudit LAURIOL à CLAPIERS, cadastré section BT n°2, appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 273 m² du bien immobilier situé lieudit LAURIOL à CLAPIERS, cadastré section BT n°2, appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 19 018€ (DIX NEUF MILLE DIX HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Indivision CAMMAL-MICHEL et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

23 DEC. 2021

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 24 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **24 DEC. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA signee.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière du
le lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de
la copropriété ' le domaine de la coustaude
' à Saint-Jean-de-Védas pour la réalisation
de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT

- que le lot privatif n°133 du volume B1 au sein de la copropriété « Le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint-Jean-de-Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnaud RIEUTORT, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°133 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnaud RIEUTORT.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire, du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 24 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative au marché
n°M9D0085EA - Réhabilitation des
ouvrages de restitution des eaux brutes au
Lez à Montpellier - lot 1 - Jacques Coeur**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0309 portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, de prévention des risques majeurs et GEMAPI »;
- VU la décision n°MD2020-199 du 12 mars 2020 attribuant le marché n°M9D0085EA Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier lot 1 Jacques Coeur au groupement VEOLIA EAU/OBI dont le mandataire est la société VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 Montpellier Cedex 2 pour un montant de 153 065.86€ HT et pour une durée de 44 semaines;

- VU la décision n°MD2021-821 du 15 septembre 2021 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9D0085EA Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier lot 1 Jacques Coeur au groupement VEOLIA EAU/OBI dont le mandataire est la société VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 Montpellier Cedex 2 pour un montant de 24 100€ HT portant le nouveau montant du marché à 177 165.86€ HT;

CONSIDERANT :

- la nécessité de modifier les décisions précédentes afin de préciser que la dépense sera imputée sur le Budget Principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole

DECIDE :

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et les Budgets Annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 21 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AT 460 - Propriété des époux
PETEL - Rue du Chèvrefeuille - Commune
de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des époux PETEL sur les termes de la négociation en date du 8 novembre 2021,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AT 460, située rue du Chèvrefeuille sur la commune de Pérols, à titre de régularisation foncière car cette parcelle est déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux PETEL domiciliés au 96 rue du Chèvrefeuille à Pérols, la parcelle cadastrée AT 460 d'une superficie de 62 m², située rue du Chèvrefeuille à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'un réseau électrique
ENEDIS - Parcelle cadastrée BD 72 -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière;
- VU le schéma départemental d'accueil des gens du voyage (2018-2024) signé le 29 janvier pour répondre aux besoins d'accueil de la communauté gens du voyage en itinérance, ou en voie de sédentarisation ;
- VU la délibération n°M2018-468 du 20 septembre 2018 relative à l'avis favorable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de schéma départemental de l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024 ;
- VU l'arrêté n°DDTM34-2018-12-09975 portant approbation du schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2018-2024 ;
- VU le projet de convention de servitude par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise le passage d'un réseau électrique déployé par la Société ENEDIS, à compter de la date de la

signature de la convention et à titre onéreux sur la parcelle cadastrée section BD 72, située à Castries lieu-dit Les Caucales, sur une emprise de 31 de long sur 3m de large environ.

-CONSIDERANT que dans le cadre de la réalisation de l'aire d'accueil des gens du voyage sur la commune de Castries, la société ENEDIS a prévu l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique par la pose d'un réseau et ses accessoires impactant la parcelle cadastrée BD 72, emprise foncière, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, sur une longueur d'environ 31 mètres linéaires et 3 mètres de large.

DECIDE

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole consent à la société ENEDIS une servitude de passage d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée BD 72 d'une longueur d'environ 31 mètres linéaires sur 3 mètres de large.

ARTICLE 2: La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 50 € pour le réseau.

ARTICLE 3: Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer la convention de servitude ainsi que l'acte authentique de réitération de cette servitude sur la parcelle cadastrée BD 72, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
M9D0148VD - Réhabilitation des Points
Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-
Maguelone - Lot 4 : Équipement de mise
en sécurité des quais sur les points
propreté de Villeneuve-lès Maguelone et
Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;
- VU la Décision n°MD2021-139 en date du 16 février attribuant à l'entreprise MP INDUSTRIES, sise 128 chemin de Roman – 31120 GARDANNE, le lot 4 Équipement de mise en sécurité des quais sur les points propreté de Villeneuve-lès-Maguelone et Pignan du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-Lès-Maguelone ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de prendre en compte les sujétions nouvelles imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux sur les deux sites en réponse aux contraintes topographiques, pour garantir la sécurité des ouvrages nouvellement construits et améliorer leur pérennité dans le temps ;

- que ces différentes adaptations entraînent la création de prix nouveaux, une actualisation des quantités prévisionnelles pour la prise en compte des prix nouveaux, une moins-value sur le montant prévisionnel du lot 4 et la modification en conséquence du délai d'exécution.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 4 Equipement de mise en sécurité des quais sur les points propriété de Villeneuve-Lès-Maguelone et Pignan du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propriété de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone avec l'entreprise MP INDUSTRIES, avec une moins-value de 2 099,40 € HT, portant le nouveau montant prévisionnel du lot 4 à 154 548,60 € HT, et prolongeant son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 27 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0148VD-LOT 4-AVENANT 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition à M. et
Mme Abdelkader HADDADI des lots de
copropriété n°442 et n°111 de l'immeuble
dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand
Mail à Montpellier sur la parcelle
cadastrée LR 38**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

-VU le protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et ACM Habitat pour mettre en œuvre un programme d'études pour le renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;

-VU la délibération n°MD2019-405 du 23 juillet 2019 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relatifs à la constitution d'une réserve foncière sur le secteur de la Tour d'Assas, dans le quartier de la Mosson ;

-VU l'arrêté n°2021-I-177 du 25 février 2021 par lequel Monsieur le Préfet de l'Hérault déclare l'utilité publique du projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole en vue de constituer une réserve foncière pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement sur le secteur de la Tour d'Assas à Montpellier afin de répondre aux enjeux de sécurité et de revalorisation globale du quartier définis dans le cadre du programme de renouvellement urbain engagé par la Métropole ;

-VU la délibération n°MD2021-104 du 29 mars 2021 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des termes de la convention pluriannuelle à signer prochainement avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain des quartiers des Cévennes et de la Mosson ;

-VU la promesse unilatérale de vente en date du 30 novembre 2021 par laquelle M. et Mme Abdelkader HADDADI promettent de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 82000 €, les deux lots de copropriété n°442 et 111 dont ils sont propriétaires et consistant en un local commercial de 66 m² libre de toute occupation et son garage situés dans l'immeuble dénommé Tour d'Assas cadastré LR 38 au 120 Grand Mail à Montpellier d'une superficie de 3679 m² ;

- VU l'estimation du Domaine en date du 16 novembre 2021 fixant la valeur vénale du bien à 73000 €, majorée de l'indemnité de remploi d'un montant de 8300 €, soit 81300 €,

-CONSIDERANT la nécessité d'acquérir ce local commercial et son garage en vue de constituer la réserve foncière, objet de la déclaration d'utilité publique.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. et Mme Abdelkader HADDADI les lots de copropriété n° 442 consistant en un local commercial d'une superficie utile de 66 m² et le lot de copropriété n° 111 consistant en un garage en sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 82000 € (quatre vingt deux mille euros) majoré des frais d'actes notariés à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation des Domaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0C0008EP
- Conception et réalisation d'œuvres
artistiques sur le pont André Vézinhét -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

Considérant :

- que la réalisation d'œuvres artistiques sur les arches du pont André Vézinhét est nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée restreinte a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du code de la commande publique pour la réalisation d'œuvres artistiques ;
- qu'une partie des prestations fait l'objet d'un accord-cadre passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique à bons de commande passé sans minimum et avec un maximum pour l'entretien des œuvres ;
- qu'après analyse des candidatures au regard des critères énoncées dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence, 5 candidats ont été invités à présenter une offre ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du prix forfaitaire total mentionné à l'AE auquel s'ajoute celui de l'estimation (non contractuelle) pour la prestation d'entretien à prix unitaires : 30 % ;
 - Qualité plastique du projet et personnalité de l'œuvre, personnalité artistique du candidat : Un mémoire technique rédigé explicitant les choix artistiques, la philosophie générale de la démarche artistique, les méthodes et moyens d'exécution de l'œuvre, son implantation sur le site ainsi que tout commentaire permettant de bien comprendre la volonté de l'artiste : 60 % ;
 - Qualité de la notice de maintenance de l'œuvre et proposition de l'artiste sur la prise en compte de l'évolution de l'œuvre dans le temps au regard de sa situation : 10 %.
- qu'après analyse, le groupement LineUP Urbanart/Zest_Frack NOTO, dont LineUP Urbanart est le mandataire, 24 rue Ernest Michel – 34 000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0C0008EP – Conception et réalisation d'œuvres artistiques sur le pont André Vézinhét, au groupement LineUP Urbanart/Zest_Frack NOTO, dont LineUP Urbanart est le mandataire pour un montant global forfaitaire de 131 500,00 € pour la réalisation de l'œuvre et d'un maximum de 22 500,00 € HT pour les prestations rémunérées selon un accord-cadre à bons de commande, relatives à l'entretien de l'œuvre.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 4 ans et 6 mois décomposé comme il suit : période de préparation de 2 mois, suivie d'une période de réalisation des œuvres de 4 mois puis d'une période d'entretien des œuvres de 4 ans à compter de leur réception.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous budgets confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de
31 m² du bien immobilier sise 299 rue
Fontcouverte à MONTPELLIER,
propriété de M. MERIEUX pour la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 31 m² du bien immobilier sis 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, cadastré section HZ n° 220, appartenant à M. Hervé MERIEUX est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section HZ n° 220 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 31 m² du bien immobilier sis 299 rue Fontcouverte à MONTPELLIER, cadastré section HZ n° 220, appartenant à M. Hervé MERIEUX.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 18 493,30 € (DIX HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE EUROS ET TRENTE CENTIMES), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par M. Hervé MERIEUX et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par M. Hervé MERIEUX.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de

mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 27 DEC. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 27 DEC. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière du
lot privatif n°134 (volume B1) au sein de la
copropriété ' le domaine de la Coustaude '
située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-
JEAN-DE-VÉDAS pour la réalisation de la
ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que le lot privatif n°134 du volume B1 au sein de la copropriété « Le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur LEONARDON et Madame DUBOIS épouse LEONARDON, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°134 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur LEONARDON et Madame DUBOIS épouse LEONARDON.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur LEONARDON et Madame DUBOIS épouse LEONARDON et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 DEC. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 27 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché de Conception
et réalisation de travaux d'amélioration
des installations Biogaz de l'unité de
méthanisation AMETYST de la Société
d'Équipement de la Région
Montpelliéraine (SERM), mandataire de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Marché public de maîtrise d'oeuvre -
Autorisation de signature de l'avenant n°3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

- VU la délibération n°5729 du 26 février 2004 relative à l'autorisation de signature de la convention de mandat avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 relative au marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) concernant des prestations supplémentaires rendues nécessaires suites à des circonstances imprévues, approuvé par la Commission d'Appel d'offres du 20 septembre 2011 ;
- VU la délibération n°11882 du 24 septembre 2013 approuvant le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 2 330 000 € HT, approuvant le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux et autorisant la procédure de consultation négociée restreinte ;
- VU la procédure négociée après publicité et mise en concurrence conduite par la SERM au terme de laquelle la société NALDEO, domiciliée 2 boulevard Vauban –Montigny le Bretonneux -78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES, a été désignée maître d'œuvre en vue de la conception et la réalisation des travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- VU la Décision MD2018-518 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST portant sur la modification du programme de maîtrise d'œuvre, entraînant la réalisation d'études supplémentaires d'un montant de 13 600 € HT et, par voie de conséquence, un ajustement de la durée prévisionnelle d'ensemble du marché à 89 mois ;
- VU la Décision MD2018-956 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST portant sur l'approbation des études de projet, arrêtant le coût prévisionnel définitif des travaux au stade des études de projet et arrêtant le montant définitif du prix global et forfaitaire rémunérant la société NALDEO (maître d'œuvre) pour l'ensemble du marché à 224 603,00 € HT (montant forfaitaire du marché fixé à 211 003 € HT + 13 600 € HT correspondant aux prestations supplémentaires prévue à l'avenant n°1).

Considérant :

- l'interruption des travaux directement liée à l'épidémie de COVID-19 et à l'entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire entraînant des coûts supplémentaires imprévisibles pour le maître d'œuvre et non prévus de fait dans le prix global et forfaitaire du marché initial de maîtrise d'œuvre ;
- qu'il convient d'attribuer une rémunération complémentaire au maître d'œuvre, pour la gestion de l'épidémie, évaluée à 14 745,50 € HT ;
- que ces différents points ont reçu l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres réunie en date du 18 novembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST, d'un montant de 14 745,50 € HT, portant le nouveau montant du marché à 239 348,50 € HT, sans incidence sur la durée prévisionnelle d'exécution d'ensemble du marché ajustée à 89 mois (par avenant n°1).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Directeur Général délégué de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) à signer l'avenant n°3 visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 JAN, 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : - 7 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 7 JAN. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
en groupement de commande
n°G1D0006MG Acquisition et livraison de
fournitures d'hygiène - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- Qu'afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole, les Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Grabels, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone ont signé une convention pour un marché en groupement de commandes ayant pour objet l'acquisition et la livraison de fournitures d'hygiène ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole était désignée coordinateur du groupement et sa commission d'Appel d'Offres étant celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence a été lancée en appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique (C.C.P.) ;
- Que le marché n° G1D0006MG est un accord-cadre sans minimum avec un maximum annuel par membre du groupement, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du C.C.P. C'est un marché de fournitures mono attributaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commandes. Sa durée est de 1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an soit 4 ans maximum au total ;
- Que le montant maximum annuel du marché, tous les membres du groupement confondu, est de 1 103 120€HT, soit sur 4 ans et pour l'ensemble du groupement : 4 412 480€ HT maximum ;
- Que suite à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 2 décembre 2021, l'offre du candidat Société IGUAL a été jugée économiquement avantageuse ;

DECIDE

Article 1 : D'attribuer le marché n° G1D0006MG « Acquisition et livraison de fournitures d'hygiène en groupement de commandes pour Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Grabels, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone » à la société IGUAL, sise 175 rue Gustave Courbet, ZAE Du Larzat, 34 750 Villeneuve-lès-Maguelone, pour une durée de 1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an soit 4 ans maximum au total.

Article 2 : De dire que le marché G1D0006MG est un accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec un maximum annuel de 1 103 120€ HT (tous les membres du groupement confondu) pour la durée initiale du marché.

Article 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 30 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 30 DEC. 2021



Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G1D0039CO - Groupement de
commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier pour des prestations vidéos -
Lots 1 et 2 - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2020-639 et la délibération n°V2020-094 qui autorisent la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier – Prestations de captation set de réalisations vidéos. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

CONSIDÉRANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum allotis en 2 lots pour une durée de 1 an renouvelable tacitement 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:

- prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- valeur technique au regard du mémoire technique: 60%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21/12/2021 a attribué les accords-cadres aux entreprises suivantes ayant présentées les offres économiquement les plus avantageuses :

- **SYNOPLÉ** (75010 Paris) pour le lot 1 : Prestations de captation, réalisation, production et diffusion vidéo en direct et/ou en différé d'événements publics sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux.
- **K-PRODZ** 1^{ère} (30900 Nîmes) et **PY PRODUCTIONS** 2^{ème} (34080 Viols le fort) pour le lot 2 : Réalisation, montage, mise en forme web des vidéos sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G1D0039CO de prestations vidéos aux entreprises suivantes:

- **Lot 1 :** Prestations de captation, réalisation, production et diffusion vidéo en direct et/ou en différé d'événements publics sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux, attribué à la société **SYNOPLÉ** sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire avec montant maximum annuel fixé à 100 000 € HT.

- **Lot 2 :** Réalisation, montage, mise en forme web des vidéos sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville de Montpellier et sur leurs réseaux sociaux, attribué aux sociétés **K-PRODZ** (1^{er}) et **PY PRODUCTIONS** (2^{ème}) sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire avec maximum annuel fixé à 250 000 € HT et attribution en cascade.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leurs notifications. Leurs durées sont de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JAN. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 20 JAN. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 JAN. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 - Marché n°4775MG17
Travaux de maintenance et de grosses
réparations des équipements de génie
climatique (chauffage, ventilation,
climatisation) des bâtiments métropolitains

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

-VU le marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains et la décision D2017-866 du 26/12/2017 autorisant la signature d'un accord-cadre d'une durée d'1 an renouvelable trois fois avec l'entreprise SAS SERRANO ;

CONSIDERANT:

- qu'il est nécessaire de modifier par la conclusion d'un avenant n°1 le point de départ et la date de fin d'exécution du contrat indiqués dans l'acte d'engagement d'une part et le CCAP d'autre part ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : de signer un avenant n°1 au marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains » avec la SAS SERRANO, sise PA Charles Martel, 254 rue Gustave Courbet, 34 750 Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : de dire que l'avenant n°1 modifie les articles 3 de l'acte d'engagement et 6 du CCAP – Durée de l'accord-cadre de la manière suivante :

« L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder 4 ans soit le 28 janvier 2022.

En outre, si la procédure de passation de l'accord-cadre qui prendra le relais du présent contrat n'était pas bouclée au 28 janvier 2022, il est convenu que l'actuel contrat sera prolongé pour un mois supplémentaire, sur ordre de service à intervenir au plus tard le 22 janvier 2022, pour une fin portée ainsi au 28 février 2022» ;

ARTICLE 3 : de dire que les clauses et conditions du contrat initial du marché (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : de dire que l'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

ARTICLE 5 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6: d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 DEC. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRY



Publiée le : **30 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **30 DEC. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- **AVENANT**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
emprise de 45 m² issue de la parcelle
DV522 - Avenue du Maréchal Leclerc-
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU l'accord des copropriétaires réunis en Assemblée Générale du 5 octobre 2021, pour céder à l'euro symbolique, l'emprise d'une superficie de 45 m² issue de la parcelle DV 522, située avenue du Maréchal Leclerc sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir, au titre du plan d'alignement annexé au Plan Local d'Urbanisme, cette emprise nécessaire à l'élargissement du trottoir avenue du Maréchal Leclerc, sur la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires, représentés par leur syndic, au titre du plan d'alignement annexé au Plan Local d'Urbanisme, l'emprise d'une superficie de 45 m² issue de la parcelle DV 522, nécessaire à l'élargissement du trottoir situé avenue du Maréchal Leclerc sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **13 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 14 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 JAN. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°2 - Marché n°4775MG17
"travaux de maintenance et de grosses
réparations des équipements de génie
climatique (chauffage, ventilation,
climatisation) des bâtiments
métropolitains" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains et la décision D2017-866 du 26/12/2017 autorisant la signature d'un accord-cadre d'une durée d'1 an renouvelable trois fois avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest, notifié le 29/01/2018 ;

- VU L'avenant n°1 du 1^{er} juin 2018 concernant fusion-absorption de la société SPIE Sud-Ouest par la société SPIE Industrie & Tertiaire et le transfert du marché 4775MG17 ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de modifier par la conclusion d'un avenant n°2 le point de départ et la date de fin d'exécution du contrat indiqués dans l'acte d'engagement d'une part et le CCAP d'autre part ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : de signer un avenant n°2 au marché n°4775MG17 Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique (chauffage, ventilation, climatisation) des bâtiments métropolitains » avec la société SPIE Industrie & Tertiaire, sise 4 avenue Jean Jaurès, BP 19 – 69320 Feyzin.

ARTICLE 2 : de dire que l'avenant n°2 modifie les articles 3 de l'acte d'engagement et 6 du CCAP – Durée de l'accord-cadre de la manière suivante :

« L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder 4 ans soit le 28 janvier 2022. En outre, si la procédure de passation de l'accord-cadre qui prendra le relais du présent contrat n'était pas bouclée au 28 janvier 2022, il est convenu que l'actuel contrat sera prolongé pour un mois supplémentaire, sur ordre de service à intervenir au plus tard le 22 janvier 2022, pour une fin portée ainsi au 28 février 2022 ».

ARTICLE 3 : de dire que les clauses et conditions du contrat initial du marché (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : de dire que l'avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

ARTICLE 5 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **3 0 DEC. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **3 0 DEC. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **3 0 DEC. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

AVENANT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution des
subventions dans le cadre de l'appel à
projets 2021 Réduction des déchets
ménagers assimilés - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 28 septembre 2021 approuvant le lancement d'un appel à projet destiné à soutenir la réduction des déchets ménagers assimilés et le règlement organisant ledit appel à projet ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président et notamment celle d'attribuer individuellement les subventions, et de signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le Conseil de Métropole ;

Considérant :

- que les candidats avaient jusqu'au 15 novembre 2021 pour déposer un dossier de candidature,
- que le jury prévu par le règlement de l'appel à projets composé d'élus et d'agents de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets de Montpellier Méditerranée Métropole s'est réuni le 07/12/2021 pour désigner les lauréats dont les noms figurent dans le tableau ci-dessous,

- qu'il convient maintenant d'attribuer les subventions aux lauréats et d'autoriser la signature avec chacun d'entre eux de la convention de partenariat prévue dans le règlement de l'appel à projet.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le versement d'une subvention à chacun des lauréats de l'appel à projets « Réduction des déchets ménagers assimilés » dont les noms et le montant de subvention figurent dans le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Montant de la subvention
Convergence 34	20 000 €
Repair Café	20 000 €
Troc et mode	20 000 €
La Ressourcerie du Lez	14 000 €
La bonne graine	2 000 €
CLOPE	4 000 €
Calypso	20 000 €

ARTICLE 2 : d'autoriser, en accompagnement de la subvention ci-dessus définie, la signature de la convention de partenariat prévue dans le règlement de l'appel à projet avec chacun desdits lauréats selon le modèle joint en annexe.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 17 JAN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de la
convention de partenariat avec le Secours
Populaire - Fédération de l'Hérault**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la délibération n°14986 du 2 novembre 2017 autorisant signature de la convention de partenariat avec le Secours Populaire – Fédération de l'Hérault ;

Considérant :

- que la précédente convention a pris fin en 2020 ;
- que la crise sanitaire liée au COVID 19 ne nous a permis de renouveler ce partenariat depuis lors ;
- qu'il y a lieu de le renouveler à présent que le musée est en mesure d'accueillir à nouveau tous les publics ;

DECIDE

ARTICLE 1: d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec le Secours Populaire – Fédération de l'Hérault pour l'année 2022 et pour un montant estimé de 3 000 € ;

ARTICLE 2: de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3: d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11/01/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété de la SCI
LOGISTRI AGRITECH - Parcelle TY 294
- rue du Pilory - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION ;

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 02 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 02 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la délibération du 30 janvier 2008 approuvant la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 Extension ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 27 septembre 2021, envoyée par Maître MATHIEU, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 7 octobre 2021, concernant la vente par la SCI LOGISTRI AGRITECH, d'un terrain nu, situé rue du Pilory - Parc 2000, cadastrée section TY 294, au prix de 510 00 € TTC ;
- VU la demande de communication de documents adressée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme, à Maître MATHIEU le 22 novembre 2021 ;
- VU l'avis de France domaine du 19 novembre 2021.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est située dans le parc d'activités Parc 2000 ;
- qu'il convient de procéder à un redéploiement d'équipements publics sur ce secteur et en particulier sur la rue du Pilory ;
- que le terrain de la SCI LOGISTRI AGRITECH est un des rares terrains nus du secteur ;
- que ce bien est vendu 510 000 €, ce prix s'entendant taxe sur la valeur ajoutée d'un montant de 85.000 € incluse et se décomposant de la manière suivante 333.875 € hors taxe correspondant au prix du foncier auxquels s'ajoutent 91.125 € hors taxe correspondant aux différentes études dont le permis de construire et frais, le reliquat jusqu'à 510 000 € correspondant à la TVA,
- que le prix de vente du foncier est conforme à l'évaluation des Services Fiscaux,
- que dans ces conditions, il est indispensable de procéder à l'acquisition de ce bien afin de constituer une réserve foncière qui permettra de procéder au redéploiement des équipements publics qui doit être mené sur le secteur,
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI LOGISTRI AGRITECH, un terrain nu, situé rue du Pilory - Parc 2000, cadastrée section TY 294.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 510 000 € TTC proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner en ce compris la TVA et hors frais d'acquisition à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 DEC. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 29 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au recours à la procédure
de transfert d'office en vue d'intégrer les
parcelles cadastrées BN 120, BN 121, CL
65 et OM 1 dans le domaine public
métropolitain - Commune de
MONTPELLIER**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L-5211-17 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU les articles L.318-3 et R.318-10 du Code de l'urbanisme ;
- VU les articles R.141-4, R.141-5 et R.141-7 à R.141-9 du Code de la voirie routière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'intégrer dans le domaine public métropolitain :
 - les parcelles cadastrées **BN 120 et BN 121** situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers,
 - la parcelle cadastrée **CL 65** nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien,
 - la parcelle cadastrée **OM 1** ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque,
- **CONSIDERANT** la nécessité de conférer aux parcelles BN 120, BN 121, CL 65, OM 1, emprises privées ouvertes à la circulation publique, un statut juridique conforme à leur usage afin de permettre et de conforter l'assise des interventions de l'ensemble des services publics qu'ils soient communaux ou métropolitains,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole approuve le principe du recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain :

- les parcelles cadastrées **BN 120 et BN 121** situées rue des Tourterelles, permettant d'assurer un cheminement piéton inter-quartiers,
- la parcelle cadastrée **CL 65** nécessaire au classement de la totalité de l'impasse Blazy dans le domaine public, pour faciliter sa gestion et son entretien,
- la parcelle cadastrée **OM 1** ancienne voie ferrée secondaire liée à la desserte des entrepôts, rue de l'Industrie, dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation sur le secteur Restanque,

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'ouverture d'une enquête publique dans le cadre de la procédure de transfert d'office, dont les modalités seront précisées par un arrêté métropolitain.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **13 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 14 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 JAN. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une Convention
constitutive de Groupement de
Commandes entre le Syndicat
Intercommunal d'Adduction d'Eau des
Communes du Bas Languedoc et
Montpellier Méditerranée Métropole -
Raccordement AEP et EU du Parc
d'activité des 4 chemins à Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés les articles L 2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que la zone du parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues doit faire l'objet de travaux sur l'année budgétaire 2021 et 2022 par les services compétents de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que les interventions, les conditions de réalisation, le coût des travaux et limiter au maximum la gêne aux usagers doivent être optimisés ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une Convention constitutive de Groupement de Commandes est conclue entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc et Montpellier Méditerranée Métropole (SBL) - Raccordement AEP et EU du Parc d'activité des 4 chemins à Fabrègues.

Le SBL est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commande. Les travaux de raccordement ZA sont estimés à 1 360 000 € HT et sont répartis pour SBL (eau potable) pour un montant estimé à 1 100 000 € HT et pour Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant estimatif de 260 000 € HT. Le SBL notifiera les marchés pour l'ensemble des membres du groupement.

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 5 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la présente convention est conclue de sa date de signature par l'ensemble des parties jusqu'à la réception sans réserve des travaux dont elle fait l'objet.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention constitutive de groupement de commandes visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

The image shows a blue ink signature of René REVOL over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem featuring a sun and a building.

Publiée le : 05 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de la
convention avec l'association Service
d'Orientation et de Médiation pour
l'Insertion Sociale (SOMIS) pour le
maintien d'une permanence hebdomadaire
d'écrivain public à la médiathèque Jean
Jacques ROUSSEAU**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDÉRANT :

- que la convention de partenariat susmentionnée représente un intérêt fructueux pour les deux parties.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un renouvellement de cette convention est conclue avec l'association SOMIS et la médiathèque Jean-Jacques ROUSSEAU pour l'année 2022. Elle pourra être reconduite annuellement de manière tacite, dans la limite de deux reconductions, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 2 : La mise à disposition est consentie selon le calendrier précisé à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée par l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

11/01/22

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention SOMIS 2022-2024.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition à Monsieur
Michel BOULANGE et Madame Nelly
BOULANGE Née PASTEAU de la parcelle
cadastrée BT 10 située 4 rue du Pergasan à
JUVIGNAC

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la promesse unilatérale de vente signée le 13 décembre 2021 par Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE, née PASTEAU de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée BT 10 d'une superficie de 2 000 m² comportant une maison

d'habitation située 4 rue du Pergasan à JUVIGNAC, au prix de 540 000 € (cinq cent quarante mille euros), conformément à l'avis des Domaines du 30 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

-que la Métropole de Montpellier se donne pour ambition de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises pour créer une dynamique innovante, collective et partagée afin de faire du territoire métropolitain un pôle de classe européenne en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être dénommé Med Vallée,

- que les principaux objectifs de ce projet sont de rééquilibrer les implantations des entreprises au Nord de Montpellier, donner une visibilité internationale à la Métropole, stimuler le développement économique, créer des synergies entre les acteurs et favoriser l'interdisciplinarité santé/alimentation /environnement/numérique, favoriser l'engagement sociétal des entreprises et associer les citoyens autour de la prévention et du bien vivre,

- que cette opération se développera sur plusieurs communes de l'arc Nord de la Métropole,

- qu'en partenariat avec la commune de Juvignac, la Métropole souhaite requalifier en zone d'activités une zone de 1,2 ha délimitée par l'autoroute A750, les rues du Pergasan et de Labournas. Cette zone aujourd'hui mêle quelques habitations construites sur des grands terrains et un site à usage d'activités et se prête à une requalification urbaine en vitrine de l'autoroute A 750 et à proximité immédiate de la future jonction du LIEN (Liaison intercommunale d'Évitement Nord), permettant d'accueillir en partie le projet Med Vallée,

- que la propriété de Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE, née PASTEAU, portant sur une villa construite sur un terrain de 2 000 m², est située au cœur de cette zone,

- que l'acquisition de cette parcelle est nécessaire en vue de la mise en œuvre du projet métropolitain Med Vallée,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Michel BOULANGE et Madame Nelly BOULANGE, née PASTEAU, la parcelle cadastrée BT 10 d'une superficie de 2 000 m² située 4 rue du Pergasan à JUVIGNAC.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 540 000 € (cinq cent quarante mille euros), conforme à l'avis des Domaines, majoré des frais d'acte notarié à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **13 JAN. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 14 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 JAN. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la mise en place d'une
convention entre les médiathèques Jean
Jacques ROUSSEAU, William
SHAKESPEARE et Federico GARCIA
LORCA avec le Domaine d'O pour la
saison 2021/2022

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- l'intérêt partagé par les deux institutions pour la mise en place de ce partenariat qui s'articule autour de 4 axes majeurs :
 - accueil d'artistes et d'ateliers de théâtre,
 - la valorisation et la communication autour de projets communs,
 - la mise en place de parcours entre les médiathèques concernées et le domaine d'O,
 - la participation des médiathèques ci-dessous au temps forts du domaine d'O.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de partenariat est conclue entre les médiathèques Jean Jacques ROUSSEAU, William SHAKESPEARE et Federico GARCIA LORCA et le Domaine d'O pour la saison 2021/2022.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée par l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

11/01/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de partenariat.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 4689DS17 -
Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et
l'accueil du haut niveau au Centre
Nautique Neptune de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

- VU la délibération n° 14102 en date du 28 septembre 2016 relative au lancement de l'opération relative à la réhabilitation et à l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n° 14189 en date du 25 octobre 2016 relative au lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre,
- VU la décision n° MD2018-298 du 23 avril 2018 attribuant le marché n° 4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole » au groupement CHABANNE & PARTENAIRES, pour un forfait de rémunération provisoire de 1 535 860,00 € H.T. soit 1 843 032,00 € T.T.C., dans le cadre d'une procédure lancée conformément à l'article 30.I.6° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans mise en concurrence avec le lauréat du concours de maîtrise d'œuvre, pour une durée prévisionnelle de trois ans,
- VU la décision n° MD2020-276 du 13 mars 2020 autorisant la signature de l'avenant n° 1 du marché n° 4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole », portant le montant total estimatif annuel du marché à 1 807 148,00 € H.T.,

CONSIDÉRANT :

- Le changement de dénomination intervenu en 2019 pour les sociétés suivantes, par lequel :
 - CHABANNE & PARTENAIRES (cotraitant 1, mandataire solidaire du groupement conjoint) est devenu CHABANNE ARCHITECTE ;
 - KEO INGENIERIE (cotraitant 3) est devenu CHABANNE INGENIERIE ;
 - KEO FLUIDES (cotraitant 4) est devenu CHABANNE ENERGETIQUE.
- Que la démarche de simplification des structures juridiques du groupe CHABANNE s'étant poursuivie et faisant en sorte que, depuis le 14 juin 2021, la société CHABANNE ENERGETIQUE (ex KEO FLUIDES) a été absorbée par la société CHABANNE INGENIERIE (ex KEO INGENIERIE),
- Cette fusion par voie d'absorption entraînant de fait :
 - La dissolution de la société CHABANNE ENERGETIQUE ;
 - Le transfert de propriété des droits et obligations liés au marché n° 4689DS17 de la société CHABANNE ENERGETIQUE au profit de la société CHABANNE INGENIERIE, dont le siège social est désormais sis au 38, quai Pierre Scize, à Lyon (69009),
- Que la société CHABANNE INGENIERIE se substitue par conséquent à la société CHABANNE ENERGETIQUE pour l'exécution du marché en cours,
- Qu'il convient d'acter cette fusion-absorption par la passation d'un avenant de transfert,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n° 4689DS17 de la société CHABANNE ENERGETIQUE à la société CHABANNE INGENIERIE.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant de transfert n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 21 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0080EP - Travaux d'aménagement
de l'Avenue du 8 Mai 1945 sur la commune
de Vendargues - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la Commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et l'Espace public » ;

- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de l'Avenue du 8 Mai 1945 sont nécessaires sur la commune de Vendargues ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de : 40 semaines, période de préparation de 1 mois comprise ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix pondéré à 60 %
- Valeur technique pondérée à 40 %

- qu'après analyse, le groupement Brault MTP / Brault TP sise 720 avenue de Bigot à Vendargues (34740), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M1D0080EP relatif aux travaux d'aménagement de l'Avenue du 8 Mai 1945 sur la commune de Vendargues à l'entreprise Brault MTP / Brault TP sise à Vendargues (34740) pour un montant estimatif de 879 797,50 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 40 semaines, période de préparation de 1 mois comprise.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

11 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat entre le musée Fabre et
l'Opéra Orchestre National de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;

CONSIDERANT :

- que le musée Fabre organisera une exposition autour des costumes d'opéra du 25 juin au 6 novembre 2022 ;
- que l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie souhaite contribuer à ce projet par des actions communes et l'octroi de prêt de costumes ;
- qu'à cet effet, la conclusion d'une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie s'avère nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le partenariat entre le musée Fabre et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie dans le cadre de ce projet d'exposition.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 JAN. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 26 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_DE_PARTENARIAT_musee_Fabre_et_OONM1639670270882.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'accord-cadre
n°M1B0059DS - Achat de produits
pharmaceutiques et de matériels de
secourisme pour Montpellier Méditerranée
Métropole - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le Code de la commande publique ;



Montpellier, le 31 DEC. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 31 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 DEC. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour les sites de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée initiale d'un an, reconductible deux fois pour une période d'un an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- la valeur technique, au regard du mémoire technique (50%),
- le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%),
- le délai de livraison (10%) ;

- qu'après analyse, la société DUMONT SECURITE, sise 142, avenue de la Libération, à Ambérieu-en-Bugey (01500), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1B0059DS « Achat de produits pharmaceutiques et de matériels de secourisme pour Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise DUMONT SECURITE, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un montant maximum annuel de 27 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an, reconductible deux fois pour une période d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de la
mise à disposition d'un agent de catégorie
A auprès de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du Conseil métropolitain du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté du 29 octobre 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **CONSIDERANT** que Madame Corinne CANAYER, attaché à la Ville de Montpellier a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} novembre 2021 pour une durée de 6 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Corinne CANAYER, attaché, est mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} novembre 2021 pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 07 JAN. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 10 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Inoxy Films - Site Hélios
bâtiment L - Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Economique et Numérique »;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé lieudit Mante, Commune de Fabrègues (34 960) à la location pour des entreprises ;

- que la société INOXY FILM, sise recherche des locaux afin d'exercer son activité dans les domaines de l'audiovisuel et des industries créatives et culturelles (Production, exploitation de films de télévision, cinématographiques, publicitaires ou entreprises et toutes activités s'y rattachant) ;
- que dans le cadre de la politique culturelle de la Métropole, les espaces dédiés au tournage sont mis à disposition à titre gracieux, les espaces devant servir à du stockage sont soumis à tarification.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société INOXY FILM, dont le siège social est situé 32 rue du Moulin Joly, 75 011 Paris, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

ARTICLE 2 : La location concerne un local dans le site Hélios dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, sis lieudit Mante sur la Commune de Fabrègues (34 960), tels que définis ci-après : L'atelier C du Bâtiment identifié L.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période de 3 mois à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance pour la durée de la location est de 350 € HT soit 420 € TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 04 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention INOXY FILMS - Hangar L.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°OT 8M14H
- Coordonnateur environnement dans le
cadre de la ligne 5 de tramway -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente ;

- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée librement définie par l'entité adjudicatrice, dans le respect des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur la mission de « Coordonnateur environnement » n°8.14H dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 60% au regard de la valeur technique de l'offre
 - 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT sise à Montpellier (34) est conforme aux attentes et présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- que la proposition d'attribution du marché a fait l'objet d'une information préalable au Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Le marché n°8.14H relatif à la mission de « Coordonnateur environnement » dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT sise à Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Le marché n°8.14H est conclu pour un montant 185 585 € HT pour une durée de 5 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 6.01.2021.

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : - 7 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 7 JAN. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
partenariat entre le musée Fabre et
l'Association des Amis du musée Fabre
pour la souscription publique du triptyque
de Yan Pei Ming, *L'Impossible Rencontre* -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- Que le musée Fabre dans le cadre de sa mission d'enrichissement des collections, entend se porter acquéreur de l'œuvre de l'artiste Yan Pei Ming, *L'impossible rencontre* afin de compléter le fonds d'art contemporain de ses collections.

Pour financer l'acquisition de cette œuvre il souhaite faire un appel aux dons. Pour ce faire, le musée Fabre va prospecter les entreprises locales et nationales, s'inscrivant ainsi dans le cadre de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat d'entreprise et organiser une campagne de souscription publique (ou crowdfunding) pour solliciter la générosité des citoyens ;

- Que l'association des Amis du musée Fabre, association loi 1901, membre de la Fédération Française des Sociétés d'Amis de Musées a pour objectifs la connaissance et le rayonnement du Musée Fabre de Montpellier.

En concertation avec le directeur du Musée et les conservateurs, elle participe à l'enrichissement des collections du musée Fabre grâce à un mécénat collectif permettant d'enrichir les collections existantes.

A ce titre, l'association des Amis du musée Fabre interviendra dans la mise en œuvre de la souscription publique pour solliciter la générosité des citoyens en participant à la gestion des dons en liquide lors de la souscription Yan Pei Ming ;

- Qu'à cet effet, la conclusion d'une convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association des Amis du musée Fabre s'avère nécessaire ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le partenariat entre le musée Fabre et l'association des Amis du musée Fabre dans le cadre de la souscription publique.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

18/1/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 19 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_M3M_Fabre_AMF_souscription yan pei Ming 16 12 21 dernière version.pdf
- Visuel Ming.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise d'une œuvre attribuée à
Pauline Gauffier (Rome, vers 1775 -
Florence, 1801), L'Oiseau volé**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile attribuée à Pauline Gauffier (Rome, vers 1775 – Florence, 1801), *L'Oiseau volé*, vers 1790-1800, achetée chez Christie's New York pour un montant de 47 500 \$ (quarante-sept mille cinq cent dollars) ;

- que cette huile sur toile a reçu l'avis favorable de la Délégation permanente de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 14 octobre 2021 ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES d'une huile sur toile attribuée à Pauline Gauffier (Rome, vers 1775 – Florence, 1801), *L'Oiseau volé*, vers 1790-1800, achetée chez Christie's New York pour un montant de 47 500 \$ (quarante-sept mille cinq cent dollars) ;

ARTICLE 2 : Cette huile sur toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 19 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de don Fondation d'Entreprise.pdf
- Visuel Pauline Gauffier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un
immeuble à usage commercial - 42 et 44
rue Frédéric Bazille - Parcelle EX 469 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération M2020-459 du 17 décembre 2020, Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 1 Ouverture d'un lieu d'accueil de jour multi-partenarial à destination des familles ;

- **VU** la délibération M2021-201 du 7 juin 2021, Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 ;

- **VU** la décision de préemption de la Ville de Montpellier du 2 décembre 2021 ;

- **VU** l'avis des Domaines ;

CONSIDERANT :

- que l'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains ». La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil municipal le 5 octobre 2020 et en Conseil de Métropole le 12 octobre 2020 ;

- que Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a acté la programmation présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, approuvé les termes de l'avenant 2021 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'État, la Métropole et la Ville de Montpellier et décidé que les dépenses relatives à la mise en œuvre du programme seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les priorités identifiées pour 2021 sont l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale, professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par trente actions dont l'une d'entre elle consiste à lutter contre la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue et d'un lieu pour les grands marginaux ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec les services de l'État et la Ville de Montpellier, a validé dans sa délibération M2020-459 au conseil du 17 décembre 2020 le portage partenarial d'un lieu d'accueil de jour des familles sans domicile dans le cadre du Plan Pauvreté, portage renouvelé dans la délibération M2021-455 du 28 septembre 2021. Les trois accueils de jour actuellement existant étant saturés, il est nécessaire de pouvoir proposer un quatrième lieu, situé dans un secteur distinct des trois premiers. Ce nouveau site doit permettre de porter une attention particulière aux familles afin qu'elles puissent être reçues en tenant compte de leurs besoins spécifiques ;

- que le 20 août 2021, une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par la SCI LA MULTICOLORE, d'un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric Bazille, cadastré section EX 469, au prix de 700 000 € plus 42 000 € de commission d'agence, a été déposée en Mairie de Montpellier ;

- que cet ensemble immobilier à usage commercial de 540 m² aménagé en rez-de-chaussée, par sa composition et sa localisation, comporte les atouts requis pour l'installation de la structure d'accueil des familles sans domicile. Sa surface aménageable, son accessibilité, à proximité des transports en commun notamment de la ligne 3 du tramway, sa proximité des établissements scolaires, et sa localisation intéressante en termes de maillage du territoire parmi ces structures conduit à en faire un emplacement adapté pour l'accueil du quatrième centre d'accueil de jour.

En plus des prestations habituelles, un accueil de jour visant à la socialisation, à la mise à l'abri avec service de douches, blanchisserie, réception de courriers, viendra à l'appui de l'accompagnement social, dans le cadre du partenariat avec les services de Protection Maternelle Infantile, de planification familiale et d'actions de soutien à la parentalité avec le Conseil départemental de l'Hérault et la Caisse d'Allocations Familiales autour d'activités destinées aux enfants et au soutien du lien parent-enfant.

- que la Ville, délégataire du droit de préemption urbain sur ce secteur, a par décision de préemption n° VD2021-530 du 2 décembre 2021, exercé le droit de préemption sur ce bien, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, afin de l'acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole compétent dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté.

- que la décision de préemption précise que Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du volet relatif au portage immobilier en vue de la mise en œuvre de cette politique publique, interviendra à l'acte d'acquisition du bien en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement par la Ville de Montpellier ;

- que l'acquisition de cette propriété est donc indispensable pour réaliser la structure d'accueil des familles sans domicile ;

- que dans ces conditions, il convient que la Métropole intervienne en qualité de tiers payeur à l'acte d'acquisition de ce bien par la Ville de Montpellier à la suite de la décision de préemption, le bien lui étant ensuite cédé à l'euro symbolique ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge l'ensemble des frais de rédaction des actes notariés, actes dont la rédaction sera confié à Maître SPINELLI notaire à Sète et rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de l'immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric Bazille, cadastré section EX 469, au prix de 700.000 € plus 42.000 € de commission d'agence.

ARTICLE 2 : Cette acquisition se fera par l'intervention de la Métropole en qualité de tiers payeur à l'acte d'acquisition par la Ville de Montpellier auprès de la SCI LA MULTICOLORE, le bien lui étant cédé ensuite à l'euro symbolique.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge les frais de rédaction des actes de vente, SCI LA MULTICOLORE à la Ville de Montpellier et Ville de Montpellier à la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JAN. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 24 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour un
appui complémentaire à l'
accompagnement des pôles portant sur la
concertation, dans le cadre de la nouvelle
organisation de l'administration
mutualisée - Marché M1B0119VI -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du

patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation mutualisée, faisant suite au diagnostic réalisé, un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles est nécessaire afin de mener une concertation pour la constitution des organigrammes et projets de services ;
- qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour un appui complémentaire à l'accompagnement des pôles, portant sur la concertation, dans le cadre de la nouvelle organisation de l'administration mutualisée, pour un montant total estimé de 88 000€ pour les années 2021 et 2022, numéro de marché M1B0119VI.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **30 DEC. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 30 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

30 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à l'agrément
de candidature de la société J&M
BUILDING dans le Quartier Eurêka à
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Quartier EUREKA à Castelnau-le-Lez : la société J&M BUILDING est une SCI représentée par Monsieur Emmanuel MOUTON. Elle est candidate à l'acquisition du lot 3D de 2 480 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux et activités de 1 504 m² de sdp. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 550 m².
L'utilisateur final sera la société SYNOX (siège social) dont l'activité est l'intégration et l'édition de plateformes IoT (déploiement internet des objets et projets connectés).
La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

- **CONSIDERANT** l'erreur de surface de plancher dans la décision MD2021-1193, dans laquelle nous lisions 2 480 m² au lieu de 1 550 m²

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision MD2021-1193 qui comportait une erreur sur la surface de plancher maximale

ARTICLE 2 : La candidature de la SCI J&M BUILDING ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 4 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178571-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 janv. 2022

Réception en Préfecture : 4 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le
domaine public des emprises "voirie"
Lotissement les Jardins d'Hélios commune
de Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- **VU** le dossier de PUP (Projet Urbain Partenarial) sur la commune de Cournonterral « Les Jardins d'Hélios » signé avec Angelotti Promotion, à savoir la convention et ses avenants n° 1 et n° 2 ;

- **CONSIDERANT** que dans le cadre du PUP Les Jardins d'Hélios, il a été convenu que les voiries et espaces communs seraient rétrocédés à Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des participations apportées par le promoteur ;

- **CONSIDERANT** qu'une première tranche a déjà été réalisée notamment les voies à vocation publique : avenue de la République, rue Maurice Ravel, rue Wolfgang Amadeus Mozart, rue Hector Berlioz, rue Georges Bizet, rue Erik Satie, rue Claude Nougaro, place Barbara, place Jacques Brel, et qu'il convient également d'acquérir les parcelles qui supportent le rond-point réalisé sur la RM 5 cadastrées BE 211, BE 212, BE 214, BE 215, ainsi que les parcelles qui ont permis les élargissements de voies cadastrées BH 247, BH 264, BH 433, BH 447 lieudit « Les Joncasses » ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Angelotti Promotion ou tout autre société s'y substituant, les parcelles constituant les voies nouvelles : avenue de la République, rue Maurice Ravel, rue Wolfgang Amadeus Mozart, rue Hector Berlioz, rue Georges Bizet, rue Erik Satie, rue Claude Nougaro, place Barbara, place Jacques Brel, ainsi que les 4 parcelles supportant le nouveau giratoire sur la RM 5 et les 4 parcelles permettant l'élargissement des voies.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la convention de PUP signée avec Angelotti Promotion et les avenants n° 1 et n° 2, ainsi que la nature des biens acquis, à charge pour la Métropole de classer les emprises dans son domaine public.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178651-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 janv. 2022

Réception en Préfecture : 14 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
AK 262 - Le Clos des Oliviers - Commune
de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **VU** la demande de Monsieur JAY pour acquérir la parcelle issue du domaine public d'une superficie de 20 m², en nature de délaissé de voirie, afin de l'intégrer à sa propriété pour la sécuriser ;
- **VU** l'avis de France Domaines réf. 2021 – 34 327 – 69516 en date du 29 septembre 2021 ;
- **VU** la décision MD 2021-823 du 27 août 2021, constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du domaine public de cette emprise ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur JAY la parcelle AK 262 d'une superficie de 20 m², située lotissement Le Clos des Oliviers sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu au prix de 100 € le mètre carré, soit un montant total de 2000 euros.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 24 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178581-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 janv. 2022

Réception en Préfecture : 24 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la concession Parc
Marianne à Montpellier (SERM) - Projet
Urbain Partenarial (PUP) Mas Combelle -
Convention tripartite de Projet Urbain
Partenarial (PUP) pour le lot MC2 (REAL
PROMOTION / LES VILLAGES D'OR) -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les périmètres de Projet Urbain Partenarial (PUP), ainsi que la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP), conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière ;
- **VU** la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier (et son aménageur) sur le territoire de la concession Parc Marianne, notamment pour la mise en œuvre des équipements publics à réaliser dans le cadre de projets urbains partenariaux, signée le 21 mai 2019, autorisée par la délibération métropolitaine n° M2019-101 en date du 22 mars 2019 et la délibération du Conseil municipal de Montpellier n° V2019-077 en date du 27 mars 2019 ;

- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-486 en date du 30 septembre 2019 instaurant un périmètre de conventions de PUP dénommé « Mas Combelle », conformément à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, et approuvant les termes d'une première convention de PUP à signer au sein du périmètre ;

- **VU** la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2021-424 en date du 14 mai 2021 abrogeant le premier périmètre de PUP dénommé « Mas Combelle », instaurant un nouveau périmètre de conventions de PUP, et autorisant la signature d'une première convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le lot MC1 (Vinci Immobilier/SERM).

Considérant :

- que le coût du programme des travaux d'aménagement, dont la réalisation par l'aménageur est rendue nécessaire par les nouvelles constructions projetées sur le secteur Mas Combelle, puisse être mis pour partie à la charge des constructeurs ;
- qu'en conséquence, les projets développés au sein du périmètre du Projet Urbain Partenarial seront exonérés de la part communale et de la part intercommunale de la taxe d'aménagement pour une durée qui ne peut excéder 10 ans ;
- que le projet immobilier d'ensemble rendu possible par la réalisation desdits équipements, dans le respect des règles du Plan Local d'Urbanisme en vigueur à la date de la délivrance des autorisations d'urbanisme, constitue un ensemble d'une surface au sol globale de 7 452 m², et environ 15 410 m² de surface de plancher de logements en mixité sociale et d'activités à développer, répartis en deux lots (MC1 et MC2) ;
- que le projet porté à la connaissance de la Collectivité par REAL PROMOTION/LES VILLAGES D'OR sur le lot MC 2 du secteur Mas Combelle a pour objet la réalisation d'un projet de construction mixte comportant des logements (dont des logements en locatif social et en accession abordable) et de l'activité pour une surface de plancher de 6 260 m² ;
- qu'en conséquence, les termes d'une convention tripartite de Projet Urbain Partenarial sur le lot MC2 doivent être approuvés.

DECIDE

Article 1 : Le projet immobilier porté par REAL PROMOTION/LES VILLAGES D'OR sur le lot MC 2 du secteur Mas Combelle (6 260 m² SDP) fait l'objet d'une participation au financement des équipements publics réalisés au titre du Projet Urbain Partenarial Mas Combelle, laquelle s'élève à 1 346 150 €, dont 1 329 890 € en numéraire et 16 320 € en apport de terrains en nature, nécessaires à la réalisation des futurs espaces publics et destinés à intégrer à terme le domaine public métropolitain.

Le projet de convention de Projet Urbain Partenarial tripartite annexé à la présente décision est approuvé et sera signé entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et REAL PROMOTION/LES VILLAGES D'OR.

Article 2 : Le programme général des travaux d'aménagement envisagé au titre du périmètre de conventions de PUP Mas Combelle comporte la réalisation d'ouvrages publics à proximité du PUP Mas Combelle, rue Joan Miro, avenue Nina Simone, raccordement au carrefour Manuguerra et des trottoirs avenue du Mondial 98 au droit du périmètre de PUP, ainsi que l'aménagement de la rue du

Mas Rouge au droit du périmètre de PUP, les aménagements paysagers Sud au droit du périmètre de PUP, et la desserte réseaux associée au secteur Mas Combelle.

Ce programme (incluant les postes foncier, travaux, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, frais d'études, aléas, honoraires, etc.) est estimé au coût global de 23 485 000 € HT (dont le détail est exprimé en annexe 4 de la présente), étant ici précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de conventions de PUP sera exigée des constructeurs.

Le montant de la TVA applicable à cette part des travaux ne sera pas exigé des constructeurs.

Article 3 : Le montant de cette participation sera versé directement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), aménageur et maître d'ouvrage des équipements publics concernés dans le cadre de la concession d'aménagement Parc Marianne.

Article 4 : La durée d'exonération des parts communale et intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

Article 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 5 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220101-178619-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5 janv. 2022

Réception en Préfecture : 5 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention de PUP et annexes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1C0009CG d'audit externe - Analyse
critique rétrospective et prospective de
l'exploitation de l'usine de méthanisation
AMETYST - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret relatif au Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;

Considérant :

- qu'il convient de disposer d'une prestation d'audit externe relative à l'analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST. L'impact croissant des actions de prévention, de production de déchets et de collecte séparée à la source à des fins de recyclage ou valorisation organique, essentielles dans le cadre de la transition vers une économie circulaire, associé aux perspectives d'évolutions réglementaires posent la question concomitante du devenir à court et moyen termes de l'unité de méthanisation des ordures ménagères résiduelles AMETYST ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123.1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire en procédure adaptée ouverte. Une partie des prestations fait l'objet d'un accord cadre mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT. La durée dudit marché commence à courir à compter de sa notification jusqu'à la restitution intégrale des conclusions de l'ensemble des phases de la mission.
- que les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - ° prix des prestations 40%
- qu'après analyse, l'entreprise ANTEA, sis Parc d'activité de l'Aéroport, 180 Impasse John Locke, 34 470 à PEROLS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'audit externe relatif à l'analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST à l'entreprise ANTEA, pour un montant de prestations de 52 800 € HT pour la partie prix global et forfaitaire et la partie prix unitaires sans minimum mais avec un maximum de 50 000 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. La durée du marché démarre à sa notification jusqu'à la restitution intégrale des conclusions de l'ensemble des phases de la mission.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

François VASQUEZ

Publiée le : 21 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178781-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 janv. 2022

Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association nationale des
élus en charge du sport (ANDES) pour
l'année 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

Considérant :

- que le sport en général, et le sport professionnel en particulier, sont en constante évolution, et que leur approche par les collectivités territoriales et leurs groupements nécessite par conséquent d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES), dont la cotisation pour 2022, calculée en fonction du nombre d'habitants des communes membres de la Métropole, est fixée à 4 986 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Christian ASSAF

Publiée le : 21 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178655-BF-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 janv. 2022

Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux renouvellements
d'adhésions à des organismes économiques
extérieurs - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique ;

CONSIDERANT :

- la stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international conduite depuis 30 ans par Montpellier Méditerranée Métropole en s'appuyant sur des réseaux économiques ;
- le positionnement Montpellier Méditerranée Métropole afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération ;
- le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire ;
- le soutien apporté à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité comme l'un des axes forts de sa politique de développement économique ;
- qu'afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son

positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans;

- les organismes suivants auxquels Montpellier Méditerranée Métropole adhère :

- INBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- RETIS
- AEROSPACE VALLEY,

Le montant de ces cotisations est estimé à 10 000 €.

- France Congrès 5 000 €,
- Sites d'Exceptions Languedoc 2 000 €,
- Label Ville d'Art pour un montant de 9 000 €.
- RTES pour un montant de 1 350 €,
- AVE - Réseau des Clauses Sociales pour un montant de 3 291 €,
- AVUF pour un montant de 1 500 €,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente
Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178689-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition et au
classement dans le domaine public
métropolitain - Impasse Guizard -
Commune de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole, et celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

- **VU** la délibération du Conseil Municipal n° 112/15-12-2014 en date du 15 décembre 2014 entérinant l'intégration au Domaine Public de l'Impasse Guizard sur la commune de Grabels ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle privée intégrée dans l'emprise de l'impasse Guizard, afin de permettre son classement dans le domaine public métropolitain ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La parcelle AX 164 est acquise afin de permettre l'intégration dans le domaine public métropolitain de l'impasse Guizard sur la commune de Grabels.

ARTICLE 2 : L'acquisition de la parcelle se fera à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, auprès de chaque propriétaire indivis titré.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre et de la publicité foncière seront sollicités afin d'intégrer cette impasse dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente
Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178692-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 janv. 2022

Réception en Préfecture : 14 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelles AA26, AA27, AA28, AA29,
AA46 à Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que partie des parcelles cadastrées AA26, AA27, AA28, AA29, AA46 sur la commune de MONTFERRIEZ-SUR-LEZ, d'une surface totale de 3 542 m², appartenant au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition, la prise de possession anticipée de cesdites emprises et la réalisation des travaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert partie des parcelles cadastrées sur la commune de MONTFERRIEZ-SUR-LEZ AA26, AA27, AA28, AA29, AA46, d'une surface totale de 3 542 m², appartenant à appartenant au CIRAD.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens immobiliers désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 37 191.00 € (TRENTE SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT ONZE EUROS) toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter du 16/12/2021 et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter du 16/12/2021.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 janv. 2022

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220101-178695-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 6 janv. 2022

Réception en Préfecture : 6 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Travaux
- PPA
- Avis de domaine
- Promesse vente

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société YNOV sur la Zac
Cambacérès à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location d'un terrain sur la Zac Cambacérès à Montpellier : la société YNOV, représentée par Monsieur Ian PERRIN a pour activité l'enseignement supérieur.
Elle est candidate à la location du lot E1 de 1 800 m², destiné à accueillir des bâtiments modulaires et provisoires d'une surface totale de 1 745 m² regroupant des espaces de formation, d'exposition, des bureaux et des ateliers, pour une durée de 30 à 36 mois, dans l'attente de la livraison de son bâtiment définitif.

L'entreprise projette un effectif de 20 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société YNOV ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 4 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178704-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 janv. 2022

Réception en Préfecture : 4 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BM 450 - Impasse des Aramons -
Commune de Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- **VU** la demande par mail en date du 16 décembre 2021, de Monsieur Yannick Labory propriétaire de la parcelle BM 450 à Juvignac, qui souhaite céder à la Métropole cette impasse à vocation publique ;

- **CONSIDERANT** que la parcelle BM 450 constitue l'impasse des Aramons, et qu'il convient d'acquérir cette parcelle pour intégrer la totalité de l'impasse dans le domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Yannick Labory, la parcelle BM 450 constituant l'impasse des Aramons sur la commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien acquis, à charge pour la Métropole de classer l'impasse dans son domaine public.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente
Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178717-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 janv. 2022

Réception en Préfecture : 14 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition de
personnel auprès de l'Établissement Public
de Coopération Culturelle, Montpellier
Contemporain, MoCo**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que 18 agents ont sollicité le renouvellement de leur mise à disposition auprès de l'établissement public de coopération culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo du 01/01/2022 au 31/12/2022,

D E C I D E

ARTICLE 1 : 18 agents sont mis à disposition, à leur demande, de l'établissement public de coopération culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : Ces fonctionnaires relèvent des cadres d'emplois suivants :
10 agents de catégorie A relevant des filières administrative et culturelle et technique
3 agents de catégorie B relevant des filières administrative, technique et culturelle
5 agents de catégorie C relevant des filières technique et administrative

ARTICLE 3 : Les fonctions exercées par les fonctionnaires précités se répartissent de la manière suivante :

1 directeur de ressources (catégorie A)
1 responsable administratif et financier (catégorie A)
8 professeurs d'enseignement artistique (catégorie A)
1 assistant d'enseignement artistique (catégorie B)
1 chargé du suivi budgétaire et comptable (catégorie B)
1 coordinateur technique (catégorie B)
3 assistants administratifs (catégorie C)
2 assistants techniques (catégorie C)

ARTICLE 4 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Joël RAYMOND

Publiée le : 4 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178725-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 janv. 2022

Réception en Préfecture : 4 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise a disposition de
personnel auprès de la Société Anonyme
d'Economie Mixte Locale Services
Funéraires de Montpellier Méditerranée
Métropole (SAEML-SFMA)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Emile MAYOR, agent de Maîtrise a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SAEML-SFMA) à compter du 01/01/2022 pour une durée d'un an.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Monsieur Emile MAYOR, agent de Maîtrise est mis à disposition à 100% auprès de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SAEML-SFMA) du 01/01/2022 au 31/12/2022.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Joël RAYMOND

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178730B-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 janv. 2022

Réception en Préfecture : 10 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MAD MAYOR 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise a disposition de
personnel auprès du Comité d'Action
Sociale, Sportive et Culturelle de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que 2 agents de catégorie C Montpellier Méditerranée Métropole ont sollicité le renouvellement de leur mise à disposition à 100% auprès du Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole (CASSC) à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée d'un an ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Deux agents de Montpellier Méditerranée Métropole de catégorie C de la filière administrative sont mis à disposition auprès du Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole (CASSC) du 01/01/2022 au 31/12/2022.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Joël RAYMOND

Publiée le : 4 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178734-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 janv. 2022

Réception en Préfecture : 4 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention DI MARCO.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0074AT - Travaux de la rue Emile
Combes à Castelnau-le-Lez - Attribution
du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que la réalisation des travaux sur la rue Emile Combes à Castelnau –le-Lez est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
- Valeur technique, au regard du mémoire technique: 30 % ;
- Délai: 10 %.

- qu'après analyse, l'entreprise COLAS France - Etablissement de Vendargues - 820 rue de la Marbrerie 34740 VENDARGUES présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M1D0074AT – Travaux de la rue Emile Combes à Castelnau-le-Lez à l'entreprise COLAS France pour un montant de 319 004,50 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Son délai d'exécution est de 45 jours calendaires auquel s'ajoute 30 jours calendaires de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 27 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178792-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 janv. 2022

Réception en Préfecture : 27 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise a disposition
d'un agent de catégorie C auprès de
l'Office de Tourisme Métropolitain à
compter du 1er janvier 2022 pour une
durée de 3 ans**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que Madame CORBOBESSE Sylviane, adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de l'Office de Tourisme Métropolitain à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 3 ans ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame CORBOBESSE Sylviane, adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, est mise à disposition auprès l'Office de Tourisme Métropolitain du 01/01/2022 au 31/12/2024.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Joël RAYMOND

Publiée le : 4 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178799-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 janv. 2022

Réception en Préfecture : 4 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention définitive CORBOBESSE Sylviane 2022 2024.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition
d'un agent de catégorie B auprès de La
Mission Locale des Jeunes de Montpellier
Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au
31/12/2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Thierry MAZARS, rédacteur principal 2^{ème} classe à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition auprès de La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Monsieur Thierry MAZARS, rédacteur principal 2^{ème} classe à Montpellier Méditerranée Métropole est mis à disposition à 100% auprès de La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole du 01/01/2022 au 31/12/2022.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Joël RAYMOND

Publiée le : 4 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-178797-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 janv. 2022

Réception en Préfecture : 4 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une mise à disposition
partielle de Montpellier Méditerranée
Métropole de 3 agents de la Commune de
Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que Mesdames Corinne BESSOU, Pascale LLAURENS et Muriel BARCELONE ont sollicité leur mise à disposition partielle auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : sont mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2021, sans limitation de durée :

Madame Corinne BESSOU, cadre d'emploi des rédacteurs, pour une quotité de 20%

Madame Pascale LLAURENS, cadre d'emploi des adjoints administratifs, pour une quotité de 20%,

Madame Muriel BARCELONE, cadre d'emploi des adjoints administratifs pour une quotité de 7%

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Joël RAYMOND

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179073A-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de MAD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle A 1447 - Avenue de Nîmes -
Commune de Saint-Brès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- **VU** l'accord de Monsieur Jean Philippe MALIGNON et Madame Germaine ALBRESPY pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle A 1447 d'une superficie de 898 m² située sur la commune de Saint-Brès,
- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise de 898 m² aménagée en voirie, située devant la clôture de la propriété privée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Jean Philippe MALIGNON et Madame Germaine ALBRESPIY, la parcelle A 1447 d'une superficie de 898 m², située avenue de Nîmes sur la commune de Saint-Brès, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en voirie.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu à savoir de la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 14 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179485-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 janv. 2022

Réception en Préfecture : 14 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°05MOE18 -
Maîtrise d'œuvre partielle pour la
réalisation des infrastructures
hydrauliques et paysagères du parc
Gérard-Bruyère - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la code de la commande publique ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- **VU** la délibération de la Ville de Baillargues en date du 4 avril 2019 attribuant le marché n° 05MOE18 au groupement BRL Ingénierie (mandataire) / Agence Paysages (co-traitant), pour un forfait définitif de rémunération de 298 423 € HT, et une durée globale prévisionnelle d'exécution estimée à 30 mois ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'intégrer les prestations supplémentaires demandées par le maître d'ouvrage, prestations rendues nécessaires en cours de chantier pour la bonne réalisation de l'ensemble des travaux relatifs aux infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère, et de prolonger le calendrier prévisionnel d'exécution du marché,

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 27 janvier 2022, a émis un avis favorable à la passation de cet avenant,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°05MOE18 « Maîtrise d'œuvre partielle pour la réalisation des infrastructures hydrauliques et paysagères du parc Gérard-Bruyère », portant le montant total estimatif annuel du marché à 336 607,50 € HT, et la durée globale prévisionnelle d'exécution du marché à 38 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2022

**Monsieur le Premier Vice-Président
Signé.**

Renaud CALVAT

Publiée le : 9 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179501-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9 févr. 2022

Réception en Préfecture : 9 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 05MOE18 - AV1 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M1D0087DS - Achat d'espaces
publicitaires, d'actions de communication
et de billets pour le développement du
tennis - Open Sud de France 2022 -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** le code de la commande publique ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire ;

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Open Sud de France, troisième plus grand événement tennistique français après Roland Garros et les Masters de Paris Bercy ;
- qu'une procédure a été lancée le 16 décembre 2021, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables. Accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 500 000 € HT. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de sa notification jusqu'au 06 février 2022. L'édition du tournoi aura lieu du 30 janvier au 6 février 2021 inclus.;
- qu'Occitanie Events est la société d'événementiel qui dispose de l'exclusivité du package de partenariats du tournoi ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n° M1D0087DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis – Open Sud de France 2022 » à l'entreprise Occitanie Events, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum fixé à 500 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 6 février 2022.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 janv. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179506-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 janv. 2022

Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
dépôts de biens culturels maritimes
appartenant à l'Etat (DRASSM) au Site
archéologique Lattara - Musée Henri-
Prades - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT que le site archéologique Lattara - musée Henri-Prades – présente aux deuxième et troisième étages du musée une collection permanente constituée principalement d'objets issus des fouilles effectuées sur le site,

CONSIDERANT que dans ce cadre, le site archéologique Lattara - musée Henri Prades souhaite prolonger le prêt de 29 objets appartenant au Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) du Ministère de la Culture,

CONSIDERANT que cette collection contribue au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participe activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au dépôt de biens culturels Maritimes appartenant à l'Etat est conclue entre le et le DRASSM et le Site archéologique Lattara-musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le dépôt par le DRASSM de 29 objets auprès du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre gratuit, moyennant obligation de conservation et le cas échéant, restauration des objets à la charge du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention dépôt de biens culturels Maritimes visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179529-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021-19-musee-henri-prades Dépôt Drassm_30 objets_2021 2026 DEF.docx
- Liste d'inventaire des objets déposés.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1C0021EP - Création d'un espace
piéton rue Lino Ventura à Montpellier -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- **VU** la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que la création d'un espace piéton rue Lino Ventura à Montpellier est nécessaire;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 % ;
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
- qu'après analyse, le groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT – RD172 Route de Vauguières - La Mogère - 34130 MAUGUIO, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M1C0021EP – Création d'un espace piéton rue Lino Ventura à Montpellier au groupement GUINTOLI / EHTP / SIORAT pour un montant de 86 799,30 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 45 jours calendaires, la période de préparation de 30 jours est non-comprise dans le délai des travaux.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 27 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179556-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 janv. 2022

Réception en Préfecture : 27 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'un mobilier archéologique dans le cadre
de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ?
Comment l'archéologie perçoit les identités
celtiques" au Site archéologique Lattara -
Musée Henri-Prades avec Ville de Roanne
- Autorisation signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT l'organisation par le site archéologique Lattara - musée Henri Prades – d'une exposition intitulée *Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022 ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, le site archéologique Lattara - musée Henri-Prades désire emprunter 1 objet appartenant à la Ville de Roanne ;

CONSIDERANT que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre la Ville de Roanne et le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt d'un objet à l'occasion de l'exposition *Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* organisée par le site archéologique Lattara - musée Henri Prades.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin le 31 août 2022 après le transport retour et la restitution de l'objet emprunté.

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance de l'objet (transport et exposition) à la charge du site archéologique Lattara - musée Henri Prades.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179569-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de prêt Roanne signée Roanne.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'un mobilier archéologique dans le cadre
de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ?
Comment l'archéologie perçoit les identités
celtiques" au Site archéologique Lattara -
Musée Henri-Prades avec la Ville de
Chalon-sur-Saône - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT l'organisation par le site archéologique Lattara - musée Henri Prades – d'une exposition intitulée *Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022 ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, le site archéologique Lattara - musée Henri-Prades désire emprunter 16 objets ou lots d'objets appartenant à la Ville de Chalon-sur-Saône ,

CONSIDERANT que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre la Ville de Chalon-sur-Saône et le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt 16 objets ou lots d'objets à l'occasion de l'exposition *Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* organisée par le site archéologique Lattara - musée Henri Prades.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin le 31 août 2022 après le transport retour et la restitution de l'objet emprunté.

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance de l'objet (transport et exposition) à la charge du site archéologique Lattara - musée Henri Prades.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179581-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de prêt Musée Lattara Montpellier - Chalon sur Saone V.2.signée Chalon.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'un mobilier archéologique dans le cadre
de l'exposition "Gaulois ! Gaulois ?
Comment l'archéologie perçoit les identités
celtiques" au Site archéologique Lattara -
Musée Henri-Prades avec la Ville de
Châteauroux - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT l'organisation par le site archéologique Lattara - musée Henri-Prades – d'une exposition intitulée *Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022,

CONSIDERANT que dans ce cadre, le site archéologique Lattara - musée Henri-Prades désire emprunter 1 objet appartenant à la Ville de Châteauroux,

CONSIDERANT que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre la Ville de Châteauroux et le Site archéologique Lattara-musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt d'un objet à l'occasion de l'exposition *Gaulois ! Gaulois ? Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* organisée par le site archéologique Lattara - musée Henri-Prades.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin le 31 août 2022 après le transport retour et la restitution de l'objet emprunté.

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance de l'objet (transport et exposition) à la charge du site archéologique Lattara - musée Henri-Prades.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179587-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Musée Bertrand - CHÂTEAUROUX V.2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais liés à la résidence littéraire de
l'autrice Annie Ferret et à l'autorisation de
dépôt des demandes de subventions
afférentes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- Que l'autrice Annie Ferret a été choisie pour être accueillie à la résidence littéraire Lattara, du 1^{er} mars au 31 mai 2022 ;

- Que ses frais de déplacement au cours de la résidence seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que la bourse de création littéraire, soit 2 000 € par mois, sera financée par Montpellier Méditerranée Métropole, sauf dans le cas d'une aide financière du Centre National du Livre qui viendrait s'y substituer en partie ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la prise en charge de la bourse de création littéraire d'Annie Ferret ainsi que ses frais de déplacement à l'occasion de sa résidence.

ARTICLE 2 : D'autoriser le dépôt des demandes de subventions pour cette résidence de création littéraire, notamment auprès du Centre National du Livre.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services ainsi que Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179678-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais des auteurs invités de la 37ème
Comédie du Livre et à l'autorisation du
dépôt des demandes de subventions
afférentes à la manifestation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- Que la 37^{ème} édition de la Comédie du Livre – Dix jours en Mai se tiendra du 13 au 22 mai 2022 sur le territoire de la Métropole de Montpellier ;

- Que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des auteurs, artistes, professionnels du livre ou du spectacle invités seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, tout comme leur rémunération, conformément aux préconisations du Centre National du Livre ;
- Que la manifestation est susceptible de bénéficier de subventions de la part d'organismes publics ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la prise en charge des rémunérations ainsi que des frais de déplacement, hébergement et restauration des invités, directement ou par remboursement, au réel et sur justificatif, pour un montant global maximum évalué à 145 000€.

ARTICLE 2 : D'autoriser le dépôt des demandes de subventions les plus larges pour cette manifestation, notamment auprès de la Région Occitanie, du Centre National du Livre et de la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Ecrit (SOFIA).

ARTICLE 3 : De dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services ainsi que Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179680-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 dans la
convention d'occupation pour une station
radioélectrique entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société TDF -
Rond-point de Girac à Clapiers -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine de « Transports et mobilités actives » ;
- **VU** la décision n° MD2021-627 du 21 juin 2021 relative à un « avenant n°1 de substitution de contractant dans la convention d'occupation pour une station radioélectrique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TDF - Rond-point de Girac à Clapiers », Montpellier Méditerranée Métropole se substituant à la commune de Clapiers dans le cadre des transferts de compétence concernant la voirie.

CONSIDERANT :

- que l'antenne sujet à un déplacement se situe actuellement sur la parcelle BV023 ;
- qu'un nouvel emplacement a été désigné pour le déplacement de l'antenne radioélectrique TDF ;
- que cet emplacement se trouve sur la parcelle cadastrée BV006 à proximité du rond-point de Girac à Clapiers;
- que dans un souci de bonne gestion de la convention, il convient de signer un avenant n°2 dans lequel est représenté le nouvel emplacement de l'antenne radioélectrique (plan en annexe de l'avenant 2 accompagnant la présente décision).

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la société TDF un avenant n°2 afin de préciser le nouvel emplacement de l'antenne radioélectrique.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Julie FRÊCHE

Publiée le : 21 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179777-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 janv. 2022

Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_MairieClapiers_TDF.pdf
- Projet avenant 2 changement localisation antenne TDF Clapiers.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière du
le lot privatif n°133 (Volume B1) au sein de
la copropriété ' le domaine de la Coustaude
' à Saint-Jean-de-Védas pour la réalisation
de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I- 638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT

- que le lot privatif n°133 du volume B1 au sein de la copropriété « Le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à Saint-Jean-de-Védas, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnaud RIEUTORT, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert dans le volume B1 le lot privatif n°133 au sein de la copropriété « le domaine de la Coustaude » située 1 chemin de la Coustaude à SAINT- JEAN-DE-VÉDAS, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section BW n° 420, 422, 424, appartenant à Monsieur Arnaud RIEUTORT.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 7 150 € (SEPT MILLE CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire, du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 janv. 2022

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179790-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 6 janv. 2022

Réception en Préfecture : 6 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20210217_UF2350_LOT133_avis_domaine_2021_34270_0671638374071860.pdf
- 20211105_UF2360__Lot_133__PPA_signee1638374080490.pdf
- 20211105_UF2360__Lot_133__PUV_signee1638374091364.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 273m²
de bien immobilier (cadastré BT n°2) au
lieudit LAURIOL à CLAPIERS
appartenant à l'Indivision CAMMAL-
MICHEL pour la réalisation de la ligne 5
de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- **VU** la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I- 638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT

- que 273 m² du bien immobilier situé lieudit LAURIOL à CLAPIERS, cadastré section BT n°2, appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 273 m² du bien immobilier situé lieudit LAURIOL à CLAPIERS, cadastré section BT n°2, appartenant à l'Indivision CAMMAL-MICHEL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 19018€ (DIX NEUF MILLE DIX HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Indivision CAMMAL-MICHEL et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 janv. 2022

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179798-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 6 janv. 2022

Réception en Préfecture : 6 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20211005_UF6070_avis_domaine_2492391638373359013.pdf

- 20211115_UF6070__Ind._CAMMAL_MICHEL__PPA_signee_1638373368260.pdf

- 20211115_UF6070__Ind._CAMMAL_MICHEL__PV_signee_p1638373377315.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une indemnisation de
dommage de travaux public Tabac TPL le
Campus - 5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération de la 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole prorogée par arrêté n°2018-I-638 du 13 juin 2018 ;

- **VU** la décision n°MD2021-079 du 5 février 2021 qui a accordé une indemnisation de 24 758€ pour la période de septembre 2019 à mai 2020 ;

CONSIDERANT

- l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 13/12/2021, qui propose d'accorder à la SNC « TPL LE CAMPUS » exploitant un commerce de tabac au 786 route de Mende à Montpellier, représentée par son gérant, M. ROQUE Philippe, une 2^{ème} indemnité évaluée à **22 430 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juin 2020 à février 2021, soit 9 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 2^{ème} indemnisation à la SNC « TPL LE CAMPUS » exploitant un commerce de tabac, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation de la 5^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à 22 430 € de juin 2020 à février 2021, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 13 décembre 2021.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général Délégué de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 janv. 2022

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179817-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 janv. 2022

Réception en Préfecture : 17 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CR2_CIA du 13.12.2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent portant sur des missions d'avant-projet dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n° MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

Considérant :

- que l'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Comédie Esplanade Triangle nécessite la réalisation de nouvelles prestations d'études ;
- qu'une consultation a été menée, dans le cadre du mandat confié à la SA3M, sous la forme d'une procédure de dialogue compétitif, telle que prévue par les dispositions des articles 75 et 76 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de conclure un accord-cadre pour une durée de 5 ans renouvelable une fois ;
- que cet accord-cadre a été attribué au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON par décision n°MD2019-1058 du 5 novembre 2019 ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire, sur le fondement de cet accord-cadre, de conclure un marché subséquent portant sur des missions de maîtrise d'œuvre de niveau avant-projet ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études d'avant-projet, pour un montant de 607 180 € HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 10 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 24 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179879-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 janv. 2022

Réception en Préfecture : 24 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché M1B0085EA
- Diagnostic amont et plan d'action pour la
réduction des micropolluants sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que la réalisation du diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 6 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
 - ° Prix : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SEPIA sise 53, rue de Turbigo - 75003 PARIS présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1B0085EA - Diagnostic amont et plan d'action pour la réduction des micropolluants sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la société SEPIA sise 53, rue de Turbigo - 75003 PARIS pour un montant estimatif de 49 800 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

René REVOL

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-179898-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle cadastrée AZ 161 - Avenue Justin
Bec - Commune de Saint Georges
d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière ;
- **VU** l'emplacement réservé inscrit au PLU de la commune (Plan Local d'Urbanisme) pour élargir la « RD 5 E 5 » à 12 m ;

- **VU** l'accord de Madame Tesse transmis par mail en date du 23 décembre 2021 sur les conditions de la transaction proposée ;

- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle AZ 161 située sur la commune de Saint Georges d'Orques, en bordure de voie, permettra l'aménagement des abords de l'avenue Justin Bec, avec notamment la création d'un quai bus aux normes P.M.R. (personnes à Mobilité réduite) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Renée Tesse la parcelle AZ 161 (1380 m²), située avenue Justin Bec sur la commune de Saint Georges d'Orques, pour intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée au prix de 1€/m² soit un montant total de 1 380 euros. L'acte notarié constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 14 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180040-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 janv. 2022

Réception en Préfecture : 14 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt et à l'octroi
d'autorisations d'urbanisme sur la parcelle
cadastrée SI n°132 à Montpellier -
Réalisation d'une centrale géothermique -
secteur CAMBACERES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable ;
- **VU** le traité de concession signé le 16 octobre 2013 confiant la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble du secteur CAMBACERES sur le territoire de la commune de Montpellier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- **VU** le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986 portant sur le réseau de chaleur et de froid de la Ville de Montpellier avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), et ses avenants, dont un prévoyant une prolongation de durée fixant le terme du contrat au 31 décembre 2030 ;

CONSIDERANT :

- la nécessité pour la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), maître d'œuvre du projet, de se voir dès à présent octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation de la centrale géothermique qui doit alimenter l'ensemble du secteur CAMBACERES en chauffage et rafraîchissement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), ou tout tiers substitué et désigné par elle en vue de la réalisation de la centrale géothermique du secteur CAMBACERES, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur la parcelle SI n°132, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

Signé.

**Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS**

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180049-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan situation et plan masse (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Judiciaire de Montpellier - ASTIER
MOINE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- L'assignation devant le Tribunal Judiciaire déposée par Madame Hélène ASTIER épouse MOINE, Madame Aude MOINE et Madame Gaëlle MOINE à l'encontre de Montpellier Méditerranée Métropole dans la procédure d'expertise en cours relative aux désordres affectant l'hôtel de Strasbourg sis 39 boulevard de Strasbourg à Montpellier ;

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier suite à l'assignation sollicitée par Madame Hélène ASTIER épouse MOINE, Madame Aude MOINE et Madame Gaëlle MOINE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître GONZAGUE Phelip Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180169-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision complémentaire à la décision
n°MD2021-1160 de préemption de la
Propriété CUADRADO - Villa - Parcelle
BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de
Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;

- **VU** la décision n°MD2021-1160 de préemption de la propriété CUADRADO en date du 2 décembre 2021 ;

- **VU** le courrier du 13 décembre 2021 de Madame CUADRADO ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du projet MED VALLEE, le 2 décembre 2021, la Métropole a exercé son droit de préemption sur la vente de la propriété de Monsieur Jean CUADRADO et de Madame Marie-Louise DÉPAULE, une villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11 ;

- que par courrier du 13 décembre 2021, Madame Isabelle CUADRADO, fille des époux CUADRADO, a sollicité de Monsieur le Président, une autorisation pour ses parents de demeurer dans les lieux à la suite de la vente de leur bien à la Métropole, pendant une période transitoire, pour permettre la finalisation de leur prochaine acquisition et leur déménagement qui s'inscrivent dans le cadre de leur parcours résidentiel ;

- que la réalisation du projet MED VALLEE ne nécessite pas une prise de possession immédiate de ce bien;

- que dans ces conditions, une autorisation d'occuper les lieux après acquisition par la Métropole, pourrait être accordée pour une durée de 4 mois non renouvelable ;

- que cette autorisation sera mentionnée à l'acte d'acquisition du bien par la Métropole, acte dont la rédaction sera assurée par Maître GAYRAUD notaire à Pignan. L'acte mentionnera, notamment, en garantie des droits de la Métropole, une obligation d'assurance du bien par les anciens propriétaires pendant la durée d'occupation, un dispositif d'astreinte financière en cas de non libération des lieux en temps et en heure, un engagement des anciens propriétaires de ne demander aucun travaux à la Métropole pendant l'occupation et de la dégager de toute responsabilité en cas de dommages.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur Jean CUADRADO et Madame Marie-Louise DEPAULE, à occuper à titre gracieux la villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11, après son acquisition par la Métropole, pour une durée de 4 mois non renouvelable.

ARTICLE 2 : De faire porter mention de cette occupation, avec tous dispositifs juridiques visant à garantir les droits de la Métropole, dans l'acte d'acquisition du bien.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 24 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180199-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 janv. 2022

Réception en Préfecture : 24 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Courrier de demande des propriétaires
- Décision de préemption
- Présentation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché n° M1D0059MG - Travaux de
plomberie sur les bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande Publique ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT:

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous forme d'un accord-cadre avec maximum, passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, qui donnera lieu à l'émission de bons de commande et attribué à un maximum de 2 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) ; pour un marché de travaux conclu pour une durée de 1 an à compter du 15/02/2022 ou de sa date de notification si elle est postérieure ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1-Valeur technique au regard du cadre mémoire technique : 60%
 - 2-Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40%
- Qu'au vu du rapport d'analyse, il est proposé de choisir l'offre de l'entreprise Services Maintenance Energies (SME), sise 535 rue Raymond Recouly, 34070 Montpellier présente une offre économiquement avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1D0059MG « Travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Services Maintenance Energies, pour un montant avec un maximum de 2 040 000 € HT.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter du 15/02/2022 ou de sa date de notification si elle est postérieure. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal, budgets Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 janv. 2022

Monsieur le Vice-Président

**Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS**

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180211-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion au Groupement des Autorités
Responsables des Transports (GART) -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment l'autorisation, au nom de la Métropole, de renouveler l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- **VU** l'adhésion, par délibération en date du 24 novembre 2016, de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART), dont l'objectif est la promotion des transports publics et des modes alternatifs à l'usage individuel de la voiture ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renouveler l'adhésion au GART en 2022 pour le partage des informations et des bonnes pratiques en matière de transport et de mobilités. Cette association fondée en 1980, est en effet un acteur influent au service de la promotion des transports publics et des modes alternatifs à l'usage individuel de la voiture. En tant qu'expert incontournable des grands enjeux de la mobilité durable, le GART assure l'échange d'informations entre les collectivités et leurs groupements, intervient auprès des services de l'Etat et développe les initiatives nécessaires au développement des transports en commun ;

- que pour l'année 2022, la cotisation a été fixée à 0.050 € par habitant, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole : $0,050 \times 478\,548 \text{ habitants} = 23\,927,40 \text{ €}$;

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) pour l'exercice 2022, dont le montant de la cotisation s'élève à 23 927,40 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Julie FRÊCHE

Publiée le : 20 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180232-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 janv. 2022

Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0027AT - Travaux d'aménagement
de la rue du Mas d'Armand à Grabels -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- **VU** la décision n°MD2021-537 du 09 juin 2021 relative à l'attribution du marché subséquent n° M1D0027AT (Accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux sur route et voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot N°1: 3M Ouest) – Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels à l'entreprise EIFFAGE pour un montant de 376 677,25 € HT et pour une durée de 5 mois ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels sont nécessaires;
- que des prestations supplémentaires ont été nécessaires pour mener à bien les travaux;
- que des ajustements de quantité du marché dus à des adaptations sur des ouvrages génèrent une moins-value.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché subséquent n° M1D0027AT – Travaux d'aménagement de la rue du Mas d'Armand à Grabels. Le montant initial du marché était de 376 677,25 € HT. Le montant de l'avenant est de 15 322,75 € HT. Le montant du marché après avenant est de 392 000 € HT, soit une augmentation de 4.07 %.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 28 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180250-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 janv. 2022

Réception en Préfecture : 28 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT original.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Marketing Réseaux et Animation

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M1B0096DE de rédaction et réalisation
d'interviews filmés, réalisation
d'illustration de supports de
communication et d'infographies et prise
de vues - Lots 1, 2 et 3 - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Économique et Numérique » ;

Considérant :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande sous la forme de 3 lots pour une durée de 12 mois non reconductible.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants /

Pour les lots 1, 2 et 3

- Prix : 40%
- Valeur technique au regard du mémoire remis : 60% :
 - de la connaissance de l'environnement économique local (15 %)
 - de la connaissance des secteurs économiques ciblés (10 %)
 - des savoir-faire et références fournis en différenciant la technique de rédaction web et la communication papier (25 %)
 - des capacités humaines et techniques des candidats à respecter les délais d'exécution (10 %)

- qu'après analyse,

Pour le lot 1, l'entreprise SAS Le Mas Média, 29 rue de la Croix 34080 Montpellier,

Pour le lot 2 ; l'illustrateur Christophe Coudouy, 16 rue des Étuves 34000 Montpellier,

Pour le lot 3, l'entreprise SAS Le Mas Média, 29 rue de la Croix 34080 Montpellier présentent les offres économiquement les plus avantageuses.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Rédaction, réalisation d'interviews filmées, réalisation d'illustrations et infographies et prises de vues :

- pour le lot n° 1 à l'entreprise SAS Le Mas Média, 29 rue de la Croix 34080 Montpellier pour un montant de 24 200€ HT

- pour le lot n° 2 à l'illustrateur Christophe Coudouy, 16 rue des Étuves 34000 Montpellier pour un montant de 12 000€ HT

- pour le lot n° 3 à l'entreprise SAS Le Mas Média, 29 rue de la Croix 34080 Montpellier pour un montant de 8 400€ HT

Le marché prend effet à compter de sa notification pour les lots 1, 2 et 3. Sa durée est de 12 mois non reconductible pour les lots 1, 2 et 3.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180257-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Relations Internationales Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au projet de coopération
COOPALIM - Fès (Maroc) - Mission
d'expertise - Changement de dates de
mission**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle qui dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées d'autoriser :
 - octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
 - approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable. Cette politique s'appuie sur un réseau de partenaires et bénéficie depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;

- que cette stratégie d'internationalisation a pour objectifs de créer pour son tissu économique les conditions favorables aux échanges extérieurs par une meilleure connaissance des écosystèmes étrangers et la promotion de ses filières. Elle permet aussi de renforcer son positionnement international et d'accroître l'attractivité et le rayonnement du territoire sur plusieurs axes majeurs, dont celui de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) ;

- que la Métropole de Montpellier soutient depuis 2018 le projet Let's Food Cities. Ce projet a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et étrangères ;

- qu'il s'agit de faciliter la mise en œuvre de projets de coopération internationale pour des systèmes alimentaires territoriaux durables, entre villes françaises et étrangères en profitant du cadre facilitateur fourni par le pacte de Milan ;

- que dans ce cadre Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de proposer et travailler avec la ville de Fès (Maroc), ville jumelle de la ville de Montpellier ;

- qu'un diagnostic « alimentaire » de Fès et de sa région Fès-Meknès a été mené pendant deux mois en 2019 ;

- qu'en 2021, Let's Food a accompagné un stagiaire basé à Fès pendant six mois ;

- que les objectifs poursuivis sont l'accompagnement de la ville de Fès dans le cadre de la création d'un marché paysan labellisé SPG (Système Participatif de Garantie) ;

- que dans l'objet du projet en 2021, le Conseil de Métropole a été amené à délibérer (délibération n° M2021-494 du 28 septembre 2021) et à autoriser l'organisation et le financement d'une mission d'expertise d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) de Montpellier Méditerranée Métropole à Fès (Maroc) pour une durée de quatre jours. Du fait du contexte sanitaire périlleux et de la fermeture des lignes aériennes entre le Maroc et la France, la mission a été reportée au premier trimestre 2022. Le coût estimé de la mission est de 5 000 €. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

- que dans le cadre de ce report les objectifs de coopération avec la Ville de Fès se sont enrichis et qu'il convient qu'un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne) supplémentaires puissent participer à la mission.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver le report de la mission d'expertise à Fès au premier semestre 2022, la participation au maximum de deux élus(es) et de trois techniciens(nes), ainsi que la prise en charge financière de la mission estimée à 7 000 € TTC sur la base des frais réels.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 4 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180675-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 févr. 2022

Réception en Préfecture : 4 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°M1D0017EM de travaux de reprise du
platelage bois du tramway sur la
plateforme Du Guesclin entre Antigone et
la gare Saint-Roch**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2021-484 du 27 mai 2021 autorisant la signature avec le groupement d'entreprises Sport Environnement SAS / Laquet SAS du marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch pour un montant total de 1 864 664,64 € HT sur la base d'un marché à prix unitaires, rémunéré par application des prix du BPU aux quantités réellement exécutées et dans la limite du seuil de procédure formalisée.

Considérant :

- que le marché comprend deux tranches : la tranche ferme et la tranche optionnelle. L'exécution de la tranche ferme a débuté à compter de l'envoi de l'ordre de service en date du 07 juin 2021. L'exécution des travaux de ladite tranche est terminée depuis le 05 septembre 2021. Entre temps, l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche optionnelle a été notifié au groupement le 15 juillet 2021. Celle-ci est programmée pour la période estivale d'août 2022.

- que la pandémie mondiale en cours affecte le commerce international et pénalise différents secteurs économiques notamment le secteur du bois exotique. Ceci génère un équilibre économique complexe et un impact conséquent sur les délais d'approvisionnement.

L'entreprise titulaire du marché a mis en œuvre des mesures techniques et organisationnelles de ses filières d'approvisionnement afin d'optimiser l'organisation pour la mise en œuvre des prestations. Elle diminue les surcoûts financiers par l'optimisation du retraitement des bois en place avec ses partenaires industriels.

Néanmoins, les délais d'approvisionnement ne permettent pas le respect des délais contractuels du marché. Les conséquences de l'augmentation accrue du cours des matières premières ne peuvent être neutralisées par la clause de révision de prix.

- que la Métropole et le groupement d'entreprises Sport Environnement SAS / Laquet SAS se sont rapprochés pour la conclusion d'un avenant n°1 ayant pour objet de :

- prendre en compte le surcoût financier lié aux difficultés d'approvisionnement des bois IPE, conséquence de la forte demande mondiale liée à la pandémie, sur le fondement de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique,
- modifier les délais contractuels du marché en permettant une phase supplémentaire de travaux en 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M1D0017EM de travaux de reprise du platelage bois du tramway sur la plateforme Du Guesclin entre Antigone et la gare Saint-Roch avec le groupement d'entreprises Sport Environnement SAS / Laquet SAS.

Le montant de l'avenant n°1 est estimé à 150 000 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 2 014 664,64 € HT, soit une hausse de 8,4 % du montant initial du marché.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Julie FRÊCHE

Publiée le : 20 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180279-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 janv. 2022

Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 marché M1D0017EM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement des
adhésions aux associations French régional
American Museum (FRAME),
International Council of Museums
(ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de
Flora), AFROA (Association Française des
Régisseurs d'œuvres d'Art), Club
Innovation & Culture France (CLIC) et
Laboratoire des Médiations en Art
Contemporain (LMAC) - 2022 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

- VU la délibération n°M2018-731 du 21 décembre 2018 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations :

- French Regional American Museum (FRAME)
- International Council of Museums (ICOM)
- Club 2° (Club des utilisateurs de Flora)
- AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art)
- Club Innovation & Culture France (CLIC)

- VU la délibération n°M2019-527 du 30 septembre 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de renouveler les adhésions aux associations susmentionnées pour l'année 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement des adhésions aux associations suivantes, pour l'année 2022 :

- French Regional American Museum (FRAME) pour un montant de cotisation de 60 € ;
- International Council of Museums (ICOM) pour un montant de cotisation de 6 500 € ;
- Club 2° (Club des utilisateurs de Flora) pour un montant de cotisation de 1 110 € ;
- AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art) pour un montant de cotisation de 40 € ;
- Club Innovation & Culture France (CLIC) pour un montant de cotisation de 810 € ;
- Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC) pour un montant de cotisation de 100 €.

Soit une somme totale de 8 620 €.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les bulletins d'adhésion afférents, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Eric PENSO

Publiée le : 9 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180286-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9 févr. 2022

Réception en Préfecture : 9 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acceptation du legs de
Monsieur Alain Bernard PERIO d'un
ensemble de biens en meubles, tableaux et
bibelots à Montpellier Méditerranée
Métropole - Musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la « FONDATION LE REFUGE » consent à l'exécution du testament de Monsieur Alain Bernard PÉRIO qui prévoit le legs à Montpellier Méditerranée Métropole – Musée Fabre d'un ensemble portant sur des biens en meubles, tableaux et bibelots des deux étages principaux et de la cave de la maison située au 66 rue de la Forge 34270 St Mathieu de Tréviers.

Ce legs est évalué à 58 110 € (cinquante-huit mille cent dix euros).

- que des frais de déclaration de succession d'un montant de 473,54 € (quatre cent soixante-treize euros et cinquante quatre centimes) sont à la charge du Musée de Montpellier Méditerranée Métropole – Musée Fabre ;

- qu'il est ici précisé que Maître Alain BOTTET a porté plainte à la Gendarmerie de SAINT MATHIEU DE TREVIER le 18 novembre 2021 pour le compte de « FONDATION LE REFUGE » pour le vol d'une partie des objets devant revenir à Montpellier Méditerranée Métropole – Musée Fabre.

La liste des objets manquants est identifiée en annexe. Le montant total des œuvres volées s'élève à 6 690 € (six mille six cent quatre-vingt-dix euros). Ils feront l'objet d'une délivrance de legs ultérieur s'ils venaient à être retrouvés.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole – Musée Fabre accepte le legs susmentionné de la « FONDATION LE REFUGE » qui consent à l'exécution du testament de Monsieur Alain Bernard PÉRIO. Ce legs est évalué à 58 110 € (cinquante-huit mille cent dix euros).

ARTICLE 2 : De régler les frais de déclaration de succession d'un montant de 473,54 € (quatre cent soixante-treize euros et cinquante quatre centimes).

ARTICLE 3 : D'accepter la délivrance de legs ultérieur si les objets manquants étaient retrouvés.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180305-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DELIVRANCE LEGS MUSEE FABRE (002).pdf

- Annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association pour la Gestion
Indépendante des Réseaux de transport
public (AGIR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment l'autorisation, au nom de la Métropole, de renouveler l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU l'adhésion, par délibération n°M2021-21 du 1^{er} février 2021, de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR), créée en 1987 par des élus et des techniciens de collectivités territoriales qui poursuivaient l'objectif commun de se doter d'une expertise métier qualifiée d'opérationnelle, indépendante des groupes de transport.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renouveler l'adhésion à AGIR en 2022 au regard des enjeux de mobilités sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de bénéficier d'un appui technique ;
- que l'adhésion à l'association AGIR représente une dépense annuelle de 18 000 € HT. Cette dépense permet également de bénéficier de 15 jours d'expertises dédiées spécifiquement aux problématiques de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) pour l'exercice 2022, dont le montant de la cotisation s'élève à 18 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Julie FRÊCHE

Publiée le : 20 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180309-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 janv. 2022

Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mécénat conclue le 27 juillet 2018 entre le
musée Fabre et Altran technologies -
Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique »,

CONSIDERANT :

- que le musée Fabre et la société Altran Technologies collaborent dans le cadre d'un mécénat de compétences depuis le 27 juillet 2018 à la réalisation d'une application numérique valorisant le fonds d'arts graphiques du musée Fabre ;
- que la convention initiale du mécénat de compétences avait une durée d'un an ;
- que deux avenants ont été signé en date du 21 août 2019 et 28 juillet 2020 ;

- que le projet d'application numérique n'a pas abouti au terme de l'année supplémentaire ;
- que les deux parties ont convenu de signer un troisième avenant pour prolonger la durée de la convention initiale et de définir la contribution supplémentaire d'Altran.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la prolongation du mécénat de compétences de la société Altran Technologies représentée par David Chovaux, Directeur général adjoint, pour le développement de l'application numérique valorisant le fonds d'arts graphiques du musée Fabre.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout acte relatif à cette affaire et notamment l'avenant à la convention de mécénat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180311-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_3_Musée Fabre_revu JA FB.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un bail précaire de
location entre Montpellier Méditerranée
Métropole et Monsieur Sébastien Soufflet -
Domaine de Viviers à Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Sébastien SOUFFLET, agriculteur, demeurant 5, Chemin de la Cartairade à JACOU (34830) a besoin de locaux pour y mener des activités agricoles ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux inoccupés sur le Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou (34 830).

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec monsieur Sébastien SOUFFLET, agriculteur à Jacou (34 830).

ARTICLE 2 : Le bail précaire concerne la location qu'un local fermé et une partie de l'auvent, pour une superficie de 60 m² chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n°3 Montpellier Méditerranée Métropole, situé Domaine de Viviers à Jacou (34 830)

ARTICLE 3 : Le bail précaire est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : Le bail précaire fixe un loyer annuel de 100 euros.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail précaire visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 4 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180322-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 févr. 2022

Réception en Préfecture : 4 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet location Soufflet.doc

- Plan Soufflet 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur
Christian JACCARD de trente-neuf de ses
œuvres**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que Monsieur Christian JACCARD domicilié 40 rue Pascal 75013 Paris propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole trente-neuf de ses œuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 406 000 € ;
- que ce don a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 5 octobre 2021 ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Christian JACCARD domicilié 40 rue Pascal 75013 Paris de trente-neuf de ses oeuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 406 000 € (quatre cent six mille euros).

ARTICLE 2 : Ces oeuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180358-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation Christian Jaccard.pdf
- Annexe don.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n° 06/TRAV/20 - Infrastructures et
aménagements des bassins et espaces
paysagers du parc Gérard-Bruyère - Lots
n° 3 à 6**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération n° 13247 en date du 30 septembre 2015, relative à la modification des équipements transférés à Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** la délibération n° 13642 en date du 24 février 2016, relative aux modalités de transfert du Parc Gérard-Bruyère ;
- **VU** la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la décision n° MD2019-1167 en date du 21 janvier 2020, autorisant la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la décision n° MD2021-497 en date du 20 mai 2021 attribuant :
 - le lot n° 3 « Réseaux secs – Eclairage public » du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » au groupement CITEOS SAS TRAVESSET (mandataire) / REEL MÉDITERRANÉE (co-traitant) ;
 - le lot n° 4 « Voirie – Réseaux humides – Mobiliers – Jeux d'enfants » du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » au groupement EUROVIA LANGUEDOC-ROUSSILLON (mandataire) / SOLS MÉDITERRANÉE (co-traitant) / ID VERDE (sous-traitant) / SOGEA SUD HYDRAULIQUE (sous-traitant) ;
 - le lot n° 5 « Ouvrages Bois & Passerelles » du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » à la société AMEXBOIS ;
 - le lot n° 6 « Plantations / Arrosage » du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère » à la société JARDINS DE PROVENCE ;

CONSIDÉRANT :

- que pour le lot n° 3 « Réseaux secs – Eclairage public », il convient de préciser que le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre de base et les prestations supplémentaires éventuelles n° 2 et 3 du Groupement d'entreprises CITEOS SAS TRAVESSET mandataire et REEL Méditerranée co-traitant, pour un montant estimatif de 657 208,07 € H.T. sur la base de prestations rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement exécutées,
- que pour le lot n° 4 « Voirie – Réseaux humides – Mobiliers – Jeux d'enfants », il convient de préciser que le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre de base et les prestations supplémentaires éventuelles n° 1 et 3 du Groupement d'entreprises EUROVIA Languedoc Roussillon, mandataire – SOLS Méditerranée, co-traitant - ID VERDE, sous-traitant - SOGEA Sud Hydrauliques, sous-traitant, pour un montant estimatif de 1 262 350,00 € H.T. sur la base de prestations rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement exécutées,
- que pour le lot n° 5 « Ouvrages Bois & Passerelles », il convient de préciser que le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre de base de l'entreprise AMEXBOIS, pour un montant estimatif de 119 979,00 € H.T. sur la base de prestations rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement exécutées et pour un montant global et forfaitaire de 479 365,00 € H.T.,
- que pour le lot n° 6 « Plantations / Arrosage », il convient de préciser que le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre de la société JARDINS DE PROVENCE, pour un montant estimatif de 493 413,63 € H.T. sur la base de prestations rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement exécutées,

- que ces modifications n'ont aucune incidence sur les marchés en question,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 1 de la décision n° MD2021-497 en date du 20 mai 2021 attribuant les lots n° 3 à 6 du marché n° 06/TRAV/20 « Infrastructures et aménagement des abords des bassins et espaces paysagers du parc Gérard-Bruyère ».

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Christian ASSAF

Publiée le : 27 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180570-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 janv. 2022

Réception en Préfecture : 27 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à une
convention d'occupation précaire entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
SERM pour la réalisation de travaux de
dévoisement de réseaux d'eau et création
d'une voirie provisoire dans le cadre de la
réalisation de l'extension de la Ligne 1 de
tramway vers la gare Montpellier Sud de
France**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des transports et mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2021-1220, du 7 décembre 2021, relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et création d'une voirie provisoire dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France ;

CONSIDERANT :

- que la Société d'Équipement de la Région de Montpellier, par abréviation S.E.R.M., est propriétaire des parcelles nues SL107 et SL145, pour l'instant inoccupées correspondant actuellement à un ancien parking recouvert d'imposants tas de terre ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole est Maître d'Ouvrage de l'opération d'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle Gare Montpellier Sud de France ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier – pour assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération, par marché n°3613TV15 signé le 12 janvier 2017, déposé en préfecture le 30 janvier 2017 et notifié le 6 février 2017 ;

- que dans le cadre de cette opération, des travaux de dévoiement de réseaux ont été confiés à la Régie des Eaux, par une convention, signée le 3 Octobre 2019. Ces travaux consistent en l'enfouissement et la mise en protection contre les courants vagabonds du feeder DN700 du boulevard Pénélope, impacté par le futur passage du tramway ;

- que la réalisation de ces travaux de dévoiement aura un impact sur la circulation routière et la réalisation d'une voirie provisoire est rendue nécessaire pour assurer les mouvements tournants depuis la route de Vauguières vers le boulevard Pénélope, en passant par les parcelles SL 107 et SL 145, propriétés de SERM, conformément au plan présent dans la convention annexée à la présente décision ;

- qu'une erreur matérielle dans la décision n°MD2021-1220 a été commise et qu'il convient de la rectifier par la présente décision.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec la SERM, sis 45 place Ernest Granier à Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire porte sur les parcelles cadastrées SL 107 et SL 145, propriété de la SERM, situées au croisement de la route de Vauguières et du boulevard Pénélope à Montpellier.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de cinq semaines, du 3 janvier 2022 au 18 février 2022.

ARTICLE 4 : Ladite convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : La décision n° MD2021-1220 est abrogée.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le : 20 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180395-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 janv. 2022

Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20211123_ExtL1_COP_3M_SERM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec l'entreprise ANTIKYTERA pour
l'occupation de locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;
- **VU** la validation de la demande de location par le comité d'agrément en date du 15 juin 2021 ;
- **CONSIDERANT:**
 - Que l'entreprise ANTIKYTERA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI ;

- Que l'activité de l'entreprise ANTIKYTERA répond aux critères exigés pour une installation au MIBI ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ANTIKYTERA pour la location du module B2.15 (21,20 m²) situé au deuxième étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2022, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise ANTIKYTERA pour la surface de 21,20 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 299,98 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180388-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Félicita Films - Site Hélios
bâtiment L - Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine «Développement Economique et Numérique»;
- **VU** la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé lieudit Mante, Commune de Fabrègues (34 960) à la location pour des entreprises ;

- CONSIDERANT que la société Felicita Films recherche des locaux afin d'exercer son activité dans les domaines de l'audiovisuel et des industries créatives et culturelles (Production, exploitation de films de télévision, cinématographiques, publicitaires ou entreprises et toutes activités s'y rattachant) ;

-CONSIDERANT que dans le cadre de la politique culturelle de la Métropole, les espaces dédiés au tournage sont mis à disposition à titre gracieux, les espaces devant servir à du stockage sont soumis à tarification.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société Felicita Films, sise 9 rue Emile Allez, 75017 PARIS 17, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

ARTICLE 2 : La location concerne un local d'environ 79 m² dans le bâtiment L du site Hélios, lieudit Mante sur la Commune de Fabrègues (34 960).

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30 septembre 2022.

ARTICLE 4 : Le montant mensuel de la redevance est de 230,41€ HT soit 276,49 € TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 3 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180391-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 3 févr. 2022

Réception en Préfecture : 3 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M0D0074EA - Réhabilitation EU et
création poste de refoulement sur la
commune de Fabrègues - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que le renouvellement du réseau ancien et le dévoiement aval du réseau nécessitent des travaux ainsi que la création d'un Poste de refoulement et d'un réseau de refoulement en PEHD DN125 sur la commune de FABREGUES ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 22 semaines ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique : 60%
- ° Prix des prestations au regard du DQE : 40%

- qu'il est proposé d'adopter l'offre du groupement RAMPA TP/POMPAGE RHONE ALPES sis Parc Industriel Rhône Vallée Nord – 07250 Le Pouzin - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0074EA - Réhabilitation EU et création poste de refoulement sur la commune de Fabrègues au groupement RAMPA TP(mandataire)/POMPAGE RHÔNE ALPES sis Parc Industriel Rhône Vallée Nord – 07250 LE POUZIN pour un montant estimatif de 488 338,60 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 22 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

René REVOL

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180446-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
servitude pour la réalisation d'ouvrages
entre ENEDIS et Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;

CONSIDERANT :

- que la décision n°2021-999 relative à la signature de la convention de servitude entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole comportait une erreur matérielle et qu'elle doit être abrogée par la présente décision ;
- que dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS envisage des travaux relatifs au passage de lignes électriques sous-terraines sur un terrain métropolitain ;

- que l'adresse exacte d'implantation des ouvrages est « rue des Marels à Montpellier », dont les références cadastrales sont section RI n°4 ;
- que pour la réalisation de ces travaux, ENEDIS souhaite obtenir un droit de servitude sur cette parcelle ;
- que la convention, objet de la présente décision, est conclue pour la durée des ouvrages.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'abroger la décision n°2021-999 qui comportait une erreur matérielle.

ARTICLE 2 : D'approuver la convention de servitude, objet de la présente décision, à passer entre ENEDIS et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 28 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180434-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 janv. 2022

Réception en Préfecture : 28 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Cité Intelligente

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie data - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

- CONSIDERANT :

- L'objet social de l'association Occitanie Data, totalement complémentaire à la démarche Cité intelligente, stratégie numérique, globale et multisectorielle de la Métropole qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques et qui comprend une politique publique structurée de la donnée urbaine, dans une volonté à la fois de levier économique, mais aussi de transparence et de modernisation de l'action publique.

- Que l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association permet de participer aux travaux du collège n°3 des collectivités territoriales, administrations publiques et autorités administratives ainsi de s'inscrire dans une démarche d'échanges et de réflexions partagées autour de la donnée.

- Que la cotisation d'adhésion à cette association s'élève pour l'année 2022 à 8 300 €HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Occitanie Data, 55, avenue Louis BREGUET La Cité – At Home, 31400 TOULOUSE.

ARTICLE 2 : D'autoriser le renouvellement de cette adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserve de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et des inscriptions aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 13 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180471-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 janv. 2022

Réception en Préfecture : 13 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°9.142 de
Mission OCTA (Organisme Contrôle
Technique Agréé) Sécurité des personnes et
solidité des ouvrages dans le cadre de
l'extension Est de la ligne 1 de tramway
vers le PEM Sud de France - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice- Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des transports et mobilités active ;

- **VU** la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à 7 du code de la commande publique portant sur la mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) Sécurité des personnes et solidité des ouvrages 9M142 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'entreprise BUREAU VERITAS (Puteaux, 92) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que la durée prévisionnelle du présent marché est de sept (7) ans à compter de sa notification.

DECIDE

ARTICLE 1 : Que le marché n°9.142 relatif à la mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) Sécurité des personnes et solidité des ouvrages dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France est attribué à l'entreprise BUREAU VERITAS sise Puteaux (92)

ARTICLE 2 : Que le marché n°9.142 est conclu pour un montant global et forfaitaire de 38 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Qu'au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180477-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Gestion Sociale du Logement

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0074HP
- Hébergement temporaire d'urgence et
accompagnement social des ménages -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI, dans les domaines de « l'Habitat, du Logement et du Parcours résidentiels » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la police spéciale des maires en matière d'habitat transférée au Président de l'EPCI sur l'ensemble de ses 31 communes, il est nécessaire de passer un marché pour de l'hébergement d'urgence et l'accompagnement social des ménages concernés le cas échéant ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes pour une durée initiale d'1 an à compter de sa notification, reconductible par période d'1 an, pour une durée maximale de reconduction de 1 an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur Technique : 60 %
- Prix : 40%

- qu'après analyse, l'association l'Avitarelle, 19 rue Boyer, 34 070 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1B0074HP « Hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social » à l'association l'Avitarelle, pour un montant maximum de 40 000 € HT pour la période initiale, et 35 000 € HT pour la période de reconduction.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 an reconductible par période d'1 an pour une durée maximale 1 reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 et 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180510-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
- Copropriété sise au 3 Avenue Georges
Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF
4001 - dans le cadre de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que le lot privatif n°4 au sein de la copropriété sise 3 avenue Georges Clémenceau à MONTPELLIER, cadastré section EV n°282, appartenant à Mme Agnès VAREILLE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°4 au sein de la copropriété sise 3 avenue Georges Clémenceau à MONTPELLIER, cadastré section EV n° 282, appartenant à Mme Agnès VAREILLE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 14 999 € (QUATORZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 janv. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Julie FRÊCHE

Publiée le : 20 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180533-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 janv. 2022

Réception en Préfecture : 20 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis-domaine
- Promesse unilatérale de vente

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
dans le cadre du projet de cinquième ligne
de tramway sise au 5 rue du Pas du Loup à
MONTPELLIER - Mme FAULQUIER -
UF4930**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 650 m² du bien immobilier sis 5 rue du Pas du loup à MONTPELLIER, cadastré section IK n°146, appartenant à Mme Monique FAULQUIER épouse MAZEROLES est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IK n° 146.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 650 m² du bien immobilier sis 5 rue du Pas du loup à MONTPELLIER, cadastré section IK n°146, appartenant à Mme Monique FAULQUIER épouse MAZEROLES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 381 909 € (TROIS CENT QUATRE VINGT UN MILLE NEUF CENT NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Monique FAULQUIER épouse MAZEROLES et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme Monique FAULQUIER épouse MAZEROLLES.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 janv. 2022

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180545-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 janv. 2022

Réception en Préfecture : 17 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis-domaine
- Promesse unilatérale de vente

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1D0018VD de traitement des collectes
des encombrants des communes de la
Métropole de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 -
Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;

Considérant :

- la nécessité de lancer une consultation pour le traitement des collectes des encombrants des communes de la Métropole de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un appel d'offres ouvert décomposé en 3 lots géographiques (Centre, Est et Ouest), pour une durée initiale d'un an, reconductible une fois 6 mois, puis reconductible deux fois 3 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres de chacun des trois lots étaient les suivants :
 - Valeur techniques au regard du mémoire technique : 60 %
 - Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 21 décembre 2021, a classé et choisi les offres pour chacun des 3 lots :
 - le lot 1 : Encombrants Secteur Centre : SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, sise 351 rue de la Castelle –BP 25133- 34073 MONTPELLIER CEDEX 03, présentant une offre économiquement avantageuse ;
 - le lot 2 - encombrants Secteur Est : SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, sise 351 rue de la Castelle –BP 25133- 34073 MONTPELLIER CEDEX 03, présentant une offre économiquement avantageuse ;
 - le lot 3 – encombrants Secteur Ouest : SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, sise 351 rue de la Castelle –BP 25133- 34073 MONTPELLIER CEDEX 03, présentant une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 1 du marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des communes de la Métropole de Montpellier – lot 1 : Encombrants Secteur Centre à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, pour un montant estimatif de 4 206 162,75 € HT.

D'attribuer le lot 2 du marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des communes de la Métropole de Montpellier – lot 2 : Encombrants Secteur Est à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, pour un montant estimatif de 276 259,89 € HT.

D'attribuer le lot 3 du marché n°M1D0018VD de traitement des collectes des encombrants des communes de la Métropole de Montpellier – lot 3 : Encombrants Secteur Ouest à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS, pour un montant estimatif de 190 662,36 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que, pour chacun des 3 lots, l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service. Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an. Il est reconductible tacitement pour 6 mois puis 2 fois 3 mois pour les deux périodes suivantes. La durée maximale du contrat est de 2 ans.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

François VASQUEZ

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181399-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Les Grives II ' au sein du
périmètre de PUP dit ' Les Grives ' avec le
propriétaire foncier Monsieur SABATIER
sur la Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- **VU** les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019 qui fixe les modalités de partage des coûts des équipements et délimite le périmètre du PUP ;

- **VU** la délibération communale n°2018-060-1/2 relative à la participation au financement de la création de la nouvelle école maternelle sur la commune de Saint-Drézéry ;

Considérant :

- le projet porté par le propriétaire foncier Monsieur Kevin SABATIER qui projette une opération de construction d'un logement individuel libre sur la parcelle cadastrée AE1516, soit une unité foncière d'environ 477 m² ;

- que la parcelle se situe dans le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Les Grives » instauré par délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019.

- qu'en application de la délibération n°M2019-402, il y a lieu de signer une convention de PUP dite « Les Grives II » entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Kevin SABATIER ;

- qu'en application de la délibération n°M2019-402, la réalisation de ce programme de logement nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs (assainissement des eaux usées : construction de la STation d'EPuration (STEP)) ;

- que la Commune de Saint-Drézéry assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et équipements pour la petite enfance ;

- que la participation de Monsieur Kevin SABATIER au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers de la construction à édifier dans le périmètre fixé par la convention « Les Grives II », ci-après figurant en annexe n°3 à la présente décision, s'élève à 13 313,34 € H.T dont :

- 12 225,78 € h.t en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- 1 087,56 € h.t en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de de Saint-Drézéry ;

- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Drézéry percevront directement la contribution financière de Monsieur Kevin SABATIER, permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le projet de convention de PUP « Les Grives II », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Kevin SABATIER est approuvé.

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de Monsieur Kevin SABATIER, dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 13 313,34 €.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès du propriétaire foncier ci-dessus cité, 12 225,78 €.

ARTICLE 4 : La Commune de Saint-Drézéry percevra directement, auprès du propriétaire foncier ci-dessus cité, 1 087,56 €.

ARTICLE 5 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Les Grives II » selon le plan en annexe n°3 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

ARTICLE 6 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 janv. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 21 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180724-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 janv. 2022

Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre de PUP "Les Grives" à Saint-Drézéry instauré par délibération n°M2019-402 du conseil métropolitain en date du 23/07/2019
- Tableau fixant les modalités de partage des coûts des équipements publics
- Plan de situation et périmètre d'application de la convention de PUP "Les Grives II"
- Projet de convention de PUP "Les Grives II" avec le bon pour accord du porteur de projet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un permis de démolir
concernant un abri de jardin situé en
partie sur le domaine public au 1322 rue
du Pioch de Boutonnet à Montpellier -
Agrandissement de l'espace voirie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n°2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- qu'afin de libérer de l'espace pour la voirie, il est nécessaire de procéder à la démolition d'un abri de jardin situé conjointement sur la parcelle BL 267 et sur le Domaine public, au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant un abri de jardin situé conjointement sur la parcelle BL 267 et le Domaine public, au 1322 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier ;

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la demande de permis de démolir visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 19 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180718-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 janv. 2022

Réception en Préfecture : 19 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
KINVENT au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- **VU** la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 janvier 2019, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société KINVENT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1^{er} juin 2021 ;

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 10 janvier 2022 ;

CONSIDERANT :

- que la société KINVENT se trouve en phase charnière de développement commerciale et stabilisation budgétaire et que la convention précitée arrive à échéance, elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

- que la société a exprimé le souhait d'étendre son activité sur une surface complémentaire, libre de toute occupation et contiguë à ses locaux actuels.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société KINVENT pour une période de douze mois à compter du 1^{er} février 2022 et jusqu'au 31 janvier 2023.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société KINVENT pour la surface de 117,97 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 671,63 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 2 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181035-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 févr. 2022

Réception en Préfecture : 2 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société KINVENT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SPECIALIST WANTED au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} février 2019, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SPECIALIST WANTED pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 29 juin 2020 ;

- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 10 janvier 2022 ;

CONSIDERANT :

- que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19 a fortement impacté l'activité de l'entreprise, et a créé par la suite un manque de visibilité quant à son évolution à court terme, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société SPECIALIST WANTED a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPECIALIST WANTED pour une période de douze mois à compter du 1^{er} février 2022 et jusqu'au 31 janvier 2023.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPECIALIST WANTED pour la surface de 29,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 422,97 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 2 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181038-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 févr. 2022

Réception en Préfecture : 2 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIALIST WANTED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la régie d'avances
de la Direction des Finances de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT, en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, dans le domaine des Finances ;

- **VU** la délibération relatives aux délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle de créer, de modifier et de supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- **VU** la délibération modifiée n°4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001, instituant une régie d'avances auprès de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'avis conforme de Monsieur le Trésorier, en date du 11 janvier 2022 ;

CONSIDERANT :

- que pour le bon fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'autoriser une nouvelle dépense.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délibération modifiée n°4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001 a institué une régie d'avances auprès de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Frais d'actes et de contentieux (délivrance des documents cadastraux, droits d'enregistrements et de publications) ;
- Dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de denrées alimentaires, achat de petites fournitures, frais postaux et de télécommunication) ;
- Certificat d'immatriculation des véhicules (par internet et autres) ;
- Exécution de travaux et réparations courantes ;
- Achat d'espaces publicitaires sur internet ;
- Paiement des redevances pour dépôt de marques ;
- Frais de colloques, adhésions, parutions, dont les paiements ne peuvent s'effectuer que par internet ;
- **Achat sur internet de logiciels, abonnements et applications.**

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en espèces ;
- au moyen de chèques bancaires ;
- par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7: Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 7 000 € (sept mille euros).

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année ;
- en cas de changement de régisseur ;
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 :D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à s'iger tout acte relatif à cette affaire.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 janv. 2022

**Monsieur le Premier Vice-Président
Signé.**

Renaud CALVAT

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181057-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement des
adhésions aux associations Sites et cités
remarquables de France, ADMICAL,
FNCC et au GIP Cafés Culture pour
l'année 2022 - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;
- **VU** la délibération n°M2019-95 du 22 mars 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux ;
- **VU** la délibération n°M2018-645 du 3 décembre 2018 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL) ;

- **VU** la délibération n°M2019-277 du 23 mai 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC) ;
- **VU** la délibération n°M2021-250 du 7 juin 2021 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Culture ;

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion aux organismes susmentionnés au titre de l'année 2022

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire, ADMICAL, FNCC et au GIP Cafés Culture, pour des montants respectifs de 4800 €, 2000 €, 2495 € et 5000 € ;

ARTICLE 2 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer les bulletins d'adhésion afférents ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 9 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181078-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9 févr. 2022

Réception en Préfecture : 9 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Cœur de village ' avec la
société ' SAS HELENIS ' sur la Commune
de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- **VU** les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

VU l'avis de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- le projet immobilier porté par la société « SAS HELENIS » qui projette la construction de 42 logements, de 5 commerces et de 4 locaux d'activités sur une unité foncière d'environ 2 068 m² sur les parcelles AL0066p, AL0067 – AL0068 – AL0069 – AL0070 – AL0071 et AL0072 ;

- que la réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure pour un montant prévisionnel de 984 675,68 € HT ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et est concédante de la concession de distribution publique d'électricité ;
- que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau (extension et renforcement du réseau d'adduction en eau potable) ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP dite « cœur de village » en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS HELENIS » ;
- que la participation de la société « SAS HELENIS » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention « cœur de village », ci-après figurant en annexe n°1 à la présente décision, s'élève à 458 903,36 € HT dont :
 - 440 885,36 € HT, incluant un apport foncier valorisé à hauteur de 14 940 € en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - 18 018 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole percevront directement la contribution financière de la société « SAS HELENIS », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage.

DECIDE

ARTICLE 1 : Le projet de convention de PUP « cœur de village », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS HELENIS » représentée par Monsieur Jean-François GAPILLOUT est approuvé.

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SAS HELENIS », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 458 903,36 € HT, incluant un apport foncier valorisé à hauteur de 14 940 € HT.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 440 885,36 € HT incluant un apport foncier valorisé à hauteur de 14 940 € HT ;

ARTICLE 4 : La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 18 018 € HT.

ARTICLE 5 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention de PUP « cœur de village », selon le plan en annexe n°1 à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

ARTICLE 6 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 14 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181088-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 févr. 2022

Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 : Plan de situation et périmètre d'application de la convention de PUP
- Annexe 2 : Projet de convention de PUP "Coeur de Village"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un fonds de
commerce - Salon de toilettage pour chiens
- Parcelle KS1 lots 187 et 188 - rue de Las
Sorbes & avenue de Lodève - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier prévoyant l'élargissement de la rue de Las Sorbes et applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;

- **VU** l'avis du pôle d'évaluations domaniales en date du 06 juillet 2021, estimant le bien en nature de salon de toilettage pour chiens « Bon chic, bon chien » ;
- **CONSIDERANT** l'accord de Monsieur Alain SCHMITT du 20 décembre 2021, pour céder son bail commercial sur les lots 187 et 188 de la parcelle KS 1 à Montpellier, au prix de 20 000 € (vingt mille euros) pour tout prix sans autre indemnité, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Monsieur Alain SCHMITT portant sur les lots 187 et 188 de la parcelle KS 1 située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du PLU.

ARTICLE 2 : Cette transaction aura lieu au prix de 20 000 € (vingt mille euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 14 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181144-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 févr. 2022

Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux
garages - Parcelle KS1 lot 187 et 188 - Rue
de Las Sorbes & avenue de Lodève -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier concernant l'élargissement de la rue de Las Sorbes, et applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- VU l'avis du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 juillet 2021, estimant le bien à 15 000 € (quinze mille euros) par garage, soit 30 000 € (trente mille euros) pour deux garages ;

CONSIDERANT :

- l'accord du propriétaire, Monsieur Michel GUILLERME, en date du 1^{er} décembre 2021, sur les modalités de la transaction ;
- la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition des lots 187 et 188 de la parcelle KS1 située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en nature de garages, propriétés de Monsieur Michel GUILLERME, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Cette transaction aura lieu au prix de 30 000 € (trente mille euros) nets vendeur, conforme avec l'estimation des services fiscaux.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 14 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181153-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 févr. 2022

Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la décision
n°D2018-393 concernant l'adhésion au
groupement de commande pour la
fourniture d'électricité de gaz et de bois -
Imputation des dépenses**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toute modification à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de « l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°D2018-393 du 30 mai 2018 relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commande piloté par le Syndicat Hérault Energies (SHE) pour la fourniture d'électricité, de gaz et de bois ;

CONSIDERANT :

- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses et qu'il convient de la modifier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses prévues concernant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes piloté par le Syndicat Hérault Energies (SHE) pour la fourniture d'électricité, de gaz et de bois, seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181161-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la décision
MD2019-446 concernant le marché n°
M8D0018MG18 de prestation de
gardiennage pour les bâtiments
métropolitains - Imputation des dépenses**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toute modification à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du patrimoine,
- VU la décision MD2019-446 du 13 mai 2019 relative à un marché n° M8D0018MG18 « Accord-cadre de prestation de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise ASI Sécurité sise 235 rue Claude François Parc 2000 à Montpellier (34 080),

CONSIDERANT

- Que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses et qu'il convient de la modifier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses prévues pour le marché n° M8D0018MG18 « Accord-cadre de prestation de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181165-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision modificative de la régie de recettes du CADA

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n°M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales ;

- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- **VU** la délibération relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil au Président et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- **VU** la délibération modifiée n°4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001, instituant une régie de recettes pour la Communication des Actes et Documents Administratifs (CADA) auprès de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'avis conforme du 13 janvier 2022, de Monsieur le Trésorier ;

CONSIDERANT :

- que pour assurer le bon fonctionnement de la régie, il convient d'ouvrir un compte DFT NET.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes du CADA, est modifiée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée allée 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Encaissement du tarif relatif aux photocopies et à l'édition de documents administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole, sur papier ou support électronique (disquette et cédérom) ;
- Encaissement du tarif du livre du Schéma de Cohérence Territoriale.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- au moyen de chèques bancaires.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un ticket ou formule assimilée, facture ou quittance.

ARTICLE 5 : **Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.**

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 € (cinq cents euros) ;

ARTICLE 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par trimestre.

ARTICLE 9 : Le régisseur verse à l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les trimestres et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 10 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 12 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 janv. 2022

**Monsieur le Premier Vice-Président
Signé.**

Renaud CALVAT

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220101-181191-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire de
locaux dans l'immeuble "Coupole Sud" sis
329 rue Léon Blum à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU l'acte d'acquisition en date du 3 janvier 2022 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le lot n°207, dépendant du volume n°20 sur les parcelles cadastrées HI n°315, 356 et 359, sises commune de Montpellier ainsi que les lots 5210 à 5214, correspondant à des places de stationnement en sous-sol, auprès de la SCI SQUIRREL ;
- VU la demande de BNP PARIBAS, locataire de la SCI SQUIRREL, dont le bail est arrivé à échéance le 31 décembre 2021, de proroger son occupation jusqu'au 31 janvier 2022, afin de finaliser les travaux et son déménagement dans leurs nouveaux locaux ;

- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire autorisant l'occupation des locaux du 6^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud ainsi que de 5 places de stationnement en sous-sol ;

CONSIDERANT :

- que l'occupation temporaire jusqu'au 31 janvier 2022 par la société BNP PARIBAS des locaux du 6^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud ainsi que de 5 places de stationnement en sous-sol n'est pas de nature à remettre en cause les projets de redéploiement des services de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la société BNP PARIBAS une convention d'occupation temporaire jusqu'au 31 janvier 2022, portant sur les lots de copropriété n°207, dépendant du volume n°20 sur les parcelles cadastrées HI n°315, 356 et 359, et les lots 5210 à 5214, constituant le plateau du 6^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud situé au 329 rue Leon Blum à Montpellier ainsi que 5 places de stationnement en sous sol.

ARTICLE 2 : L'occupation temporaire est consentie moyennant le versement d'un loyer de 9 345,97 € (neuf mille trois cent quarante cinq euros et quatre-vingt-dix-sept cents) toutes taxes comprises, majoré d'une provision sur charges de 1 090,30 € (mille quatre-vingt-dix euros et trente cents) toutes taxes comprises.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention d'occupation temporaire des locaux visés à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Coralie MANTION

Publiée le : 14 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181226-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 févr. 2022

Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- COT BNP PARIBAS.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre à bons
de commande pour une mission de
géomètre et des prestations de services
connexes pour l'implantation d'une halle
des sports à Montpellier - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD, en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

- **VU** la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- **VU** la décision n°MD2019-332 en date du 6 mai 2019 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, dont l'enveloppe estimative des dépenses s'élève à 105 000 € HT, pour une durée de 15 mois à compter de sa notification, la rémunération du mandataire s'élevant au prix global et forfaitaire de 55 000 € HT ;

- **VU** la décision n°MD2020-828 en date du 26 octobre 2020 autorisant la signature d'un avenant n°1 au mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la SA3M, portant la durée totale du mandat à 36 mois ;

- **VU** le mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball en date du 17 juin 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, ainsi que son avenant n° 1 en date du 9 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de réaliser des missions de géomètre et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée de quatre ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
- la valeur technique, au regard du mémoire technique (60%) ;

- qu'après analyse, le groupement composé des sociétés RELIEF GE (mandataire solidaire), sise 45, rue Jérémie-Bentham – CS 90033, à Pérols Cedex (34473), et MACE CAMPAGNOLO (cotraitant), sise 450, rue Baden-Powell, à Montpellier (34000), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre relatif à des missions de géomètre et des prestations de services connexes, dans le cadre de l'implantation et la construction d'une halle des sports à Montpellier, au groupement composé des sociétés RELIEF GE (mandataire solidaire) et MACE CAMPAGNOLO (cotraitant), pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 150 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée de quatre ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 11 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181246-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 févr. 2022

Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à des travaux de
démolition et de reconstruction d'un mur
de soutènement à Saint Georges d'Orques -
Convention d'occupation temporaire des
parcelles privées des époux MASSERNI et
de Mme MULA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voirie et espace publique » ;
- **VU** la décision du Tribunal imposant à la Métropole de procéder aux travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement soutenant l'espace vert métropolitain et donnant vers la propriété des époux MASSERNI située 17 rue des Charmettes à Saint Georges d'Orques (section cadastrale AO parcelle 222) ;

-VU la décision du Tribunal imposant à la Métropole de procéder aux travaux de démolition et de reconstruction d'un mur de soutènement soutenant l'espace vert métropolitain et donnant vers la propriété de Madame MULA située 1 rue des Cascades à Saint Georges d'Orques (section cadastrale AO parcelles 221 et 224) ;

CONSIDERANT :

- que la réalisation des travaux susmentionnés par la Métropole nécessite un accès au mur de soutènement par les propriétés des époux MASSERNI et de Madame MULA ;

- que l'occupation des parcelles privées pour l'exécution des travaux doit être consentie par les propriétaires par convention ;

- que la convention, objet de la présente décision, est conclue pour une durée de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 1 an.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation temporaire des parcelles des époux MASSERNI et de Madame MULA.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 28 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181305-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 janv. 2022

Réception en Préfecture : 28 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- conv MASSERNI

- conv MULA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de 3 véhicules
de la régie de collecte immatriculés
DZ393EX, AC036BQ et BQ033ZV**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et des biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonctions à VASQUEZ dans le domaine « Prévention et Valorisation des déchets et propreté de l'espace public » ;

CONSIDERANT :

- que le Broyeur HUSMANN HFG – 5 immatriculé DZ393EX acquis par Montpellier Méditerranée Métropole a brûlé en 2012, donnant lieu à une indemnisation par l'assurance, suite à contentieux ;
- que l'exploitation de la plateforme de traitement de Grammont, sur laquelle est stationnée l'épave, nécessite son évacuation ;
- que le renouvellement d'un nombre important de véhicules de collecte de déchets nécessite par ailleurs la vente de deux véhicules réformés.

D E C I D E

ARTICLE 1 :

- Le Broyeur HUSMANN HFG – 5 immatriculé DZ393EX, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole, est cédé à AUBORD RECYCLAGE Fer & Métaux, Démolition

La vente est conclue à titre gratuit, en échange de son évacuation et de sa destruction, à la charge de l'acheteur.

- Les véhicules immatriculés AC036BQ et BQ033ZV, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole, sont cédés à la société Languedoc Matériels – 3 Impasse des Eglantiers ZAC DE MAUMARIN - 34920 LE CRES.

La vente est conclue pour un montant de 2 000 € par véhicule soit un total de 4 000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 2 : La transaction sera conclue par la signature d'un certificat de cession :

- au profit de la société **AUBORD RECYCLAGE Fer & Métaux, Démolition** qui procèdera alors à l'enlèvement du Broyeur HUSMANN HFG – 5 immatriculé DZ393EX sur la plateforme de traitement de Grammont.

- au profit de la société **Languedoc Matériels** qui procèdera alors à l'enlèvement des véhicules immatriculés AC036BQ et BQ033ZV.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les certificats de cession et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 janv. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

François VASQUEZ

Publiée le : 21 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220101-181314-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 janv. 2022

Réception en Préfecture : 21 janv. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SAFEINSIGHT
dans l'immeuble Cap Sigma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP SIGMA à Grabels : la société SAFEINSIGHT, représentée par Monsieur Alain PINCHART a pour activité la R&D Biotech ;
- que dans le cadre de la future installation de la société dans les locaux de Cap Alpha, une mise à disposition gratuite d'un local de stockage dans l'immeuble Cap Sigma (lot CS 0.4 de 43,50 m²) est proposée à la société afin d'y entreposer son spectromètre de masse, pour une durée de 1 mois renouvelable.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SAFEINSIGHT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 2 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181330-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 févr. 2022

Réception en Préfecture : 2 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande de décision

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIGICONIX
dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue d'une domiciliation dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société DIGICONIX a une activité de programmation informatique. Elle est représentée par Monsieur Aurélien COGET, également gérant de la société GO2SCALE, locataire du lot BO2A de 61 m². DIGICONIX est candidate à la domiciliation de son entreprise dans ce même lot.

L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

La durée de cette domiciliation est conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024 ou le départ de la société GO2SCALE de l'immeuble.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIGICONIX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 2 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181337-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 févr. 2022

Réception en Préfecture : 2 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande de décision

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G1D0052MG - Groupement de
commandes pour l'achat de carburant et
électricité pour véhicules - Attributions des
lots n°1, 2, 4 et 5**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT:

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes Cournonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Brès et Villeneuve-lès-Maguelone de disposer d'un marché de carburant et d'électricité pour véhicules ;

- qu'à cet effet, une convention de groupement de commande a été signée le 19 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée coordonnateur du groupement ;

- qu'une procédure en appel d'offre ouvert a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché n°G1D0052MG « Groupement de commandes achat de carburant et électricité pour véhicules » à 7 lots, les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre sans minimum et avec maximum passé en application L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;

- que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 31.12.2022, pour les lots 4 et 7 et, concernant les autres lots, jusqu'au 31/12/2022, pour une période initiale courant de sa notification, ou si sa notification est antérieure à cette date, à compter des dates suivantes :

- Pour le lot n°1 : 19/03/2022

- Pour le lot n°2 : 26/03/2022

- Pour le lot n°3 : 19/03/2022

- Pour le lot n°5 : 30/07/2022

- Pour le lot n°6 : 30/07/2022

L'accord-cadre est reconductible 3 fois 1 an ;

- que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Pour le lot 1 « Fourniture de carburant avec carte accréditives sur le territoire national et les pays de l'Europe » :
 - 1-Valeur technique maillage territorial et modalités de gestion : 60%
 - 2-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- Pour le lot 2 « Fourniture et livraison de carburant en vrac » :
 - 1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 80%
 - 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 20%
- Pour le lot 4 « Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national » :
 - 1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 50%
 - 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 50%
- Pour le lot 5 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive CENTRE » :
 - 1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 75%
 - 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 25%

- qu'après analyse, la Commission d'Appel d'Offre en date du 13 janvier 2022 a classé les offres et choisi :

- Pour le lot n° 1 « Fourniture de carburant avec carte accréditives sur le territoire national et les pays de l'Europe », la société TotalEnergies Marketing France sise 562 Avenue du Parc de l'Ile à Nanterre (92 029), qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Pour le lot n°2 « Fourniture et livraison de carburant en vrac », la société Ramond sise 1, rue des Drapiers à Lodève (34 700) qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Pour le lot n°4 « Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national », la société TotalEnergies Marketing France sise 562 Avenue du Parc de l'Ile à Nanterre (92 029), qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Pour le lot n°5 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive CENTRE », la société GNVERT sise 1, rue Galilée à Noisy Le Grand (93 160) qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;

- que le lot n°3 « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS », lot n°6 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive EST » et lot n°7 « Achat d'électricité par carte accréditive pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables » sont déclarés sans suite pour infructuosité et relancés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n° 1 « Fourniture de carburant avec carte accréditives sur le territoire national et les pays de l'Europe », à la société TotalEnergies Marketing France sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 4 400 000 € HT.

ARTICLE 2 : D'attribuer le lot 2 « Fourniture et livraison de carburant en vrac » à la société Ramond sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 240 000 € HT.

ARTICLE 3 : D'attribuer le lot 4 « Fourniture de superéthanol E85 sur le territoire national » à la société TotalEnergies Marketing France sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 500 € HT.

ARTICLE 4 : D'attribuer le lot 5 « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive CENTRE » à la société GNVERT sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant sans minimum et avec un maximum de 540 000 € HT.

ARTICLE 5 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés visés aux articles 1 à 4 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181359-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à la cession d'un copieur vétuste de marque Toshiba n°CFJF62912

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un copieur vétuste de marque Toshiba n° CFJF62912 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un copieur vétuste et qu'il convient de le céder ;
- **CONSIDERANT** que ledit copieur est situé à l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) de Montpellier LR, sise Maison Louis Juvet, 19 rue Lallemand à Montpellier (34 000) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un copieur vétuste de marque Toshiba modèle n°FJF62912 à l'ENSAD.

ARTICLE 2 : La cession est à titre gracieux en raison de la vétusté du copieur.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 4 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181417-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 févr. 2022

Réception en Préfecture : 4 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°G1C0032MG ' Maintenance et
réparation de véhicules électriques de
marque Goupil et engin électriques du
même type ' - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande Publique ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

- VU la convention de groupement de commande du 29 novembre 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant un marché d'entretien de véhicules et engins techniques et un marché de contrôle réglementaire des véhicules et engins techniques ;

CONSIDERANT :

- Que le lot 6 « Maintenance et réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type » du marché G9D0138MG « Maintenance et réparation des véhicules techniques » a été déclaré infructueux et qu'il convenait de le relancer ;

- Qu'une procédure a été lancée en procédure avec négociation, conformément aux articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée courant à compter de sa date de notification jusqu'au 31.12.2022, reconductible 2 fois 1 an ;

- Que cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par les articles L.2112-2 à L21124 et L2113-13 du Code de la commande publique, ainsi que de l'article L2111-1 pour la prise en compte de la dimension développement durable dans la définition de ce besoin et la réservation du marché aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs défavorisés ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est le coordinateur du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1-Valeur technique: 50%
- 2-Prix des prestations: 50%

- Qu'après analyse, la société Mobileco, sise 321 rue du mas Saint Pierre, 34070 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

Article 1 : D'attribuer le marché de service G1C0032MG « Maintenance et réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engin électriques du même type » à la société Mobileco pour une durée courant à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2022, reconductible 2 fois 1 an.

Article 2 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole,

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181524-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
- Copropriété sise au 3 Avenue Georges
Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF
4001 - dans le cadre de la ligne 5 de
tramway - Retrait de la décision
n°MD2022-076 du 19 janvier 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente en date du 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;
- **VU** la décision n°MD2022-076 relative à une acquisition foncière - Copropriété sise au 3 Avenue Georges Clemenceau - Mme Vareille - Lot 4 - UF 4001 - dans le cadre de la ligne 5 de tramway.

CONSIDERANT

- que le lot privatif n°4 au sein de la copropriété sise 3 avenue Georges Clémenceau à MONTPELLIER, cadastrée section EV n° 282, appartenant à Mme Agnès VAREILLE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition ;
- qu'une décision pour acquisition foncière de ce bien a été prise le 19 janvier 2022 mais qu'il convient cependant de retirer cette décision signée par Madame la déléguée aux Transports et Mobilités actives, car seul, Monsieur le Président a reçu délégation du Conseil Métropolitain pour exercer les décisions relatives aux acquisitions foncières dans le cadre du projet de ligne 5 de tramway ;
- que dans ces conditions, il convient de prendre une nouvelle décision pour l'acquisition foncière de ce bien ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De retirer la décision d'acquisition foncière n°MD2022-076 prise le 19 janvier 2022.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot privatif n°4 au sein de la copropriété sise 3 avenue Georges Clémenceau à MONTPELLIER, cadastrée section EV n° 282, appartenant à Mme Agnès VAREILLE.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 14 999 € (QUATORZE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 4 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

- Monsieur Nicolas SILBERZAHN, Directeur Général Délégué de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 janv. 2022

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181568-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 janv. 2022

Réception en Préfecture : 24 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
Convention de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier pour le marché
G0D0065EP de maintenance et travaux de
voirie - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés par le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des voiries et de l'Espace Public ;
- **VU** la décision n°2020-881 autorisant la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la conclusion des lots 6 à 10 du marché G0D0065EP de maintenance et de travaux de voirie ;

- Lot 6 – Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent
- Lot 7 – Montpellier – Quartiers Centre 1,3 et 4
- Lot 8 – Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes
- Lot 9 – Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2
- Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé

CONSIDERANT :

- Que la convention initiale comporte une erreur matérielle sur les montants maximums annuels métropolitains ;
- Qu’il convient de modifier les montants maximums annuels métropolitains de la façon suivante :

Intitulé des lots	Montants minimums annuels	Montants maximums annuels	Montants maximums annuels corrigés
Lot 6 – Montpellier – Quartiers Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent			
- Pour la Métropole	600 000€ HT	2 500 000€ HT	2 400 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT
Lot 7 – Montpellier – Quartiers Centre 1,3 et 4			
- Pour la Métropole	700 000€ HT	3 000 000€ HT	2 900 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT
Lot 8 – Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes			
- Pour la Métropole	600 000€ HT	2 500 000€ HT	2 400 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT
Lot 9 – Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2			
- Pour la Métropole	600 000€ HT	2 500 000€ HT	2 400 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT
Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé			
- Pour la Métropole	150 000€ HT	600 000€ HT	500 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT

- Qu’afin d’assurer une continuité de service sur le territoire métropolitain, il convient de modifier la répartition initiale financière entre la Métropole et la Ville pour le lot 10 « fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé ».
- Que la nouvelle répartition financière du lot 10 est la suivante :

Lot 10 – Fourniture et mise en œuvre d’asphalte coulé		
- Pour la Métropole	150 000€ HT	580 000€ HT
- Pour la ville de Montpellier	0€ HT	20 000€ HT

DECIDE

ARTICLE 1 : D’approuver l’avenant n°1 à la convention de groupement de commandes corrigeant l’erreur matérielle sur les montants maximums annuels métropolitains et modifiant la répartition

financière entre la Ville et la Métropole sur le lot 10 « Fourniture et mise en œuvre d'asphalte coulé ».

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la conclusion des lots 6 à 10 du marché de maintenance et de travaux de voirie.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant à la convention relative au groupement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181614-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avt 1 convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels

Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la construction de 678
logements sociaux - Garantie globale des
emprunts mobilisés par l'OPH ACM
Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et
Consignations entre le 15 mars 2019 et le
15 septembre 2020 - Délibération
n°M2019-182 du 18 avril 2019 -
Modification**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération n°M2019-182 du 18 avril 2019 relative à la garantie globale des emprunts mobilisés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;

-VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

-VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT :

- que par délibération n°M2019-182 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe de la contractualisation globale des prêts souscrits par l'Office Public de l'Habitat ACM, ci-dessous nommé « l'Emprunteur » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur une période de 18 mois, du 15 mars 2019 au 15 septembre 2020 ;

- que cet accord concernait de façon prévisionnelle 25 opérations et 726 logements sociaux, pour un montant de prêts maximum de 92 506 410 € que la Métropole s'engageait à garantir en totalité ;

- qu'au 15 septembre 2020, 23 opérations ont fait l'objet d'un contrat de prêt signé ; les prêts effectivement contractés représentant 678 logements et 84 803 875 € garantis à hauteur de 100 % par Montpellier Méditerranée Métropole, et le montant total des prêts effectivement mobilisés par le bailleur à 65 208 021 € ;

- que ces opérations sont listées, et leurs plans de financements actualisés détaillés dans le tableau annexé à la présente décision qu'il convient d'adjoindre à la délibération initiale n°M2019-182 du 18 avril 2019, tout comme le tableau relatif aux caractéristiques financières actualisées des prêts, également en annexe.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement de l'ensemble des prêts souscrits par l'Emprunteur dans le cadre de la garantie globale auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans chaque contrat signé.

La liste des opérations, leurs plans de financement, ainsi que leurs caractéristiques financières actualisés sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

ARTICLE 4 : d'approuver la modification de la délibération n°M2019-182 du 18 avril 2019.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Claudine VASSAS MEJRI

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181623-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe délibération LOG 2019-2021 - n°M2019-182.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du droit de
préemption urbain à la commune de
Castries à l'occasion de la vente de la
propriété de la SCI LES NECTARINES -
58 rue Redier - Parcelle AH 221 -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de déléguer le droit de préemption urbain (DPU) à une commune membre, à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castries approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juillet 2010 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal de la commune de Castries du 29 juillet 2010 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Castries ;

- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 27 octobre 2021, envoyée par Maître SERPENTIER notaire à Le Crès (34), reçue en Mairie de Castries le 2 novembre 2021, concernant la vente par la SCI LES NECTARINES, d'un appartement avec parking, constituant les lots 7 et 11 de la copropriété 58 rue Antoine Redier à Castries, cadastrée section AH 221, au prix de 205.000 € ;

CONSIDERANT :

- que la commune de Castries souhaite se porter acquéreur des lots vendus par la SCI LES NECTARINES afin de mener à bien une opération de logement social ;
- qu'afin de permettre à la commune de Castries de réaliser ce projet d'intérêt général, il convient de lui déléguer le droit de préemption urbain à l'occasion de cette vente ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la commune de Castries à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LES NECTARINES, un appartement avec parking, constituant les lots 7 et 11 de la copropriété 58 rue Antoine Redier à Castries, cadastrée section AH 221.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 janv. 2022

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 janv. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181646-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 janv. 2022

Réception en Préfecture : 26 janv. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M1D0004EA - Études de ruissellement et
des schémas directeurs hydrauliques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

Considérant :

- que pour améliorer la connaissance du risque inondation par ruissellement pluvial sur le territoire de la Métropole de Montpellier, des études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire : 1 attributaire, sans minimum, ni maximum pour une durée de 1 an, reconductible 3 ans. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique : 60 %
 - ° Prix des prestations au regard d'un DQE masqué : 40 %
- qu'il est proposé à la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 janvier 2022 de choisir sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum, ni maximum, l'entreprise INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE sise Domaine du Petit Arbois – Pavillon Laennec – BP 20056 – 13545 AIX - EN – PROVENCE Cedex 4 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M1D0004EA - Études de ruissellement et des schémas directeurs hydrauliques à l'entreprise INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE sise Domaine du Petit Arbois – Pavillon Laennec – BP 20056 – 13545 Aix - en - Provence Cedex 4.

Le marché prend effet à compter de sa notification sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum, ni maximum. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 ans. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Véronique NEGRET

Publiée le : 11 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181669-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 févr. 2022

Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête SCI
VINCI INVESTISSEMENT -Cour
d'Appel de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **VU** la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- l'appel à l'encontre du Jugement du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault n°21/34 du 24 novembre 2021 déposé devant la Cour d'Appel de Montpellier par la Société Vinci Investissement dans le cadre de la fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée CH n°107 Zac des Commandeurs, sise sur la commune de Lattes ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel déposé par la SCI VINCI INVESTISSEMENT contre le jugement n°21/34 du Juge de l'Expropriation de Montpellier.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181683-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un permis de démolir
pour un garage et une clôture situés devant
le 45 rue de Triolet à Montpellier - prise de
possession du Domaine Public**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT** que pour réaliser la prise de possession du Domaine Public, il est nécessaire de procéder à la démolition d'un garage et d'une clôture situés sur un espace à vocation voirie et adjacent à la parcelle cadastrée AW 175 au 45 rue de Triolet à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant un garage et une clôture situés sur un espace à vocation voirie et adjacent à la parcelle cadastrée AW 175 au 45 rue de Triolet à Montpellier ;

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la demande de permis de démolir visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 4 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181681-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 févr. 2022

Réception en Préfecture : 4 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°5167EA18 de prestation de géo-
détection sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion Raisonnée, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement ;

- **VU** la décision n°MD2019-295 du 02 avril 2019 attribuant le marché multi-attributaires sans minimum ni maximum n°5167 Prestations de géo détection associées aux travaux sur les réseaux d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole à la société ADRE RESEAUX sise 8 rue Jean-Baptiste PERRIN – 33 320 EYSINES ;

- CONSIDERANT :

-Qu'il convient d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux au marché afin de faire face aux besoins requis par le pôle Proximité et Espaces Publics ;

-Qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour inclure ces prix nouveaux au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché n°5167EA18 de prestation de géodétection sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société ADRE RESEAUX sise 8 rue Jean-Baptiste PERRIN – 33 320 EYSINES, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

René REVOL

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181691-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5167 - avenant 1 signé ADRE RESEAUX.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 de
prorogation de la convention d'occupation
temporaire entre la Commune de
Montpellier et Montpellier Méditerranée
Métropole - Ancien Hôtel de Ville - Pôle
numérique French Tech**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU** la convention de mise à disposition du 19 février 2016 conclue entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le bâtiment dénommé Ancien Hôtel de Ville, Bâtiment A, sis 1 Place Francis Ponge 34000 Montpellier ;

CONSIDERANT :

- Que la Commune de Montpellier, propriétaire du bâtiment dénommé Ancien Hôtel de Ville, Bâtiment A, sis 1 Place Francis Ponge 34000 Montpellier, a consenti et accepté le 19 février 2016 une convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 6 ans à Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de l'Ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Que cette convention a été conclue dans le cadre de la gestion par la Métropole d'un pôle numérique « totem » pour la labellisation « French Tech » ;
- Que cette opération s'inscrit dans les compétences de la Métropole en matière de développement économique et présente également un fort intérêt général pour la Commune et la promotion de son territoire ;
- Que cette convention arrivant à échéance au mois de février 2022, la Ville souhaite poursuivre ce partenariat en prorogeant la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée d'un an à compter du 19 février 2022 ;
- Qu'il est nécessaire de signer un avenant n°1 afin de proroger la Convention jusqu'au 19 février 2023 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la Commune de Montpellier un avenant n° 1 de prorogation à la convention d'occupation temporaire du 19 février 2022 concernant la mise de disposition de l'Ancien Hôtel de Ville dans le cadre de l'opération « French Tech ».

ARTICLE 2 : L'Avenant n°1 proroge la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée d'un an à compter du 19 février 2022 et porte l'échéance de la convention au 19 février 2023.

ARTICLE 3 : Les autres clauses et conditions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant 1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 7 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181774-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 4 févr. 2022

Réception en Préfecture : 4 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT avenant 1 Ville - 3M AHDV.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2200325-3 et n°2200326-3 TA -
Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **VU** la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2200325-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 janvier 2022 par Madame Djamila BENATTOU, sollicitant la somme de 13 200 € à titre de provision en réparation de ses préjudices extra-patrimoniaux subis consécutivement à un accident de service ;
- la requête n°2200326-3 en indemnisation déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 janvier 2022 par Madame Djamila BENATTOU sollicitant la somme de 13 200 euros en réparation de ses préjudices extra-patrimoniaux subis consécutivement à un accident de service ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2200325-3 et n°2200326-3 par Madame Djamila BENATTOU.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181795-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
M1D0100EP - Travaux d'extension et de
réhabilitation du parking des Libertés à
Castries et aménagement des abords -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public ;

- **VU** la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'extension et de réhabilitation du parking des libertés et aménagement des abords sont nécessaires sur la Commune de Castries ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de : 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif, pondéré à 60 % ;
 - Valeur technique au regard du mémoire technique, pondérée à 40 % ;
- qu'après analyse, la société Colas Midi Méditerranée sise ZI du Salaison – 820 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M1D0100EP relatif aux travaux d'extension et de réhabilitation du parking des libertés et aménagement des abords sur la Commune de Castries à l'entreprise Colas Midi Méditerranée sise ZI du Salaison – 820 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues pour un montant estimatif de 403 225,85 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181815-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de candidature de la société
ALL IN ONE ELECTRONICS dans les
Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS en vue du renouvellement de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son gérant, Monsieur Olivier SAUZEAT, est spécialisée dans la conception, l'industrialisation et la fabrication de cartes électroniques assemblées. Elle est candidate au renouvellement de son bail pour le lot 5 d'une surface de 112,5 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 10 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 3 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181895-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 3 févr. 2022

Réception en Préfecture : 3 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0032RI
- Assistance à maîtrise d'ouvrage
organisationnelle et fonctionnelle dans le
cadre des projets de plateformes e-service
et e-administration mutualisées de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'être accompagné par une assistance à maîtrise d'ouvrage organisationnelle et fonctionnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'un marché à procédure adaptée, passé en application des articles R. 2123-1 du Code de la Commande Publique et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code susvisé, a donc été lancé ;
- que l'accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 80 000 € HT est passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la Commande Publique pour une période initiale de 2 ans à compter de la notification du marché ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - analyse de la valeur technique – 60% ;
 - analyse au regard du prix des prestations – 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SAS COMOE, 56 rue Benjamin Baillaud, 31500 TOULOUSE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre à bons de commandes n°M1B0032RI d'AMO fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise SAS COMOE comme suit :

- sans montant minimum et pour un montant maximum estimé de 80 000 € HT pour la durée totale du marché ;
- forme de prix : prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 févr. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 11 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181930-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 févr. 2022

Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
travaux entre TaM (agissant pour le
compte de Montpellier Méditerranée
Métropole) et RTE - Réseau de Transport
d'Électricité pour la réalisation de travaux
de dévoiement de la ligne 63 kV Castelnau
- Quatre Seigneurs dans le cadre des
travaux de la 5ème ligne de tramway de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente, 15 juillet 2020,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transports et mobilités actives »,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- **VU** la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- **VU** la décision de Métropole n°MD2021-1046 du 23 novembre 2021 relative à une convention d'études entre la SEM TAM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et RTE – Réseau de transport d'Electricité pour la réalisation du dévoiement de la ligne 63kV « Catselanu –Quatre Seigneurs » dans le cadre des travaux de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier.
- **VU** la délibération relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil au Président et notamment celle d'autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que la société RTE est le gestionnaire du Réseau Public de Transport d'électricité (RPT) ;
- que la ligne électrique 63kV Castelnau – 4 Seigneurs appartenant au Réseau Public de Transport d'électricité (RPT) se situe sur l'emprise du projet de 5^{ème} de tramway entre le giratoire du « Professeur Louis Malassy » et le giratoire « Agropolis » ;
- que l'emplacement actuel de la ligne électrique 63kV Castelnau – 4 Seigneurs est incompatible avec la configuration de la voirie envisagée avec le projet de 5^{ème} ligne de tramway ;
- qu'il convient de réaliser des travaux de dévoiement de la ligne électrique 63kV Castelnau – 4 Seigneurs pour mener à bien les travaux de la 5^{ème} ligne de tramway.

DECIDE

ARTICLE 1 : La convention de travaux en objet est établie entre TAM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE Réseau de Transport d'Electricité.

ARTICLE 2 : Cette convention a pour but de déterminer les conditions techniques, financières et de délais pour la réalisation par RTE des travaux de modification de ses ouvrages conformément aux résultats des Études préalablement réalisées sur ce secteur.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la présente décision.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Julie FRÊCHE

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182068-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de travaux Tramway RTE-TAM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association des Maires de
France et des Présidents
d'Intercommunalité et de l'Association des
Maires du Département de l'Hérault**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politique contractuelles et coopération avec les communes » ;

CONSIDÉRANT :

- que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;

- que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- qu'aujourd'hui, 33 691 communes et 840 EPCI en sont adhérents ;
- qu'il est proposé au titre de l'année 2022 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 11 680 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault au titre de l'année 2022 pour un montant total de 11 680 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2022

**Monsieur le Premier Vice-Président
Signé.**

Renaud CALVAT

Publiée le : 9 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182147-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9 févr. 2022

Réception en Préfecture : 9 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Appel à cotisation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI LES
HAUTS DE LABOURNAC - immeuble à
usage industriel - Parcelle AD 54 - 225
route de Nîmes - Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 6 février 2006 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal de la Commune de Baillargues du 1^{er} juin 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU ;
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 8 novembre 2021, envoyée par Maître CLARET, notaire à Pérols (34), reçue en Mairie de Baillargues le 16 novembre 2021, concernant la vente par la SCI LES HAUTS DE LABOURNAC, d'un ensemble immobilier à usage industriel occupé, situé 225 route de Nîmes à Baillargues, cadastré section AD 54, au prix de 600 000 € plus 31 920 € de commission d'agence ;
- **VU** le constat dressé le 10 janvier 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L. 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** l'avis de France domaine du 13 janvier 2022 ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que la propriété de la SCI LES HAUTS DE LABOURNAC, est située en zone 1 AU au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Baillargues correspondant à une zone naturelle insuffisamment équipée, réservée pour une urbanisation future dans l'attente de l'établissement d'un projet d'aménagement d'ensemble et de la réalisation des équipements nécessaires ;
- que ce bien fait l'objet de 2 baux commerciaux au profit de la SARL EUROPE HISTO RACING et de la société SOMALI et d'un bail dérogatoire au profit de la société AUTO 113 ;
- qu'il s'avère qu'après visite du bien, les bâtiments nécessitent d'important et coûteux travaux concernant notamment la sécurité des lieux. L'installation électrique est à reprendre, d'importantes fuites d'eau par la toiture et les façades imposent des travaux urgents qui devront être précédés d'un désamiantage, des parois verticales coupe-feu devront être installées ainsi que des équipements d'alarme et de lutte contre les incendies, l'assainissement autonome et à mettre aux normes et une des parties louées est à raccorder ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole veut créer un nouveau parc d'activités sur cette zone afin de pouvoir répondre aux demandes très nombreuses d'implantation des entreprises ;
- qu'en vue de la réalisation de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole a déjà réalisé plusieurs acquisitions foncières, d'une surface totale de 8,4 hectares, sur ce secteur, et notamment les terrains voisins de la propriété de la SCI LES HAUTS DE LABOURNAC ;

- que l'acquisition de cette propriété est donc nécessaire, en vue de réaliser le parc d'activités en projet sur la zone, ledit projet étant conforme aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs ;

- que le prix de vente proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner est excessif au regard des travaux incontournables et urgents que nécessite le bien.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI LES HAUTS DE LABOURNAC, constitué d'un ensemble immobilier à usage industriel occupé, situé 225 route de Nîmes à Baillargues, cadastré section AD 54.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 420 000 € plus une commission d'agence de 31 920 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R. 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182171-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 févr. 2022

Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société INNOVATIVE DIAGNOSTICS, Président, elle-même représentée par M. Philippe POURQUIER, Gérant, est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique).
Actuellement locataire des lots CD 1A et 1B de 795 m², la société est candidate à la location d'une surface supplémentaire soit le lot CG 3.4 de 151 m² pour une période 9 mois.
L'entreprise projette un effectif de 45 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 11 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182208-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 févr. 2022

Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire de l'auditorium
du Site archéologique Lattara - musée
Henri-Prades par l'association du Festival
International du Cinéma Méditerranéen
de Montpellier (CINEMED) - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées par délibération au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- **VU** la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020, fixant les tarifs applicables au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;

- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de répondre aux demandes de l'association du Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier (CINEMED), concernant la mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades pour l'organisation de manifestations culturelles ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades par Montpellier Méditerranée Métropole est accordée à l'association du Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier, sur 3 journées entre mars et mai 2022, afin d'y organiser des séances de projection audiovisuelles gratuites destinées au public scolaire de la Métropole de Montpellier à l'occasion de l'édition 2022 du CINEMED.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition ponctuelle et non exclusive, consentie à titre gracieux, est définie dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association du festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier.

ARTICLE 3 : Monsieur le Premier Vice-président délégué aux finances, politiques contractuelles et à la coopération avec les communes est autorisé à signer cette convention d'occupation temporaire du domaine public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2022

**Monsieur le Premier Vice-Président
Signé.**

Renaud CALVAT

Publiée le : 14 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182245-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 févr. 2022

Réception en Préfecture : 14 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022 -Mise à disposition auditorium CINEMED V.5.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
de mobilier archéologique du Site
archéologique Lattara - musée Henri-
Prades de Montpellier Méditerranée
Métropole dans le cadre de l'exposition
"Les Etrusques. Une civilisation en
Méditerranée" organisée par la Société
Contemporanea Progetti au musée de la
Romanité de la Ville de Nîmes du 15 avril
au 23 octobre 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT :

- l'organisation par la Société Contemporanea Progetti – d'une exposition intitulée "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" du 15 avril au 23 octobre 2022 au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes ;

- que dans ce cadre, la Société Contemporanea Progetti désire emprunter 6 objets appartenant au Site archéologique Lattara – musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre la Société Contemporanea Progetti et le Site archéologique Lattara – musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt de six objets à l'occasion de l'exposition "Les Etrusques. Une civilisation en Méditerranée" organisée par la Société Contemporanea Progetti au musée de la Romanité de la Ville de Nîmes.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin après le transport retour et la restitution de tous les objets empruntés prévue le vendredi 4 novembre 2022 (date prévisionnelle du transport retour).

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou (transport, montage, démontage et exposition) des objets prêtés à la charge de la Société Contemporanea Progetti.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Eric PENSO

Publiée le : 9 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182295-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9 févr. 2022

Réception en Préfecture : 9 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1_convention de prêt _Liste d'œuvres_Lattes.pdf

- 2022_Convention de Prêt Contemporanea Progetti Nîmes_expo Etrusques V.2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2200453-4 TA Référé précontractuel-
Société l'Atelier A/S Marguerit"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **VU** la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2200453-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 janvier 2022 par la société l'Atelier A/S MAGUERIT tendant à l'annulation de la procédure de passation de l'accord-cadre de prestations de services engagée par la SA3M ayant pour objet la mission de conception urbaine en vue de l'aménagement du secteur PAGEZY-ANTIGONE à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Métropole de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200453-4 par la société l'Atelier A/S MARGUERIT.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182288-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société PREDICTCAN
dans l'immeuble Cap Delta à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP DELTA à Grabels : la société PREDICTCAN, représentée par Monsieur Hong Tuan DUONG est spécialisée dans la R&D et la prestation de service dans le domaine de la santé et des biotechnologies, notamment de modèles dérivés du patient souffrant de cancer pour tester les effets thérapeutiques et la toxicité médicamenteuse de nouvelles molécules.
Elle est candidate à la location du lot CD BO8B de 67,52 m² pour une période de 36 mois avec une clause de mobilité sur CAP SIGMA au 01/01/2023 au plus tard.
L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société PREDICTCAN ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 11 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182344-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 févr. 2022

Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2200522-1 et n°2200523-1 TA - Monsieur
Franck MERICAN et Autres"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **VU** la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2200522-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 février 2022 par Monsieur Franck MERICAN et autres contre la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de débiter les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section DO n°39 à

Montpellier révélée par le commencement desdits travaux et ce, dans le cadre du projet de village de transition ;

- la requête en référé suspension n°2200523-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 février 2022 par Monsieur Franck MERICAN et autres tendant à la suspension de l'exécution de la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de débiter les travaux d'aménagement de la parcelle cadastrée section DO n°39 à Montpellier révélée par le commencement des travaux et ce, dans le cadre du projet de village de transition ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2200522-1 et n°2200523-1 par Monsieur Franck MERICAN et Autres.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 févr. 2022

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 10 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182497-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 févr. 2022

Réception en Préfecture : 10 févr. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0117RI
- Maintenance et évolution de la gamme
ArcGIS d'ESRI pour l'année 2022 -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- **VU** l'acquisition des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS auprès de la société ESRI France ;

- VU le transfert de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public de la Ville de Montpellier vers la Métropole ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance de ces logiciels et de bénéficier d'un support technique ;

- que seule la société ESRI FRANCE peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance et de support technique informatiques est conclu avec la société ESRI FRANCE, 21 rue des Capucins, 92195 MEUDON Cedex.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS mis en œuvre par le service SIG Métropolitain et la Direction des Ressources Informatiques et utilisés par l'ensemble des directions métiers de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 et court jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 4 : D'attribuer cet accord-cadre à bons de commande n°M1B0117RI, sans minimum et un maximum de 87 162, 20 € HT au regard du DQE.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 févr. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 11 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182584-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 févr. 2022

Réception en Préfecture : 11 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIGITALocal
dans une partie de l'Espace Numérique
Collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel
French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- que par délibération n°13560 du 27 janvier 2016, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans ;
- que suite à la décision MD2022-135 relative à l'avenant n°1, à la délibération ci-dessus, la convention entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- la candidature de la société DIGITALocal en vue de la mise à disposition d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), 1 place Francis Ponge à Montpellier pour l'animation d'un atelier numérique. Cet espace de formation, dédié au numérique, accompagnera un large public (étudiants, parents, gérants de PME ou d'association...) vers une meilleure maîtrise des outils numériques et innovants. La gestion opérationnelle des ateliers numériques de GOOGLE à Montpellier a été confiée à l'agence DIGITALocal (groupe Ekstend).

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIGITALocal ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : La mise à disposition d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF est conclue pour une durée de 10,5 mois à compter du 13 février 2022, date de signature de la convention partenariale, et selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu. Le tarif de location du lieu, précisé dans la convention, est déterminé au prorata de l'utilisation horaire des locaux et de la superficie mise à disposition.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182906-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de L'UNIVERSITE DE
PERPIGNAN VIA DOMITIA d'une partie
de l'ESPACE NUMERIQUE
COLLABORATIF au rez-de-chaussée de
l'Hôtel French Tech**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- que par délibération n°13560 du 27 janvier 2016, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans ;

- que suite à la décision MD2022-135 relative à l'avenant n°1, à la délibération ci-dessus, la convention entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 ;

- la candidature de L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA en vue de la mise à disposition, une fois par semaine, d'une salle de réunion et d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), 1 place Francis Ponge à Montpellier pour des étudiants porteurs du Statut national Étudiant-Entrepreneur et des Alumni, dans le cadre d'ateliers menés dans le cadre du dispositif PEPITE-LR.

L'Espace Numérique Collaboratif sera également mis à disposition à l'occasion d'afterworks, préférablement le jeudi en soirée (entre 17h30 et 21h30 au plus tard), sur demande préalable de réservation et en fonction de la disponibilité de l'Espace.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : La mise à disposition d'une salle de réunion et d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF est conclue du 19 février 2022 au 31 décembre 2022, date de signature de la convention partenariale, et selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu. Le tarif de location du lieu, précisé dans la convention, est déterminé au prorata de l'utilisation horaire des locaux et de la superficie mise à disposition.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 févr. 2022

**Madame la Vice-Présidente
Signé.**

Hind EMAD

Publiée le : 21 févr. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-182912-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 févr. 2022

Réception en Préfecture : 21 févr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

LISTE DES ARRETES REGLEMENTAIRES
FEVRIER – MARS 2022

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2022-0004	Arrêté fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique - Annulation partielle de l'arrêté n°MAR2021-0027	474
MAR2022-0005	Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	477
MAR2022-0009	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Montpellier	482
MAR2022-0010	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Castelnau Le Lez	485
MAR2022-0011	Zone d'aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Cahier des charges de cession ou de location de terrains - Dispositions générales	487
MAR2022-0012	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de Fabrègues	489
MAR2022-0013	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vendargues	492
MAR2022-0014	Délégations de signature - Pôle Déchets et Cycles de l'Eau	494
MAR2022-0015	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines	502



Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté fixant les limites de l'exercice de la
délégation de Madame Hind EMAD, Vice-
Présidente déléguée au Développement
économique et numérique - Annulation
partielle de l'arrêté n° MAR2021-0027**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;
- **VU** la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- **VU** le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- **VU** l'arrêté n° MAR2021-0027 fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique ;
- **VU** la déclaration d'intérêts de Madame Hind EMAD adressée à Monsieur le Président en date du 05 mars 2021 ;

Considérant :

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

- Que Madame Hind EMAD a informé Monsieur le Président qu'elle est susceptible d'être ou de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourra avoir dans l'exercice de ses fonctions avec :

- La société **Faciligo**, dont elle est présidente et co-fondatrice ;
- La société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) **Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM)**, avec qui la société Faciligo développe une application de transport accompagné ;
- L'organisme **AG2R La Mondiale**, cofinçant le développement de l'application ;
- Le **Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Micro-électronique de Montpellier (LIRMM)**, fournissant une expertise sur ce projet d'application ;
- La **French Tech Montpellier**, l'Hôtel French Tech, sis 1 Place Francis Ponge à Montpellier, abritant la société Faciligo ;
- **Montpellier Capital Santé**, ayant été lauréate d'un appel à projets ;
- **Montpellier Business School**, où elle effectue des interventions ponctuelles ;
- **L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Montpellier-Sète, département Gestion des Entreprises et des Administrations (GEA)**, où elle effectue des interventions ponctuelles ;
- La société **Kaufman & Broad**, partenaire de la société Faciligo ;
- L'**Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole**, partenaire de la société Faciligo ;
- Le **Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS)** du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, partenaire de la société Faciligo.

- Que concernant **La French Tech Montpellier**, le risque de conflit d'intérêts de Madame EMAD ne concerne que les décisions ou actes qu'elle pourrait être amenée à prendre concernant l'hébergement de sa société Faciligo ;

- Qu'une restriction de délégation concernant sa société Faciligo est donc suffisante pour éviter la situation de conflits d'intérêts sans qu'elle concerne la totalité du dispositif French Tech ;

- Qu'il convient de modifier en conséquence la formulation de l'arrêté n° MAR2021-0027 ;

ARRÊTE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté n° MAR2021-0027 concernant La French Tech Montpellier sont annulées.

Article 2 : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente au développement économique et numérique, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonctions lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre Montpellier Méditerranée Métropole et :

- La société Faciligo ;
- La TaM ;
- AG2R La Mondiale ;
- le LIRMM ;
- Montpellier Capital Santé ;
- Montpellier Business School ;
- L'IUT GEA de Montpellier-Sète ;
- La société Kaufman & Broad ;
- L'Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le CEIS de Montpellier ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 mars 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-180364-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/03/22

Réception en Préfecture : 14/03/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Unité Carrière Métropole

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant désignation des
représentants des Commissions
Administratives Paritaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération n°M2020-94 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- **VU** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération n°6230 du 21 décembre 2004 portant création des Commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté n°MAR2020-0389 du 09 octobre 2020 portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- la désignation de madame Michelle CASSAR en qualité de représentant de l'administration titulaire à la commission administrative paritaire de la catégorie C, en lieu et place de monsieur Renault CALVAT ;
- la démission de madame Marianne TOQUE en qualité de représentant du personnel titulaire à la commission administrative paritaire de la catégorie A siégeant pour le syndicat CFDT ;
- la désignation de madame Céline GAGLIANO en remplacement de madame Marianne TOQUE, en qualité de représentant du personnel titulaire à la commission administrative paritaire de catégorie A pour le syndicat CFDT ;

- la désignation de monsieur Bruno BEGUIN en remplacement de madame Céline GAGLIANO, en qualité de représentant du personnel suppléant à la commission administrative paritaire de catégorie A pour le syndicat CFDT ;
- la démission de madame Shirley BARBAUD en qualité de représentant du personnel titulaire à la commission administrative paritaire de catégorie C siégeant pour le syndicat UNSA ;
- la désignation de madame Milouda AMEUR en remplacement de madame Shirley BARBAUD, en qualité de représentant du personnel titulaire à la commission administrative paritaire de catégorie C pour le syndicat UNSA ;
- la démission de monsieur Vincent CHIRON en qualité de représentant du personnel suppléant à la commission administrative paritaire de catégorie C siégeant pour le syndicat CGT ;
- la désignation de monsieur Grégory DERRIEUX en remplacement de monsieur Vincent CHIRON, en qualité de représentant du personnel suppléant à la commission administrative paritaire de catégorie C pour le syndicat CGT.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2020-0389 du 09 octobre 2020 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Administrative Paritaire – Catégorie A

Représentants de l'administration TITULAIRES

M. Michaël DELAFOSSE
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Florence BRAU
M. Joël RAYMOND
Mme Maryse FAYE
M. Michel ASLANIAN

**Représentants
de l'administration SUPPLEANTS**

M. Eric PENSO
Mme Brigitte DEVOISSELLE
M. Guy LAURET
Mme Régine ILLAIRE
M. François RIO

**Représentants
du personnel TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 6
M. Pierre BRICE (UNSA) Mme Sarah COMMUNAL (UNSA)
Groupe hiérarchique 5
Mme Céline GAGLIANO (CFDT) Mme Aurélie ALHOL (FO)
Mme Catherine LANDEMAINE (UNSA)

**Représentants
du personnel SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 6
M. Marc APARICIO (UNSA) Mme Diane DUSSEAUX (UNSA)
Groupe hiérarchique 5
M. Bruno BEGUIN (CFDT)
Mme Sabine BERGUA
M. Grégory FARGAS (UNSA)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie B

Représentants de l'administration TITULAIRES

M. Michaël DELAFOSSE
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Florence BRAU
M. Joël RAYMOND
Mme Maryse FAYE
M. Michel ASLANIAN

**Représentants
de l'administration SUPPLEANTS**

M. Eric PENSO
Mme Brigitte DEVOISSELLE
M. Guy LAURET
Mme Régine ILLAIRE
M. François RIO

**Représentants
du personnel TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 4
M. Laurent BERNARD (UNSA)
M. Stéphane BERTAUX (FO) Mme Françoise TILLY (SUD CT)
Groupe hiérarchique 3
Mme Nadia MEGHRAOUI
M. Patrick SENDRA (UNSA)

**Représentants
du personnel SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 4
M. Armelle CABRERA (UNSA)
M. Gilles GUY (FO)
M. Patrick CORNELLES (SUD CT)
Groupe hiérarchique 3 Mme Carole GILBERT (UNSA) Mme Hélène BRANDO (UNSA)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie C

Représentants de l'administration TITULAIRES

M. Michaël DELAFOSSE
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Florence BRAU
M. Joël RAYMOND
Mme Maryse FAYE
M. Michel ASLANIAN
Mme Eliane LLORET
Mme Michelle CASSAR
Mme Isabelle TOUZARD

**Représentants
de l'administration SUPPLEANTS**

M. Eric PENSO
Mme Brigitte DEVOISSELLE
M. Guy LAURET
Mme Régine ILLAIRE
M. François RIO
Mme Julie FRECHE
M. Roger CAIZERGUES
Mme Claudine VASSAS-MEJRI

**Représentants
du personnel TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 2
M. Sauveur SPINA (UNSA) Mme Edwige HERNANDEZ (FO)
M. Fabrice IRLES (CGT)
Mme Régine BARRY-VENTURE (SUD CT)
Mme Hanane ZIANI
Groupe hiérarchique 1
Mme Nafisa LOUNISSI (FO) Mme Milouda AMEUR (UNSA)
M. Ludovic ESTEVES (UNSA)

**Représentants
du personnel SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 2
M. Philippe MAURY (UNSA)
M. Denis SAVOYE (FO)
M. Grégory DERRIEUX (CGT) Mme Salmia BELADAM (SUD CT)
M. Ichem MOGHEL (UNSA)
Groupe hiérarchique 1
M. Michaël PARENTINI (FO) Mme Sabrina ALBERTELLI (UNSA)
M. Maxime LE GOUIC (UNSA)

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 févr. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11/02/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181046-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/02/22

Réception en Préfecture : 11/02/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président, le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le PLU de la ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à

jour le 3 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 16 septembre 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 12 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mis à jour le 17 mai 2021, mis en compatibilité le 28 juillet 2021, mis à jour le 9 septembre 2021 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-859 en date du 20 juillet 2021 instituant une servitude d'utilité publique (SUP) portant sur les parcelles abritant ou mitoyennes de l'ancien site IBM sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- VU la décision n°MD2021-740 en date du 9 septembre 2021 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sise route de Lavérune entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Kaufman and broad » pour une opération d'aménagement concernant les unités foncières dénommées PZ 316, 318 et 320 sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 27 septembre 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Kaufman and broad » ;

- VU la décision n°MD2020-906 en date du 1^{er} décembre 2020 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sise 315 et 335 rue de la Croix des Rosiers entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Cogedim » pour une opération d'aménagement concernant les unités foncières dénommées PS 08, 09 et 10 sur le territoire de la ville de Montpellier ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 10 décembre 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société « Cogedim » ;

- VU la délibération n°M2021-231 du Conseil de Métropole en date du 7 juin 2021 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Nina Simone » ;

- VU la délibération n°V2021-344 du Conseil municipal en date du 21 septembre 2021 supprimant la Zone d'Aménagement Concerté « Port Marianne - Richter » ;

- VU la délibération n°V2021-231 du Conseil municipal en date du 21 septembre 2021 approuvant le changement de nom de la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Ecole d'Application de l'Infanterie » (EAI) en Zone d'Aménagement Concerté du « quartier de la Cité Créative » ;

- VU la délibération n°V2021-345 du Conseil municipal en date du 21 septembre 2021 approuvant l'achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble « Richemont-Marqueroise » ;

- VU la délibération n°V2021-247 du Conseil municipal en date du 26 juillet 2021 approuvant l'achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble « Saint-Exupéry ».

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe :

- la Servitude d'Utilité Publique (SUP) créée par l'arrêté préfectoral n°2021-I-859,
- les Périmètres de Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés,
- la création, la suppression et le changement de nom des Zones d'Aménagement Concertés (ZAC) susvisés,
- l'achèvement des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en Mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 mars 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181529-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/03/22

Réception en Préfecture : 14/03/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCM 21 09 21 Achèvement PAE Richemont Marqueroise.pdf
- DCM 26 07 21 achèvement PAE St Exupéry.pdf
- Convention PUP Cogedim signée.pdf
- Décision PUP CogedimCxRosiers.pdf
- Convention de PUP Martelet signée.pdf
- Décision PUP Martelet.pdf
- Arrêté préfectoral.pdf
- DCM 21 09 21 ZAC EAI - cité créative.pdf
- Délib création ZAC N Simone.pdf
- 2021-09-21_DCMSupression_ZACRichter.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Castelnau Le Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez approuvé le 29 juin 2007, mis à jour le 22 avril 2010, mis à jour le 16 septembre 2010, modifié le 28 février 2011, modifié le 26 mai 2011, mis à jour le 24 novembre 2011, modifié le 20 mars 2013, modifié le 12 décembre 2013, révisé le 20 janvier 2014, modifié le 23 décembre 2014, mis à jour le 26 juin 2015, modifié le 31 janvier 2020, mis en compatibilité le 31 juillet 2020, mis à jour le 16 novembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 07 juillet 2021, mis à jour le 14 septembre 2021 ;
- **VU** la délibération n°DEL2021/12-02 du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2021 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur du centre-ville entre le Lez à l'Ouest, la rue du Miradou au Nord, le chemin de l'éclair et la rue de la Galline au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre d'étude susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Castelnau-le-Lez (2 rue de la Crouzette - 34173 CASTELNAU-LE-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Castelnau-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 mars 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181876-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/03/22

Réception en Préfecture : 14/03/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCM 2021-12-02.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Zone d'aménagement Concerté Cannabe -
Commune de Cournonterral - Cahier des
charges de cession ou de location de
terrains - Dispositions générales**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;
- **VU** la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 20 décembre 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC Cannabe à Cournonterral ;
- **VU** la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Cannabe à Cournonterral ;
- **VU** la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 23 novembre 2020 approuvant le programme des équipements publics de la ZAC Cannabe à Cournonterral.
- **Considérant** que les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de location de terrains ont pour vocation d'établir des prescriptions urbanistiques et architecturales pour la durée de la réalisation de la ZAC et que chaque lot fera l'objet d'un cahier des charges particuliers indiquant notamment le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée.

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont approuvées les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de location de terrains et ses annexes portant sur l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la ZAC Cannabe sur la commune de Cournonterral.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 8 mars 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Hind EMAD

Publiée le : 09/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-183438-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/03/22

Réception en Préfecture : 09/03/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CCCT
- cahier limites de prestations techniques
- cahier des prescriptions de chantier
- CPAUPE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Fabrègues approuvé le 18 novembre 2019, mis à jour le 30 octobre 2020, mis à jour le 16 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- VU la décision n°MD2021-1202 en date du 27 décembre 2021 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SNC IP1R » pour une opération d'aménagement dénommée « Ancienne Gare » concernant la parcelle AT0195 située sur le territoire de la commune de Fabrègues ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 13 janvier 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SNC IP1R » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Fabrègues est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Fabrègues (8, rue Paul Doumer - 34690 FABREGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Fabrègues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Fabrègues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 mars 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 22/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220101-184190-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/03/22

Réception en Préfecture : 22/03/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de PUP Ancienne Gare - Fabrègues.pdf
- Décision n°MD2021-1202 - PUP Ancienne gare.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues approuvé le 27 juin 2013, modifié le 12 décembre 2013, modifié le 09 octobre 2014, mis à jour le 28 juin 2017, modifié le 26 juillet 2017, modifié le 18 octobre 2018, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mise à jour le 17 mai 2021 ;
- **VU** la décision n°MD2022-0091 du Conseil de Métropole en date du 11 février 2022 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS HELENIS » pour une opération d'aménagement dénommée « cœur de village » sur les parcelles cadastrées AL0066ap, AL0067, AL0068, AL0069, AL0070, AL0071 et AL0072 de la commune de Vendargues ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 23 février 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS HELENIS » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Vendargues (Place de la Mairie - 34742 VENDARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Vendargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Vendargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 mars 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 22/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-185530-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/03/22

Réception en Préfecture : 22/03/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention coeur de village signée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Pôle Déchets et Cycles de l'Eau**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau est composé des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Prévention et Economie circulaire
- Ressources transversales des Déchets

Le Pôle Déchets et Cycles de l'Eau compte également une Direction Déléguée des Cycles de l'Eau.

Monsieur Vincent BIMBARD, directeur du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les services placés sous son autorité directe :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

ARTICLE 1-2 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du pôle et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier PRADEAU, responsable de l'unité installations de stockage et chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Olivier PRADEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Olivier PRADEAU et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Olivier PRADEAU, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 1-3 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Claire LACOUTURE, responsable de l'unité Prestations de collecte et nettoyage et chef de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Madame Claire LACOUTURE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Madame Claire LACOUTURE, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Nadia MEGHRAOUI. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Nadia MEGHRAOUI, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE.

ARTICLE 1-4 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 1-5 : Madame Chloé PERREAU, responsable du service Prévention et Economie circulaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chloé PERREAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chloé PERREAU, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 1-6 : Madame Julie RESPLANDIN, responsable du service Ressources transversales des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie RESPLANDIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2 : La Direction Déléguée des Cycles de l'Eau (DDCE), au sein du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau, est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
- Administratif et financier

Madame Laurence BURGAUD, directrice déléguée des Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint du Pôle Déchets et Cycles de l'Eau.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Vincent BIMBARD, directeur adjoint du pôle Déchets et Cycles de l'Eau.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : Madame Mylène BEGOS, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène BEGOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Louis LEVEILLARD, responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Louis LEVEILLARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Louis LEVEILLARD, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-5 : Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier des Cycles de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD, de Monsieur Karl ABRAHAM, de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 mars 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-185979-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/03/22

Réception en Préfecture : 14/03/22

Notifié le : 14/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Pôle Ressources Humaines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Ressources Humaines est composé des directions et du service suivants :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPMRH)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Santé et de la Prévention (DSP)
- Service Dialogue Social (DS)

Madame Blandine FORTIN-PEYRON, directrice du Pôle Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Blandine FORTIN-PEYRON, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le directeur du Pilotage et de la Modernisation RH reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services suivants :

- Service Carrière
- Service Rémunération
- Service Juridique et Gestion du Temps de Travail

Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERAL, Madame Ingrid CREVEAU et Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, de Madame Agnès FERAL, de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3-1 : Madame Agnès FERAL, responsable du service Carrière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERAL et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3-2 : Madame Ingrid CREVEAU, responsable du service Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3-3 : Madame Séverine ARRIAU, responsable du service Juridique et Gestion du Temps de Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine ARRIAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine ARRIAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4 : La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement et Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN, Madame Emilie CONSTABLE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Emilie CONSTABLE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-2 : Madame Emilie CONSTABLE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CONSTABLE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie CONSTABLE et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-3 : Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-4 : Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 5 : La Direction de la Santé et de la Prévention (DSP) est composée des services suivants :

- Santé
- Qualité de vie au travail

Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, directeur de la Santé et de la Prévention, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART et à Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 6 : Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 mars 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-186008-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/03/22

Réception en Préfecture : 14/03/22

Notifié le : 14/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS



**LISTE DES ARRETES INDIVIDUELS
FEVRIER – MARS 2022**

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2022-0012	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement DEMETER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2022 à 2027	510
MAI2022-0013	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 (Le Crès) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2022 à 2027	517
MAI2022-0026	Exclusion temporaire de Monsieur Abdelhadi REZKI du réseau de piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	524
MAI2022-0036	MAINLEVEE des arrêtés de péril imminent et ordinaire n°10/10 et n°07/12 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 29 rue de l'Amandier - Parcelle HS 116	526
MAI2022-0038	ARRETE DE MISE EN SECURITE D'URGENCE Commune de Montpellier Immeuble 26 rue du Faubourg Figuerolles Parcelle IZ 150 INTERDICTION D'HABITER LOCAL R+1	528



Direction Déléguée des Cycles de l'Eau
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
DEMETER dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée**

**Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2022 à 2027**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **VU** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **VU** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **VU** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **VU** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14
- **VU** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **VU** la demande de l'établissement DEMETER reçue le 10 août 2020 ;

- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

- VU portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

CONSIDÉRANT :

- que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement DEMETER géré par Montpellier Méditerranée Métropole,

- dont le siège social est situé au 50 place Zeus – CS 39556 à Montpellier 34961,

- représenté par François VASQUEZ, en qualité de vice-président délégué à la prévention et valorisation des déchets,

- exploité par la société SMTVD L'Etablissement DEMETER,

- est situé au 2549, avenue de Maurin – lieu-dit « terre du mas de Combemale » à Montpellier 34070,

- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : OK 222, ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de tri de collecte sélective, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé avenue de Maurin à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes : - Stockage de déchets - Tri des déchets - Conditionnement des déchets triés avant exportation Les références de l'Etablissement sont : - N° SIRET : 24340001700022 (Métropole Siège) ;

- Code NAF ou APE de l'activité : 3811Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en de la réutilisation de déchets non dangereux non inerte	Enregistrement
1435	Station-service – distribution de carburant (GNR)	Non-Classement
4734	Produits pétroliers – stockage de carburant (GNR)	Non-Classement

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Michaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité, - et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
 - Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement DEMETER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

Compte tenu de la qualité du rejet mesurée en sortie de site et considérant que la part non domestique de ce dernier est extrêmement faible, l'établissement DEMETER n'est pas soumis au paiement de la redevance non domestique dont le tarif est fixé par la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4).

Toutefois si la qualité des rejets évoluait et venait dépasser les seuils domestiques fixés dans cette autorisation la tarification non domestique sera alors appliquée.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement DEMETER désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

ARTICLE 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement DEMETER devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement DEMETER et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement DEMETER s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

ARTICLE 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, - de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, - de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement DEMETER, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement DEMETER de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement DEMETER sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur. A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'événement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de

l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

ARTICLE 8 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout acte relatif à cette affaire.

Montpellier, le 9 févr. 2022

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181022-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/02/22

Réception en Préfecture : 10/02/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Presentation_DEMETER_transmission1638870968391.pdf
- AAD_DEMETER_2021_2026_pdf1638870917908.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Déléguée des Cycles de l'Eau
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
NORAUTO LR AUTO 34 (Le Crès) dans
le système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2022 à 2027**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **VU** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **VU** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **VU** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **VU** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **VU** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **VU** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;

CONSIDÉRANT :

- que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34,
- dont le siège social est situé rue du Fort BP 225 à LESQUIN Cedex 59812,
- représenté par Monsieur Laurent BRUGIRARD en qualité de Gérant,

L'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34,
- est situé au 17 rue de la Poulaille 34920 LE CRES,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BL 441 et 336,
ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Entretien et réparation de véhicules automobiles légers, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue de la Poulaille 34920 LE CRES.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réalisation de prestation et d'entretien de véhicules
- Distribution de produits pour l'équivalent automobile

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 811 510 486 00012
- Code NAF ou APE : 4520 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Michaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
 - Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
 - Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
 - Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
 - Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4).

En effet la qualité des rejets de l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement NORAUTO LR AUTO 34 désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie. A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

ARTICLE 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

ARTICLE 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement NORAUTO LR AUTO 34 sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

ARTICLE 8 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 9 févr. 2022

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181135-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/02/22

Réception en Préfecture : 10/02/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD NORAUTO Cre 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Exclusion temporaire de Monsieur
Abdelhadi REZKI du réseau de piscines de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la décision n°2020-786 approuvant le règlement intérieur du réseau des piscines de la métropole de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de « l'Administration générale » ;
- VU l'article 21 du règlement intérieur des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que Monsieur Abdelhadi REZKI; usager régulier de la piscine olympique de Montpellier, a pour habitude de rester dans le hall d'accueil et a fini par agresser physiquement l'agent d'accueil ;
- que l'agent a fait l'objet une interruption temporaire de travail n'excédant pas 8 jours ;
- qu'il convient d'interdire l'accès au réseau de piscine de la métropole à cet usager en vue de protéger les agents.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Abdelhadi REZKI, usager régulier de la piscine olympique de Montpellier, est exclu 12 mois du réseau des piscines en raison de son comportement inadapté et violent.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et entrera en vigueur à compter de cette notification.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer le présent arrêté ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 févr. 2022

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Jean-François AUDRIN

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-181740-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/22

Réception en Préfecture : 04/02/22

Notifié le : 24/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE des arrêtés de péril
imminent et ordinaire n°10/10 et n°07/12
Commune de Montpellier
Immeuble sis 29 rue de l'Amandier
Parcelle HS 116**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-4, L.511-6 à L.511-7, L.511-9 à L.511-17, L.521-1 à L.521-4, L.541-1 à L.541-6 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **VU** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'arrêté de péril imminent n° 10/10 pris en date du 10 juin 2010 ;
- **VU** l'arrêté de péril ordinaire n° 07/12 pris en date du 17 septembre 2012 ;
- **VU** les attestations de réalisation des travaux établies en date du 31 janvier 2022 et 7 février 2022 par les entreprises SAS Ben Abbou et LT Couverture, travaux concernant l'immeuble, parcelle cadastrée HS 116, sis 29 rue de l'Amandier à Montpellier (34000) ;

- CONSIDERANT que la réalisation des travaux s'est effectuée dans les règles de l'art et que ces travaux sont conformes aux prescriptions des arrêtés susmentionnés, écartant ainsi tout péril ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur la base des attestations des entreprises SAS Ben Abbou et LT Couverture, il est prononcé la mainlevée des arrêtés de péril imminent n°10/10 pris le 10 juin 2010 et péril ordinaire n°07/12 pris le 17/09/12, pour l'immeuble sis 29 rue de l'Amandier à Montpellier (34000) (parcelle HS 116) dont le propriétaire est la SCI LR Patrimoine demeurant 22 rue des aigrettes à Montpellier (34000).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 23 févr. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-183467-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/02/22

Réception en Préfecture : 24/02/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**ARRETE DE MISE EN SECURITE
D'URGENCE Commune de Montpellier
Immeuble 26 rue du Faubourg Figuerolles
Parcelle IZ 150 INTERDICTION
D'HABITER LOCAL R+1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1, L.511-2, L.511-4, L.511-6, L.511-7, L.511-9, L.511-12, L.511-14, L.511-16 à L.511-18, L.511-19 à L.511-22, L.521-1 à L.521-4 ;
- **VU** l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **VU** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le rapport dressé par Madame Marie PEETERS architecte, agent compétent de la Métropole, en date du 14/02/2022, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- **VU** l'avertissement envoyé à Madame Véronique SAVARY de BEAUREGARD demeurant à Saint Eloi la Montagnette 13570 BARBENTANE, propriétaire, parcelle cadastrée IZ 150, sis 26 rue du faubourg Figuerolles à Montpellier (34000) ;
- **VU** la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 26 rue du faubourg Figuerolles et notamment le plancher du local associatif au niveau R+1 et le garde-corps de la cage d'escalier ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La propriétaire Madame Véronique SAVARY DE BEAUREGARD, demeurant à Saint Eloi la Montagnette 13570 BARBENTANE devra à dater **de la notification du présent arrêté**, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- Interdire l'accès du local associatif situé au R+1 et mettre en place une signalisation adéquate afin d'éviter toute intrusion ;
- Consolider le garde-corps de la cage d'escalier et mettre en place une signalisation adéquate indiquant le danger ;

Sous un délai de 45 jours :

Faire procéder à une expertise par un bureau d'études structure afin d'établir un diagnostic structurel du plancher du local R+1 (surcharge admissible, ancrage, état des solives...) mais également de l'ensemble du bâtiment afin de vérifier la cause des nombreuses fissures préoccupantes pouvant provenir d'un affaissement ou tassement en sous-sol et préconiser l'ensemble des travaux nécessaires à la bonne stabilité du bâtiment.

ARTICLE 2 : Faute pour la propriétaire, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, le local associatif au R+1 doit **être entièrement évacué de leurs occupants immédiatement**. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 5 : La propriétaire est tenue de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation. L'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale au sens de l'article L.521-1 du code précité.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-22 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6 : Si la propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

La propriétaire ou ses ayants droit tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France car secteur sauvegardé.

Montpellier, le 28 févr. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 01/03/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-183858-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/03/22

Réception en Préfecture : 01/03/22

Notifié le : 01/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.